

N° 164

SÉNAT

SESSION ORDINAIRE DE 2012-2013

Enregistré à la Présidence du Sénat le 27 novembre 2012

RAPPORT

FAIT

*au nom de la commission des affaires sociales (1) sur le projet de loi de **financement de la sécurité sociale pour 2013**, ADOPTÉ PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE EN NOUVELLE LECTURE,*

Par M. Yves DAUDIGNY,

Sénateur,
Rapporteur général

(1) Cette commission est composée de : Mme Annie David, *présidente* ; M. Yves Daudigny, *rapporteur général* ; M. Jacky Le Menn, Mme Catherine Génisson, MM. Jean-Pierre Godefroy, Claude Jeannerot, Alain Milon, Mme Isabelle Debré, MM. Jean-Louis Lorrain, Jean-Marie Vanlerenberghe, Gilbert Barbier, *vice-présidents* ; Mmes Claire-Lise Campion, Aline Archimbaud, Catherine Deroche, M. Marc Laménié, Mme Chantal Jouanno, *secrétaires* ; Mme Jacqueline Alquier, M. Jean-Paul Amoudry, Mmes Natacha Bouchart, Marie-Thérèse Bruguière, MM. Jean-Noël Cardoux, Luc Carvounas, Mme Caroline Cayeux, M. Bernard Cazeau, Mmes Karine Claireaux, Laurence Cohen, Christiane Demontès, MM. Gérard Dériot, Jean Desessard, Mmes Muguette Dini, Odette Duriez, MM. Guy Fischer, Michel Fontaine, Mme Samia Ghali, M. Bruno Gilles, Mmes Colette Giudicelli, Christiane Hummel, M. Jean-François Husson, Mme Christiane Kammermann, MM. Ronan Kerdraon, Georges Labazée, Jean-Claude Leroy, Gérard Longuet, Hervé Marseille, Mmes Michelle Meunier, Isabelle Pasquet, M. Louis Pinton, Mmes Gisèle Printz, Catherine Procaccia, MM. Henri de Raincourt, Gérard Roche, René-Paul Savary, Mme Patricia Schillinger, MM. René Teulade, François Vendasi, Michel Vergoz, Dominique Watrin.

Voir le(s) numéro(s) :

Assemblée nationale (14^{ème} législ.) : Première lecture : **287, 301, 302** et T.A. **29**
Nouvelle lecture : **415, 430** et T.A. **46**

Sénat : Première lecture : **103, 104, 107** et **29** (2012-2013)
Commission mixte paritaire : **137** et **138** (2012-2013)
Nouvelle lecture : **162** (2012-2013)

SOMMAIRE

	<u>Pages</u>
AVANT-PROPOS	5
I. LES DISPOSITIONS RELATIVES À L'EXERCICE 2011 (PREMIÈRE PARTIE)	9
II. LES DISPOSITIONS RELATIVES À L'EXERCICE 2012 (DEUXIÈME PARTIE)	10
III. LES DISPOSITIONS RELATIVES AUX RECETTES ET À L'ÉQUILIBRE GÉNÉRAL POUR 2013 (TROISIÈME PARTIE)	11
IV. LES DISPOSITIONS RELATIVES AUX DÉPENSES POUR 2013 (QUATRIÈME PARTIE)	16
A. LA BRANCHE MALADIE	16
B. LE SECTEUR MÉDICO-SOCIAL	20
C. LA BRANCHE VIEILLESSE.....	21
D. LA BRANCHE ACCIDENTS DU TRAVAIL- MALADIES PROFESSIONNELLES.....	22
E. LA BRANCHE FAMILLE.....	22
F. LES ORGANISMES CONCOURANT AU FINANCEMENT DES RÉGIMES OBLIGATOIRES.....	24
G. LA GESTION INTERNE DES RÉGIMES ET LA LUTTE CONTRE LA FRAUDE.....	24
TABLEAU COMPARATIF	25

AVANT-PROPOS

Mesdames, Messieurs,

• Suite au rejet par le Sénat du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2013 le 15 novembre dernier et à l'échec de la commission mixte paritaire lors de sa réunion du 20 novembre, l'Assemblée nationale était saisie en nouvelle lecture du projet de loi dans le texte qu'elle avait adopté en première lecture. Elle a procédé à son examen lors de sa séance du 26 novembre.

L'Assemblée nationale a maintenu son texte de première lecture sur soixante et un articles, y compris la suppression de deux articles : l'article 14, soumettant les gains réalisés par les gestionnaires de fonds investis dans le capital risque au forfait social, que le Sénat avait rétabli avant de rejeter la troisième partie, et l'article 50, relatif aux pharmacies à usage intérieur.

Elle a **supprimé deux articles** qu'elle avait introduits en première lecture :

- l'article 42 *bis* relatif aux conditions de l'exercice libéral à l'hôpital,
- l'article 43 *ter* sur la facturation en matière de biologie médicale.

Elle a **modifié quarante-deux articles** par rapport à son vote de première lecture.

Sur les **trois premières parties**, outre l'actualisation de six articles relatifs aux prévisions de recettes, aux objectifs de dépenses et aux tableaux d'équilibre, elle a repris sur sept articles des amendements qui avaient été adoptés par le Sénat avant le rejet de la troisième partie et notamment :

- à l'article 11, pour rouvrir aux pédicures-podologues relevant du régime maladie des praticiens et auxiliaires médicaux conventionnés le droit de demander leur affiliation au régime social des indépendants, droit qui leur avait été ouvert jusqu'au 31 mars dernier, afin de tenir compte des incompréhensions ou difficultés que ces professionnels ont pu rencontrer dans l'exercice de leur droit d'option ;

- à l'article 17, relatif à la protection sociale des élus, pour prendre en compte la situation des élus locaux percevant des indemnités de fonction inférieures à 1 516 euros par mois, mais qui ne sont pas par ailleurs affiliés à un régime obligatoire de sécurité sociale, afin d'assurer à l'ensemble des élus une couverture sociale à un titre ou à un autre ;

- à l'article 33, pour affilier l'ensemble des artisans ruraux au RSI, alors que ceux qui emploient deux salariés ou moins sont actuellement affiliés à la MSA au titre des cotisations à la branche famille, de la CSG et de la CRDS. Cette situation est source de complexité et parfois même d'erreurs, les cotisations et contributions étant indûment appelées au titre des deux régimes ;

- à l'article 35 *bis*, qui vise à simplifier les modalités de versement des cotisations dues sur les indemnités de congés payés dans les professions pour lesquelles existent des caisses de congés payés, pour étaler dans le temps l'application de cette mesure, qui ne concernera dans un premier temps que le versement de transport et les cotisations au titre du fonds national d'aide au logement.

Sur la **quatrième partie**, l'Assemblée nationale a repris sur onze articles des amendements qui avaient été déposés au Sénat par la commission des affaires sociales, notamment :

- à l'article 39, qui ouvre la voie à une négociation conventionnelle pluriprofessionnelle valorisant la coordination des soins, pour corriger une erreur de rédaction quant aux conditions de validité de ces conventions ;

- à l'article 40, qui crée le statut de praticien territorial de médecine générale et permet la mise à disposition de médecins salariés dans des déserts médicaux, pour apporter des clarifications rédactionnelles au dispositif ;

- à l'article 43 *sexies*, qui ouvre deux expérimentations relatives au tiers payant, pour apporter des clarifications et élargir celle relative aux étudiants à ceux d'entre eux qui ne disposent pas d'une couverture complémentaire santé ;

- à l'article 51, qui modernise et clarifie la prise en charge des soins destinés aux personnes détenues en aménagement de peine, afin de préciser que les médecins devront pratiquer les tarifs opposables pour les personnes détenues affiliées en tant que telles au régime général, à l'instar de ce qui existe pour les bénéficiaires de la CMU-c et de l'ACS ;

- à l'article 53, pour reporter de six mois l'entrée en vigueur de la réduction des délais laissés aux établissements pour handicapés pour transmettre leurs données de facturation à l'assurance maladie ;

- à l'article 60, relatif à l'attribution de points de retraite proportionnelle gratuits aux non-salariés agricoles ayant dû interrompre leur activité à la suite d'une maladie ou d'une infirmité grave, pour permettre l'application de la mesure dans les départements d'outre-mer.

Au final, l'Assemblée nationale n'a apporté des modifications substantielles qu'à un nombre réduit d'articles. On doit cependant mentionner, à l'article 24 *ter*, qui élargit l'assiette de la contribution sur les dépenses de promotion des médicaments et des dispositifs médicaux, des amendements portant de 50 % à 75 % l'abattement dont bénéficient les dépenses liées aux frais de congrès. Cette mesure de prudence est cohérente avec la préoccupation exprimée au Sénat par votre rapporteur général lors de la discussion générale.

• A l'occasion de la nouvelle lecture au Sénat, **la commission des affaires sociales a adopté dix amendements** qui sont en totale cohérence avec les positions qu'elle avait soutenues lors de la première lecture.

Ce faisant, elle a tenu compte :

- des amendements déjà repris à l'Assemblée nationale en nouvelle lecture ;

- des dispositions de l'article 48 du Règlement du Sénat frappant d'irrecevabilité, après la première lecture, toute modification ou adjonction sans relation directe avec une disposition restant en discussion. La commission n'a donc adopté aucun amendement portant article additionnel. Il en est ainsi, notamment, de celui visant à introduire une taxation additionnelle sur l'huile de palme, de palmiste ou de coprah affectée à la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés, que le Sénat avait adopté en première lecture avant le rejet de la troisième partie.

I. LES DISPOSITIONS RELATIVES À L'EXERCICE 2011 (PREMIÈRE PARTIE)

En première lecture, l'Assemblée nationale avait adopté les dispositions de la première partie sans modification par rapport au texte initial.

L'**article 1^{er}** approuve les tableaux d'équilibre relatifs à l'exercice 2011.

L'**article 2** approuve le rapport figurant en annexe A, retraçant la situation patrimoniale des régimes et organismes de sécurité sociale et décrivant les modalités de couverture du déficit constaté de l'exercice 2011. En nouvelle lecture, l'Assemblée nationale a adopté, sur cet article, un **amendement de rectification** d'une erreur matérielle à l'initiative de notre collègue député Gérard Bapt.

Votre rapporteur général vous demande d'adopter les articles de cette partie sans modification.

II. LES DISPOSITIONS RELATIVES À L'EXERCICE 2012 (DEUXIÈME PARTIE)

Dans la deuxième partie du projet de loi de financement de la sécurité sociale, l'Assemblée nationale a adopté un **amendement de coordination** du Gouvernement à l'article 5. Les autres articles n'ont pas fait l'objet de modifications par rapport à la première lecture.

L'**article 3** vise à clarifier les impositions et taxes affectées à l'Etat et à la sécurité sociale.

L'**article 4** établit de nouveaux prélèvements au profit de la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales.

L'**article 5** rectifie les prévisions de recettes et les tableaux d'équilibre pour 2012.

L'**article 6** détermine l'objectif d'amortissement rectifié de la Caisse d'amortissement de la dette sociale, les prévisions de recettes rectifiées affectées au fonds de réserve pour les retraites et le montant des recettes mises en réserve par le fonds de solidarité vieillesse.

L'**article 7** ajuste les montants du fonds d'intervention pour la qualité et la coordination des soins (Fiqcs) et du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés (Fmespp) pour 2012.

L'**article 8** rationalise les modalités de prise en charge par l'Etat des pertes sur créances d'indus au titre de certaines prestations.

L'**article 9** rectifie les prévisions de dépenses par branche pour 2012.

L'**article 10** rectifie l'objectif national de dépenses d'assurance maladie (Ondam) pour 2012.

Par cohérence avec les positions prises en première lecture, votre rapporteur général vous demande d'adopter les articles de cette partie sans modification.

III. LES DISPOSITIONS RELATIVES AUX RECETTES ET À L'ÉQUILIBRE GÉNÉRAL POUR 2013 (TROISIÈME PARTIE)

Sur la troisième partie, l'Assemblée nationale n'a modifié qu'à la marge son texte de première lecture. Elle a repris un nombre limité d'amendements adoptés au Sénat avant le rejet de la troisième partie puis de la totalité du projet de loi.

L'**article 11** relève les prélèvements sociaux à la charge des travailleurs non salariés non agricoles. Sur cet article, l'Assemblée nationale a adopté en nouvelle lecture un **amendement du Gouvernement** permettant aux **pédicures et podologues** de demander leur affiliation au régime du RSI. Cet amendement du Gouvernement avait déjà été adopté au Sénat en première lecture avant le rejet de la troisième partie, puis de l'ensemble du texte.

L'**article 12** modernise et simplifie l'assiette de la contribution sociale de solidarité à la charge des sociétés (C3S) dans le secteur des assurances. Il clarifie l'affectation du produit des placements financiers de cette contribution. Sur cet article, l'Assemblée nationale a adopté **trois amendements** en nouvelle lecture : un amendement rédactionnel à l'initiative de notre collègue député Gérard Bapt et deux amendements du Gouvernement, le premier visant à confirmer l'exonération de C3S dont continuent de bénéficier en pratique les sociétés d'investissement à capital variable ou à capital fixe (Sicav et Sicaf), le second définissant les conditions permettant de bénéficier de l'assiette spécifique de C3S propre aux commissionnaires.

L'**article 13** élargit l'assiette et renforce la progressivité de la taxe sur les salaires.

L'Assemblée nationale a maintenu la suppression de l'**article 14** qui réforme les prélèvements sociaux applicables aux « *carried interests* ». Conformément aux positions prises en première lecture, votre commission des affaires sociales a adopté, à l'initiative de son rapporteur général, un **amendement rétablissant cet article** pour des raisons de justice et de cohérence au regard de la politique de résorption des niches sociales.

L'**article 15** supprime le mécanisme de l'assiette forfaitaire pour l'emploi d'un salarié à domicile. En nouvelle lecture, à l'initiative de notre collègue député Gérard Bapt, l'Assemblée nationale a adopté **deux amendements rédactionnels**.

L'**article 15 bis** supprime le versement d'une cotisation forfaitaire d'AT-MP pour une partie des personnes employées par les associations intermédiaires.

L'**article 15 ter** proroge le dispositif expérimental d'affiliation au régime général des personnes exerçant une activité réduite à des fins d'insertion.

L'**article 16** introduit une contribution additionnelle de solidarité pour l'autonomie (Casa) assise sur les préretraites ainsi que sur les pensions de retraite et d'invalidité au profit de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA). Outre **deux amendements rédactionnels**, dont l'un présenté par le Gouvernement, l'Assemblée nationale a adopté, à l'initiative de notre collègue député Gérard Bapt, **trois amendements de précision** visant à :

- ne pas assujettir à la Casa les allocations de préretraites déjà soumises à la contribution de solidarité pour l'autonomie (CSA) sur les revenus du patrimoine ;

- exonérer du paiement de la Casa les seules personnes dont la cotisation d'impôt sur le revenu est strictement inférieure au seuil de 61 euros ;

- sécuriser les modalités d'exonération des pensions temporaires d'orphelin du paiement de la Casa.

Par cohérence avec les positions prises en première lecture, votre commission a adopté, à l'initiative de son rapporteur général, **un amendement affectant 95 millions d'euros** à la contribution de la CNSA **au financement de l'allocation personnalisée d'autonomie en 2013**.

L'**article 17** élargit la couverture sociale des élus locaux. Sur cet article, l'Assemblée nationale a adopté **deux amendements** identiques de nos collègues députés Gérard Bapt et Jean-Marc Germain **maintenant l'affiliation des élus locaux dont le montant des indemnités est inférieur à 1 516 euros par mois**, lorsqu'ils ont cessé toute activité professionnelle pour l'exercice de leur mandat, et ne relèvent plus à titre obligatoire d'un régime de sécurité sociale. Cet amendement reprend la rédaction présentée par votre rapporteur général au nom de la commission des affaires sociales et adoptée par le Sénat avant le rejet de la troisième partie, puis du texte dans son entier.

L'**article 18** applique aux salariés de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris le même régime de cotisations que les fonctionnaires. En outre, il clarifie le financement du régime spécial de retraite des chemins de fer secondaires.

L'**article 19** relève les taux de la contribution tarifaire d'acheminement applicable aux prestations de distribution de gaz.

L'**article 20** modifie le régime social de l'indemnité spécifique versée à l'occasion de la rupture conventionnelle du contrat de travail.

L'**article 21** améliore le remboursement par le fonds CMU des dépenses des organismes gestionnaires de la CMU-c. Sur cet article, l'Assemblée nationale a adopté en nouvelle lecture **deux amendements rédactionnels** du Gouvernement.

L'**article 22** introduit des mesures relatives à la fiscalité des tabacs. Par cohérence avec les positions prises en première lecture, votre commission a adopté, à l'initiative de son rapporteur général, **un amendement** clarifiant le tableau des droits de consommation applicables.

L'**article 23** prévoit une hausse de la fiscalité sur les bières. Conformément aux positions prises en première lecture, votre commission a adopté, à l'initiative de son rapporteur général, **un amendement** supprimant le rapport sur la fiscalité des alcools commandé au Gouvernement, au profit d'un rapport parlementaire.

L'**article 23 bis** introduit une contribution sur les boissons énergisantes. Sur cet article, l'Assemblée nationale a adopté, à l'initiative de notre collègue député Gérard Bapt, un **amendement rédactionnel**.

En application de l'article 48 du Règlement du Sénat qui précise que les adjonctions ou modifications apportées après la première lecture doivent être en **relation directe** avec les **dispositions restant en discussion**, votre rapporteur général n'est pas en droit de représenter un amendement portant article additionnel après l'article 23 *bis* et visant à introduire une taxation additionnelle sur l'huile de palme, de palmiste ou de coprah affectée à la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés. Un tel amendement avait été adopté en première lecture par le Sénat, avant le rejet de la troisième partie.

L'**article 24** sécurise et simplifie les prélèvements spécifiques portant sur des produits de santé. Sur cet article, l'Assemblée nationale a adopté, à l'initiative de notre collègue député Gérard Bapt, **deux amendements** reprenant la position adoptée en première lecture par la commission des affaires sociales du Sénat et visant à corriger une difficulté pratique relative à la **date de versement du solde de la contribution sur les dépenses de promotion**.

L'**article 24 bis** supprime la taxe due à la Haute Autorité de santé pour la réalisation d'études médico-économiques.

L'**article 24 ter** étend l'assiette de la contribution sur les dépenses de promotion des médicaments et des dispositifs médicaux. A l'initiative de notre collègue député Gérard Bapt, l'Assemblée nationale a adopté **trois amendements**. Le premier, déjà présenté au Sénat au nom de la commission et à l'initiative de son rapporteur général, apporte une précision rédactionnelle pour éviter les contournements éventuels de la législation. Les deux autres, respectivement relatifs aux médicaments et aux dispositifs médicaux, **portent de 50 % à 75 % l'abattement d'assiette dont bénéficient les dépenses liées aux frais de congrès** ; cette mesure de prudence est cohérente avec la préoccupation exprimée au Sénat par le rapporteur général lors de la discussion du projet de loi de financement en première lecture.

L'**article 25** fixe le taux K de la clause de sauvegarde à 0,4 % pour 2013.

L'**article 26** approuve le montant de la compensation des exonérations, réductions ou abattements d'assiette de cotisations ou contributions de sécurité sociale.

L'**article 27** fixe les prévisions de recettes de l'ensemble des régimes obligatoires de base, du régime général et des organismes concourant au financement des régimes obligatoires de base. Sur cet article, l'Assemblée nationale a adopté **deux amendements du Gouvernement** tirant les conséquences des votes des députés sur les recettes des régimes obligatoires de base de sécurité sociale et sur le fonds de solidarité vieillesse.

L'**article 28** approuve le tableau d'équilibre de l'ensemble des régimes obligatoires de base. En nouvelle lecture, l'Assemblée nationale a adopté un **amendement du Gouvernement** tirant les conséquences des votes des députés sur les prévisions de recettes, les objectifs de dépenses et le solde de l'ensemble des régimes obligatoires de base de sécurité sociale.

L'**article 29** approuve le tableau d'équilibre du régime général. Sur cet article, l'Assemblée nationale a adopté un **amendement du Gouvernement** tirant les conséquences des votes des députés sur les prévisions de recettes et les objectifs de dépenses du régime général.

L'**article 30** approuve le tableau d'équilibre des organismes concourant au financement des régimes obligatoires de base. En nouvelle lecture, l'Assemblée nationale a adopté un **amendement du Gouvernement** tirant les conséquences des votes des députés sur les prévisions de recettes et le solde du Fonds de solidarité vieillesse.

L'**article 31** fixe l'objectif d'amortissement de la dette sociale et l'affectation de recettes au fonds de solidarité vieillesse et au fonds de réserve pour les retraites.

L'**article 32** approuve le rapport fixant un cadrage pluriannuel (annexe B). En nouvelle lecture, l'Assemblée nationale a adopté **trois amendements rédactionnels** à l'initiative de notre collègue député Gérard Bapt. Elle a aussi adopté un **amendement de coordination du Gouvernement**.

L'**article 33** réforme le financement de la gestion administrative, de l'action sanitaire et sociale et du contrôle médical de la mutualité sociale agricole (MSA).

En première lecture, le Sénat a adopté un amendement du Gouvernement qui procède à l'**affiliation des artisans ruraux n'employant pas plus de deux salariés au régime social des indépendants (RSI)** pour l'ensemble des risques. Ce transfert, qui interviendra au plus le tard le 1^{er} janvier 2014, devrait mettre fin aux difficultés de gestion qu'engendre actuellement la double affiliation de ces assurés au régime des exploitants agricoles pour le risque famille et au RSI pour les autres risques. Après le rejet du texte par le Sénat, cet **amendement** a été adopté à l'Assemblée nationale en nouvelle lecture, à l'initiative de notre collègue député Gérard Bapt.

L'Assemblée nationale a également adopté **un amendement rédactionnel** à cet article.

L'**article 34** permet à l'Acoss de fournir au régime des mines des avances exceptionnelles de trésorerie à hauteur de 250 millions d'euros pour 2013. Il apporte, par ailleurs, une clarification des règles de trésorerie au sein du réseau des Urssaf et de l'Acoss. A l'initiative de son rapporteur en charge des recettes, l'Assemblée nationale a repris **un amendement de coordination** qui avait été présenté au Sénat au nom de la commission des affaires sociales et à l'initiative de son rapporteur général.

L'**article 35** porte sur la certification des comptes de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie.

L'**article 35 bis** simplifie, pour les professions dans lesquelles existent des caisses de congés payés, les règles de versement des cotisations patronales et salariales dues sur les indemnités de congés payés.

Face aux craintes soulevées par cet article dans les professions concernées, le Sénat avait adopté, avec l'avis favorable de la commission, un amendement du Gouvernement :

- supprimant les dispositions de l'article 35 *bis* qui prévoyaient que les caisses de congés payés n'interviendraient plus dans le versement aux Urssaf des cotisations dues sur les indemnités de congés payés ;

- proposant qu'un rapport soit remis au Parlement sur cette question, au plus tard le 1^{er} juillet 2013 ;

- prévoyant que le versement transport et le versement destiné au Fonds national d'aide au logement soient quant à eux directement versés aux Urssaf par les entreprises.

Cet **amendement** a été repris en nouvelle lecture par l'Assemblée nationale. Votre rapporteur général se félicite des modifications ainsi apportées à l'article 35 *bis* qui permettent de donner davantage de temps à la mise en place d'une réforme dont les conséquences sur le fonctionnement des entreprises concernées doivent être pleinement mesurées et anticipées.

L'**article 35 ter** étend au régime agricole les règles fixées par la loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 concernant la prise en compte des exonérations dans le calcul des cotisations sociales lorsque les cotisants n'ont pas rempli leurs obligations déclaratives. En nouvelle lecture, l'Assemblée nationale a adopté un **amendement rédactionnel**.

L'**article 36** habilite les régimes de base et les organismes concourant à leur financement à recourir à l'emprunt.

En tenant compte des dispositions déjà reprises à l'Assemblée nationale ou frappées d'irrecevabilité en application des règles de procédure dites de « l'entonnoir », votre rapporteur général **vous demande d'adopter les articles de cette troisième partie sous réserve des amendements adoptés par votre commission.**

IV. LES DISPOSITIONS RELATIVES AUX DÉPENSES POUR 2013 (QUATRIÈME PARTIE)

A. LA BRANCHE MALADIE

• L'Assemblée nationale a **maintenu** la plupart des articles de la première section de la quatrième partie du projet de loi de financement relatifs aux dépenses d'assurance maladie, tout en adoptant quelques amendements.

L'**article 37** améliore les modalités de la permanence des soins.

L'**article 38** permet une expérimentation relative aux transports de patients. L'Assemblée nationale a adopté **un amendement rédactionnel**.

L'**article 39** ouvre la voie à une négociation conventionnelle pluriprofessionnelle pour valoriser la coordination des soins. L'Assemblée nationale a adopté **deux amendements du Gouvernement**, reprenant l'orientation d'un amendement déposé au Sénat au nom de la commission à l'initiative de son rapporteur général et visant à corriger une erreur de rédaction quant aux conditions de validité de ces conventions.

L'**article 40** crée le statut de praticien territorial de médecine générale et permet la mise à disposition de médecins salariés dans des déserts médicaux. A l'initiative du rapporteur en charge de l'assurance maladie, l'Assemblée nationale a adopté **quatre amendements** qui reprennent des clarifications rédactionnelles adoptées par la commission des affaires sociales du Sénat à l'initiative de son rapporteur général.

L'Assemblée nationale a également adopté **un amendement** de plusieurs députés du groupe Gauche démocrate et républicaine (GDR), qui précise que le contrat conclu entre l'ARS et le praticien territorial de médecine générale prévoit des engagements individualisés qui peuvent porter sur le respect des tarifs opposables. Lors de l'examen en première lecture au Sénat, la commission des affaires sociales, à l'initiative de son rapporteur général, avait demandé le retrait d'un amendement identique. En effet, le principe même du respect des tarifs opposables par les praticiens territoriaux de médecine générale sera inscrit dans le code de la sécurité sociale à l'article L. 162-5-14-1 et indiquer que le contrat individuel prévoira des engagements du praticien à cet égard risque plutôt d'affaiblir le principe que de le conforter. En conséquence, à l'initiative de son rapporteur général, **la commission a adopté un amendement** visant à supprimer cette précision.

L'**article 40 bis** ajuste le dispositif du contrat d'engagement de service public. A l'initiative du Gouvernement, l'Assemblée nationale a adopté **deux amendements** de clarification rédactionnelle qui reprennent des modifications présentées au Sénat au nom de la commission à l'initiative de son rapporteur général.

L'**article 41** permet d'expérimenter de nouveaux modes d'organisation des soins destinés à optimiser le parcours de santé des personnes âgées en risque de perte d'autonomie. A l'initiative de son rapporteur en charge de l'assurance maladie, l'Assemblée nationale a adopté **deux amendements rédactionnels** et **un amendement de précision** quant aux modalités de financement de l'expérimentation.

Reprenant sa position lors de la première lecture au Sénat, **la commission a adopté un amendement**, présenté par son rapporteur général, visant à intégrer explicitement les « services » sociaux et médico-sociaux dans cette expérimentation.

L'**article 42** abroge l'extension de l'option de coordination, dite « secteur optionnel ».

L'**article 43** supprime la participation de l'assurée pour les actes liés à l'interruption volontaire de grossesse.

L'**article 43 bis** assure un maintien de leurs droits aux indemnités journalières pour les demandeurs d'emploi qui reprennent une activité insuffisante.

L'**article 43 quater** rend gratuite l'acquisition de contraceptifs par les mineures d'au moins quinze ans. A l'initiative du Gouvernement, l'Assemblée nationale a adopté **un amendement** complémentaire précisant dans l'article L. 5134-1 du code de la santé publique que la délivrance et la prise en charge de contraceptifs sont protégées par le secret pour les personnes mineures.

L'**article 43 quinquies** demande un rapport du Gouvernement au Parlement sur l'amélioration de l'accès à la contraception adaptée.

L'**article 43 sexies** ouvre deux expérimentations relatives au tiers payant, notamment à destination des étudiants. A l'initiative de son rapporteur en charge de l'assurance maladie et du Gouvernement, l'Assemblée nationale a adopté **six amendements** qui reprennent des amendements de clarification adoptés par la commission des affaires sociales du Sénat à l'initiative de son rapporteur général, notamment pour ouvrir l'expérimentation aux étudiants qui ne disposent pas d'une couverture complémentaire santé.

L'**article 44** complète les mesures en vigueur destinées à interdire la publicité sur certains médicaments et dispositifs médicaux. L'Assemblée nationale a adopté **un amendement rédactionnel**.

L'**article 44 bis** organise les modes de fixation du prix des allergènes préparés spécialement pour un seul individu (Apsi). A l'initiative de son rapporteur en charge de l'assurance maladie, l'Assemblée nationale a adopté **un amendement de clarification**, qui avait été déposé au Sénat par le Gouvernement et qui avait reçu un avis favorable de la commission.

L'**article 45** élargit la procédure de recommandation temporaire d'utilisation (RTU) de médicaments.

Reprenant sa position de première lecture, **la commission a adopté un amendement**, présenté par son rapporteur général, pour supprimer, dans le dispositif juridique lui-même, la référence aux deux objectifs poursuivis par cette réforme (la santé publique et la maîtrise des dépenses d'assurance maladie), car le risque de contentieux communautaire relatif à cette seconde mention est particulièrement élevé.

L'**article 46** met en place un dispositif pérenne de visite médicale collective à l'hôpital. L'Assemblée nationale a adopté **deux amendements rédactionnels**.

L'**article 47** abroge le processus de convergence tarifaire entre les catégories d'établissements de santé.

L'**article 47 bis** améliore les conditions de la mise en réserve de crédits destinée à éviter les dépassements de l'Ondam, en permettant une minoration des tarifs plutôt qu'une application centrée sur les seuls Migac.

L'**article 48** autorise certains centres hospitaliers régionaux à émettre des titres de créances négociables.

Reprenant sa position de première lecture, **la commission a adopté un amendement**, présenté par son rapporteur général, pour remplacer la possibilité d'émettre des titres de créances par un **dispositif d'avances de trésorerie fournies par l'Acoss** aux mêmes centres hospitaliers. Un tel mécanisme serait à la fois moins risqué pour les établissements et moins coûteux pour les finances publiques.

L'**article 48 bis** demande un rapport du Gouvernement au Parlement sur les partenariats public-privé dans le secteur hospitalier. L'Assemblée nationale a adopté **un amendement rédactionnel**.

L'**article 49** reporte la facturation individuelle par les établissements de santé et le passage à la T2A des hôpitaux locaux et il prolonge l'application des tarifs journaliers de prestations (TJP) en complément des GHS.

L'**article 51** modernise et clarifie la prise en charge des soins destinés aux personnes détenues en aménagement de peine. A l'initiative de son rapporteur en charge de l'assurance maladie, l'Assemblée nationale a repris **un amendement**, qui avait été déposé au Sénat par la commission des affaires sociales à l'initiative de son rapporteur général, afin de préciser que les **médecins devront pratiquer les tarifs opposables** pour les personnes détenues affiliées en tant que telles au régime général, à l'instar de ce qui existe pour les bénéficiaires de la CMU-c et de l'ACS.

L'**article 56** crée un dispositif d'indemnités journalières maladie pour les exploitants agricoles. A l'initiative du Gouvernement, l'Assemblée nationale a adopté **deux amendements**. Le premier reprend un amendement déposé au Sénat par la commission des affaires sociales à l'initiative de son rapporteur général ; il vise à exclure explicitement les opérations relatives aux indemnités journalières maladie des exploitants agricoles du périmètre des

dépenses équilibrées financièrement par le régime général. Le second prévoit l'institution d'une convention entre la Caisse centrale de la mutualité sociale agricole (CCMSA) et les assureurs chargés de la gestion de l'Amexa (Gamex), dans le but de garantir l'harmonisation des pratiques de gestion du dispositif.

Reprenant sa position de première lecture, **la commission a adopté un amendement**, présenté par son rapporteur général, tendant à ce que les statuts et règlements du régime d'assurance maladie des exploitants agricoles soient approuvés non seulement par le ministre de l'agriculture mais également par celui en charge de l'assurance maladie.

L'**article 57 A** élargit le champ d'indemnisation des hépatites transfusionnelles par l'Oniam et simplifie les modalités de recouvrement des sommes versées aux victimes.

L'**article 57** fixe les montants pour 2013 de la participation des régimes d'assurance maladie au financement de plusieurs organismes et fonds et il en simplifie les règles de répartition. A l'initiative du Gouvernement, l'Assemblée nationale a adopté **deux amendements**. D'une part, elle a complété cet article par des dispositions rédactionnelles tirant les conséquences de la modification de l'article L. 162-37 du code de la sécurité sociale. D'autre part, elle a simplifié la gouvernance du fonds d'intervention pour la qualité et la coordination des soins (Fiqcs), en supprimant son comité national de gestion et en transférant les compétences qu'il exerce au conseil national de pilotage des ARS.

Reprenant sa position de première lecture, **la commission a adopté un amendement**, présenté par son rapporteur général, pour simplifier le schéma de financement de l'Agence des systèmes d'information partagés de santé (Asip).

L'**article 57 bis** demande un rapport du Gouvernement au Parlement sur le dossier médical personnel.

Les **articles 58 et 59** fixent, pour 2013, l'objectif de dépenses de la branche maladie et l'Ondam.

• Dans le même esprit que les amendements adoptés par la commission des affaires sociales du Sénat, l'Assemblée nationale a **supprimé** deux articles du projet de loi de financement, qu'elle avait introduits en première lecture :

- l'**article 42 bis**, relatif aux conditions de l'exercice libéral à l'hôpital ;

- l'**article 43 ter**, concernant les modalités de tarification des laboratoires de biologie médicale.

• Enfin, l'Assemblée nationale a **confirmé la suppression** de l'**article 50**, opérée dès la première lecture et qui était relatif à la possibilité de sous-traitance pour les pharmacies à usage intérieur.

En tenant compte des dispositions déjà reprises à l'Assemblée nationale ou frappées d'irrecevabilité en application des règles de procédure dites de « l'entonnoir », **votre rapporteur général vous demande d'adopter les articles relatifs à l'assurance maladie sous réserve des amendements adoptés par votre commission.**

B. LE SECTEUR MÉDICO-SOCIAL

L'**article 52** vise à pérenniser l'expérimentation de lits d'accueil médicalisés pour les personnes sans domicile fixe et atteintes de pathologies chroniques lourdes.

L'**article 53** limite à une année le délai dont disposent les établissements pour personnes handicapées tarifés au prix de journée pour émettre et rectifier leurs données de facturation à l'assurance maladie.

L'application immédiate de l'article risquant de poser des difficultés pour les établissements concernés, la commission des affaires sociales avait adopté en première lecture un amendement **reportant du 1^{er} janvier au 1^{er} juillet 2013**, sa date d'entrée en vigueur.

En nouvelle lecture, l'Assemblée nationale a adopté **un amendement** identique, ce dont votre rapporteur général se félicite.

L'**article 54** met fin à l'expérimentation de la prise en charge financière des médicaments dans les forfaits soins des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad) ne disposant pas d'une pharmacie à usage intérieur ou n'en partageant pas une dans le cadre d'un groupement de coopération sanitaire.

La commission des affaires sociales avait adopté **un amendement rédactionnel** qui a été repris par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture.

La commission avait également adopté un amendement portant article additionnel visant à supprimer l'article 67 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 qui autorise des **expérimentations portant sur la modulation du forfait soins dans les Ehpad** en fonction d'indicateurs de qualité et d'efficience. Le Gouvernement avait proposé, avec l'avis favorable de la commission, un amendement de compromis pour limiter le champ de l'expérimentation à la seule mise en place d'indicateurs.

C'est ce dernier **amendement** qui a été repris à l'Assemblée nationale, une fois encore à l'initiative du Gouvernement, pour venir compléter l'article 54. Selon le Gouvernement, le rattachement à l'article 54 se justifie dans la mesure où il s'agit, comme pour l'arrêt de la prise en charge financière des médicaments dans les forfaits soins des Ehpad, de tirer les conséquences d'une expérimentation lancée dans le champ médico-social.

L'**article 54 bis** a pour objet d'intégrer la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) dans le périmètre de l'Union des caisses nationales de sécurité sociale.

En nouvelle lecture, l'Assemblée nationale a adopté **un amendement du Gouvernement** réécrivant l'article afin notamment d'y insérer des dispositions destinées à sécuriser juridiquement des pratiques de mutualisation déjà existantes entre les régimes de sécurité sociale.

L'**article 55** fixe à 2 % du produit de la contribution de solidarité pour l'autonomie (CSA) le montant du plan d'aide à l'investissement dans le secteur médico-social pour 2013.

L'**article 55 bis** crée, pour 2013, un fonds de restructuration des services d'aide et d'accompagnement à domicile doté de 50 millions d'euros.

Votre rapporteur général vous demande d'adopter les articles relatifs au secteur médico-social sans modification.

C. LA BRANCHE VIEILLESSE

L'Assemblée nationale a **maintenu**, sous réserve de quelques amendements, les articles de la deuxième section de la quatrième partie du projet de loi de financement relatifs aux dépenses d'assurance vieillesse.

L'**article 60** prévoit l'attribution de points de retraite proportionnelle gratuits aux non-salariés agricoles ayant dû interrompre leur activité pour maladie ou infirmité graves. L'Assemblée nationale a adopté un **amendement** analogue à celui qui avait été adopté par la commission des affaires sociales du Sénat à l'initiative du rapporteur sur la branche vieillesse, permettant de **rendre cette mesure applicable dans les départements d'outre-mer.**

L'**article 61** définit les modalités d'accompagnement de l'extinction du mécanisme d'incitation à la cessation anticipée d'activité des médecins.

L'**article 62** prévoit la possibilité d'une revalorisation spécifique du point de service pour les pensions de réversion de l'allocation supplémentaire vieillesse des professions médicales.

L'**article 63** modifie les modalités de répartition de la pension de réversion entre ayants droit au régime de sécurité sociale des marins.

L'**article 63 bis** définit de nouvelles modalités de revalorisation des pensions à Mayotte.

L'**article 63 ter** prévoit le remboursement de rachats de trimestres d'études devenus inutiles compte tenu de l'accélération du calendrier de relèvement de l'âge d'ouverture des droits à la retraite.

L'**article 63 quater** harmonise les modalités de transmission des justificatifs d'existence pour les retraités percevant une retraite d'un organisme français et résidant à l'étranger. L'Assemblée nationale a adopté un **amendement rédactionnel.**

L'**article 64** fixe les objectifs de dépenses de la branche vieillesse pour 2013.

Votre rapporteur général vous demande d'adopter les articles relatifs à la branche vieillesse sans modification.

D. LA BRANCHE ACCIDENTS DU TRAVAIL- MALADIES PROFESSIONNELLES

A l'initiative du rapporteur de la commission des affaires sociales, l'Assemblée nationale a adopté **une modification rédactionnelle à l'article 65** relatif à la prestation complémentaire de recours à tierce personne. Votre rapporteur général approuve cette modification que notre collègue Jean-Pierre Godefroy, rapporteur pour la branche AT-MP, avait proposée à titre personnel.

L'Assemblée nationale a maintenu son texte de première lecture pour :

- l'**article 66** relatif à la récupération des indemnités versées en cas de faute inexcusable de l'employeur ;

- l'**article 67** prévoyant la possibilité pour l'ensemble des polypensionnés bénéficiaires de l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante (Acaata) ou d'une allocation équivalente de faire valoir leurs droits à retraite à l'âge de soixante ans ;

- l'**article 68** relatif au versement au titre de la sous-déclaration des accidents du travail et des maladies professionnelles ;

- l'**article 69** fixant les contributions au financement du fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante et du fonds de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante ;

- l'**article 69 bis** demandant un rapport au Gouvernement sur l'ouverture d'une voie d'accès individuelle au dispositif de cessation anticipée des travailleurs de l'amiante ;

- et l'**article 70** fixant les objectifs de dépenses de la branche accidents du travail et maladies professionnelles pour 2013.

Votre rapporteur général vous demande d'adopter les articles relatifs à la branche AT-MP sans modification.

E. LA BRANCHE FAMILLE

• En nouvelle lecture, l'Assemblée nationale a maintenu son texte de première lecture pour :

- l'**article 71** relatif à l'expérimentation du versement en tiers payant du complément de mode de garde pour les familles modestes ;

- l'**article 72** relatif aux objectifs de dépenses de la branche famille pour 2013.

• A l'initiative de la commission des affaires sociales, l'Assemblée nationale a adopté **un amendement rédactionnel à l'article 71 bis**, identique à un amendement présenté par votre commission. Cet article rétablit le droit

aux allocations de logement à caractère familial et social à l'occasion de la recevabilité d'une demande de traitement d'une situation de surendettement.

• A l'**article 71 ter**, qui transforme le congé de paternité en un congé de paternité et d'accueil de l'enfant ouvert à la personne vivant avec la mère, l'Assemblée nationale a adopté **huit amendements**.

Elle a tout d'abord adopté **deux amendements identiques** présentés respectivement par la commission des affaires sociales et le groupe socialiste, républicain et citoyen, eux-mêmes identiques à celui déposé par le Gouvernement au Sénat, qui propose **une nouvelle rédaction de l'article 71 ter**. La rédaction issue des travaux de première lecture n'était pas satisfaisante puisqu'elle laissait penser que le congé de paternité et d'accueil de l'enfant ne pouvait bénéficier qu'à une seule personne, en l'occurrence à la personne vivant avec la mère de l'enfant. Dès lors, le père de l'enfant n'aurait pu y prétendre.

Dans un souci de clarification juridique et d'équité de traitement, la nouvelle rédaction précise que **le congé de paternité et d'accueil de l'enfant peut bénéficier à la fois au père de l'enfant et à la personne vivant avec la mère, quel que soit son statut juridique** (conjoint, partenaire de Pacs, concubin).

En pratique, cela concernera un nombre de cas restreint : les couples hétérosexuels au sein desquels la mère change de compagnon au cours de sa grossesse.

Votre rapporteur général se félicite de cette nouvelle version, qui maintient l'ouverture du bénéfice du congé d'accueil à la personne vivant avec la mère, tout en préservant les droits du père de l'enfant.

L'Assemblée nationale a ensuite adopté **deux amendements identiques** présentés respectivement par la commission des affaires sociales et par le groupe socialiste, républicain et citoyen, eux-mêmes identiques à celui déposé par le Gouvernement au Sénat, qui complète **le régime du transfert des semaines de congé de travail postpartum au père**, lorsque la mère décède.

En l'état actuel du droit, en cas de décès de la mère au cours du congé de maternité, le père peut suspendre son contrat de travail pendant une période de dix semaines au plus à compter du jour de la naissance de l'enfant. Cet arrêt de travail donne lieu au versement d'indemnités journalières.

En cohérence avec l'élargissement du congé de paternité en un congé de paternité et d'accueil de l'enfant, le texte de l'Assemblée nationale prévoit que **la personne vivant avec la mère, quel que soit son statut juridique** (conjoint, partenaire de Pacs, concubin), **puisse bénéficier de cette mesure, lorsque le père n'exerce pas ce droit.**

Votre rapporteur général approuve entièrement cette mesure de bon sens.

Toujours à l'article 71 *ter*, l'Assemblée nationale a adopté **quatre amendements procédant à des coordinations rédactionnelles** dans le code du travail, dans le code de la sécurité sociale, ainsi que dans le code rural et de la pêche maritime.

Votre rapporteur général vous demande d'adopter les articles relatifs à la branche famille sans modification.

F. LES ORGANISMES CONCOURANT AU FINANCEMENT DES RÉGIMES OBLIGATOIRES

L'Assemblée nationale a **maintenu** son texte de première lecture sur les articles de la cinquième section de la quatrième partie du projet de loi de financement relatifs aux organismes concourant au financement des régimes obligatoires :

- l'**article 73** fixant, pour 2013, le montant du financement par le fonds de solidarité vieillesse d'une fraction du minimum contributif ;

- l'**article 74** fixant, pour 2013, le montant prévisionnel des charges du fonds de solidarité vieillesse.

Votre rapporteur général vous demande d'adopter ces deux articles sans modification.

G. LA GESTION INTERNE DES RÉGIMES ET LA LUTTE CONTRE LA FRAUDE

L'Assemblée nationale a **maintenu** son texte de première lecture sur les articles de la sixième section de la quatrième partie du projet de loi de financement relatifs à la gestion interne des régimes et à la lutte contre la fraude :

- l'**article 75**, relatif aux redressements de cotisations sociales en cas de fraude ;

- l'**article 75 bis**, relatif aux personnes habilitées à échanger des informations en matière de lutte contre la fraude ;

- l'**article 75 ter**, supprimant l'habilitation ministérielle pour participer à des échanges d'informations en matière de lutte contre la fraude ;

- l'**article 76**, sur les conditions d'annulation des exonérations de cotisations de sécurité sociale des donneurs d'ordre en cas de travail dissimulé.

Votre rapporteur général vous demande d'adopter ces quatre articles sans modification.

TABLEAU COMPARATIF

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2013

PREMIÈRE PARTIE

DISPOSITIONS RELATIVES À L'EXERCICE 2011

Article 1^{er}

Au titre de l'exercice 2011, sont approuvés :

1° Le tableau d'équilibre, par branche, de l'ensemble des régimes obligatoires de base de sécurité sociale :

(en milliards d'euros)

	Recettes	Dépenses	Solde
Maladie	171,8	180,3	-8,5
Vieillesse	194,6	202,4	-7,9
Famille	52,7	55,3	-2,6
Accidents du travail et maladies professionnelles	12,8	13,0	-0,1
Toutes branches (hors transferts entre branches)	421,7	440,8	-19,1

2° Le tableau d'équilibre, par branche, du régime général de sécurité sociale :

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2013

PREMIÈRE PARTIE

DISPOSITIONS RELATIVES À L'EXERCICE 2011

Article 1^{er}

Sans modification

Propositions de la commission

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2013

PREMIÈRE PARTIE

DISPOSITIONS RELATIVES À L'EXERCICE 2011

Article 1^{er}

Sans modification

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

—

(en milliards d'euros)

	Recettes	Dépenses	Solde
Maladie	148,0	156,6	-8,6
Vieillesse	100,5	106,5	-6,0
Famille	52,2	54,8	-2,6
Accidents du travail et maladies professionnelles	11,3	11,6	-0,2
Toutes branches (hors transferts entre branches)	302,8	320,3	-17,4

3° Le tableau d'équilibre des organismes concourant au financement des régimes obligatoires de base de sécurité sociale :

(en milliards d'euros)

	Recettes	Dépenses	Solde
Fonds de solidarité vieillesse (FSV)	14,0	17,5	-3,4

4° Les dépenses constatées relevant du champ de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie, s'élevant à 166,3 milliards d'euros ;

5° Les recettes affectées au Fonds de réserve pour les retraites, lesquelles sont nulles ;

6° Les recettes mises en réserve par le Fonds de solidarité vieillesse, s'élevant à 0,4 milliard d'euros ;

7° Le montant de la dette amortie par la Caisse d'amortissement de la dette sociale, s'élevant à 11,7 milliards d'euros.

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture**Propositions de la commission**

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

Article 2

Est approuvé le rapport figurant en annexe A à la présente loi présentant un tableau, établi au 31 décembre 2011, retraçant la situation patrimoniale des régimes obligatoires de base et des organismes concourant à leur financement, à l'amortissement de leur dette ou à la mise en réserve de recettes à leur profit et décrivant les mesures prévues la couverture des déficits, tels qu'ils sont constatés dans les tableaux d'équilibre relatifs à l'exercice 2011 figurant à l'article 1^{er}.

DEUXIÈME PARTIE

DISPOSITIONS RELATIVES À L'EXERCICE 2012

Section 1

Dispositions relatives aux recettes et à l'équilibre financier de la sécurité sociale

Article 3

I. – L'article L. 245-16 du code de la sécurité sociale est ainsi modifié :

A. – À la fin du I, le taux : « 5,4 % » est remplacé par le taux : « 4,5 % » ;

B. – Le II est ainsi modifié :

1° Au deuxième alinéa, le taux : « 0,3 % » est remplacé

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

Article 2

Est ...

... mesures prévues pour la couverture

... l'article 1^{er}.

DEUXIÈME PARTIE

DISPOSITIONS RELATIVES À L'EXERCICE 2012

Section 1

Dispositions relatives aux recettes et à l'équilibre financier de la sécurité sociale

Article 3

Sans modification

Propositions de la commission

Article 2

Sans modification

DEUXIÈME PARTIE

DISPOSITIONS RELATIVES À L'EXERCICE 2012

Section 1

Dispositions relatives aux recettes et à l'équilibre financier de la sécurité sociale

Article 3

Sans modification

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

par le taux : « 0,1 % » et, après la référence « L. 135-1 », la fin de l'alinéa est supprimée ;

2° Au quatrième alinéa, le taux : « 2,9 % » est remplacé par le taux : « 2,75 % » ;

3° L'avant-dernier alinéa est supprimé ;

4° Au dernier alinéa, le taux : « 0,3 % » est remplacé par le taux : « 0,35 % ».

I bis. – Le 6° de l'article L. 241-2 du code de la sécurité sociale est abrogé.

II. – La section 0I du chapitre I^{er} du titre III de la deuxième partie du livre I^{er} du code général des impôts est complétée par un VI ainsi rédigé :

« VI. – Prélèvements de solidarité sur les revenus du patrimoine et les produits de placement

« Art. 1600-0 S. – I. – Il est institué :

« 1° Un prélèvement de solidarité sur les revenus du patrimoine mentionnés à l'article L. 136-6 du code de la sécurité sociale ;

« 2° Un prélèvement de solidarité sur les produits de placement mentionnés à l'article L. 136-7 du même code.

« II. – Le prélèvement de solidarité mentionné au 1° du I est assis, contrôlé et recouvré selon les mêmes règles et sous les mêmes sûretés, privilèges et sanctions que la contribution mentionnée à l'article L. 136-6 du code de la sécurité sociale.

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

Propositions de la commission

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

—

« Le prélèvement de solidarité mentionné au 2° du même I est assis, contrôlé et recouvré selon les mêmes règles et sous les mêmes sûretés, privilèges et sanctions que la contribution mentionnée à l'article L. 136-7 du code de la sécurité sociale.

« III. – Le taux des prélèvements de solidarité mentionnés au I est fixé à 2 %.

« IV. – Le produit des prélèvements de solidarité mentionnés au I est affecté à hauteur de :

« 1° 1,45 point au fonds mentionné à l'article L. 262-24 du code de l'action sociale et des familles ;

« 2° 0,45 point au fonds mentionné à l'article L. 351-6 du code de la construction et de l'habitation ;

« 3° 0,1 point au fonds mentionné à l'article L. 5423-24 du code du travail. »

III. – Le d de l'article L. 351-7 du code de la construction et de l'habitation est ainsi rédigé :

« d) La part, fixée au 2° du IV de l'article 1600-0 S du code général des impôts, du produit des prélèvements de solidarité mentionnés à ce même article. »

IV. – Le code de l'action sociale et des familles est ainsi modifié :

1° L'article L. 262-24 est ainsi modifié :

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

—

Propositions de la commission

—

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

a) Le premier alinéa du III est ainsi rédigé :

« Les recettes du fonds national des solidarités actives sont notamment constituées par la part, fixée au 1° du IV de l'article 1600-0 S du code général des impôts, du produit des prélèvements de solidarité mentionnés à ce même article. » ;

b) Aux première et seconde phrases du IV, les mots : « contributions définies » sont remplacés par les mots : « prélèvements mentionnés » ;

2° À l'article L. 522-12, après le mot : « alinéa », est insérée la référence : « du I ».

V. – À la première ligne de la cinquième colonne du tableau du VI de l'article 22 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011, les mots : « contribution additionnelle au prélèvement mentionné à l'article L. 245-15 du code de la sécurité sociale, prévue à l'article L. 262-24 du code de l'action sociale et des familles, » sont remplacés par les mots : « part mentionnée au 1° du IV de l'article 1600-0 S du code général des impôts du prélèvement de solidarité mentionné au 2° du I du même article ».

VI. – Les I à V s'appliquent :

1° Aux revenus du patrimoine mentionnés à l'article L. 136-6 du code de la sécurité sociale perçus à compter du 1^{er} janvier 2012 ;

2° Aux produits de placement mentionnés au I de l'article L. 136-7 du même code payés ou réalisés, selon le cas, à compter du 1^{er} janvier 2013 et à ceux mentionnés au II du même article pour la part de ces produits acquise et, le cas

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

Propositions de la commission

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

—
échéant, constatée à compter du 1^{er} janvier 2013.

VII. – Le VII de l'article 1^{er} de la loi n° 2012-958 du 16 août 2012 de finances rectificative pour 2012 est ainsi modifié :

A. – Après la date : « 1^{er} janvier 2013 », la fin du B est supprimée ;

B. – Le E est ainsi modifié :

1° Au 3°, le taux : « 2,2 % » est remplacé par le taux : « 1,85 % » ;

2° Il est ajouté un 6° ainsi rédigé :

« 6° Une part correspondant à un taux de 0,35 % au fonds mentionné à l'article L. 262-24 du code de l'action sociale et des familles. »

Article 4

À titre exceptionnel, il est prélevé, au profit de la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales, une somme de 450 millions d'euros sur les réserves du fonds relatif à l'allocation temporaire d'invalidité, régie par le décret n° 2005-442 du 2 mai 2005, et une somme de 240 millions d'euros sur les réserves du fonds de compensation des cessations progressives d'activité des personnels des collectivités locales et de leurs établissements publics non hospitaliers, institué par le décret n° 84-1021 du 21 novembre 1984 portant application de l'article 6 de la loi n° 84-7 du 3 janvier 1984 créant un fonds de compensation des

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

—

Article 4

Sans modification

Propositions de la commission

—

Article 4

Sans modification

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

cessations progressives d'activité des personnels des collectivités locales et de leurs établissements publics non hospitaliers. Le recouvrement, le contentieux et les garanties relatifs à ces prélèvements sont régis par les règles applicables en matière de taxe sur les salaires.

Article 5

Au titre de l'année 2012, sont rectifiées, conformément aux tableaux qui suivent :

1° Les prévisions de recettes et le tableau d'équilibre, par branche, de l'ensemble des régimes obligatoires de base de sécurité sociale :

(en milliards d'euros)

	Prévisions de recettes	Objectifs de dépenses	Solde
Maladie	179,4	184,9	-5,5
Vieillesse	202,9	210,0	-7,1
Famille	54,4	56,9	-2,5
Accidents du travail et maladies professionnelles	13,3	13,3	-0,1
Toutes branches (hors transferts entre branches)	439,5	454,7	-15,2

2° Les prévisions de recettes et le tableau d'équilibre, par branche, du régime général de sécurité sociale :

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture**Article 5**

Alinéa sans modification

1° Alinéa sans modification

(en milliards d'euros)

	Prévisions de recettes	Objectifs de dépenses	Solde
Maladie	179,4	184,9	-5,5
Vieillesse	202,8	210,0	-7,1
Famille	54,3	56,9	-2,5
Accidents du travail et maladies professionnelles	13,3	13,3	-0,1
Toutes branches (hors transferts entre branches)	439,4	454,7	-15,3

2° Alinéa sans modification

Propositions de la commission**Article 5**

Sans modification

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

(en milliards d'euros)

	Prévisions de recettes	Objectifs de dépenses	Solde
Maladie	155,0	160,5	-5,5
Vieillesse	105,2	110,4	-5,2
Famille	53,9	56,4	-2,5
Accidents du travail et maladies professionnelles	11,8	11,9	-0,1
Toutes branches (hors transferts entre branches)	316,4	329,7	-13,3

3° Les prévisions de recettes et le tableau d'équilibre des organismes concourant au financement des régimes obligatoires de base de sécurité sociale :

(en milliards d'euros)

	Prévisions de recettes	Prévisions de dépenses	Solde
Fonds de solidarité vieillesse	14,6	18,6	-4,1

Article 6

I. – Au titre de l'année 2012, l'objectif d'amortissement rectifié de la dette sociale par la Caisse d'amortissement de la dette sociale est fixé à 12,1 milliards d'euros.

II. – Au titre de l'année 2012, les prévisions rectifiées des recettes affectées au Fonds de réserve pour les retraites demeurent fixées conformément au II de l'article 35 de la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

(en milliards d'euros)

	Prévisions de recettes	Objectifs de dépenses	Solde
Maladie	155,0	160,5	-5,5
Vieillesse	105,2	110,4	-5,2
Famille	53,9	56,4	-2,5
Accidents du travail et maladies professionnelles	11,8	11,9	-0,1
Toutes branches (hors transferts entre branches)	316,3	329,7	-13,3

3° Non modifié

Article 6

Sans modification

Propositions de la commission**Article 6**

Sans modification

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

sécurité sociale pour 2012.

III. – Au titre de l'année 2012, les prévisions rectifiées de recettes mises en réserve par le Fonds de solidarité vieillesse demeurent fixées conformément au III du même article 35.

Section 2

Dispositions relatives aux dépenses

Article 7

I. – À la première phrase du I de l'article 81 de la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 précitée, le montant : « 250 millions d'euros » est remplacé par le montant : « 220 millions d'euros ».

II. – Au II du même article 81, le montant : « 285,87 millions d'euros » est remplacé par le montant : « 238,93 millions d'euros ».

Article 8

I. – Après le mot : « fraction », la fin de la seconde phrase du second alinéa de l'article L. 815-29 du code de la sécurité sociale, de la seconde phrase de l'avant-dernier alinéa de l'article L. 821-5 du même code et de la seconde phrase du II de l'article 32 de la loi n° 2009-1646 du 24 décembre 2009 de financement de la sécurité sociale pour 2010 est ainsi rédigée : « de ces pertes, fixée par arrêté conjoint des ministres chargés de la sécurité sociale et du budget. »

II. – Le I est applicable aux pertes sur créances d'indus

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

Section 2
Dispositions relatives aux dépenses

Article 7

Sans modification

Article 8

Sans modification

Propositions de la commission

Section 2
Dispositions relatives aux dépenses

Article 7

Sans modification

Article 8

Sans modification

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

enregistrées à compter de l'exercice 2012.

Article 9

I. – Au titre de l'année 2012, les prévisions rectifiées des objectifs de dépenses, par branche, de l'ensemble des régimes obligatoires de base de sécurité sociale sont fixées à :

(en milliards d'euros)

	Objectifs de dépenses
Maladie	184,9
Vieillesse	210,0
Famille	56,9
Accidents du travail et maladies professionnelles	13,3
Toutes branches (hors transferts entre branches)	454,7

II. – Au titre de l'année 2012, les prévisions rectifiées des objectifs de dépenses, par branche, du régime général de sécurité sociale sont fixées à :

(en milliards d'euros)

	Objectifs de dépenses
Maladie	160,5
Vieillesse	110,4
Famille	56,4
Accidents du travail et maladies professionnelles	11,9
Toutes branches (hors transferts entre branches)	329,7

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture**Article 9**

Sans modification

Propositions de la commission**Article 9**

Sans modification

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture**Article 10**

Au titre de l'année 2012, l'objectif national de dépenses d'assurance maladie rectifié de l'ensemble des régimes obligatoires de base ainsi que ses sous-objectifs sont fixés comme suit :

(en milliards d'euros)

	Objectif de dépenses
Dépenses de soins de ville	78,5
Dépenses relatives aux établissements de santé tarifés à l'activité	55,4
Autres dépenses relatives aux établissements de santé	19,2
Contribution de l'assurance maladie aux dépenses en établissements et services pour personnes âgées	8,0
Contribution de l'assurance maladie aux dépenses en établissements et services pour personnes handicapées	8,4
Dépenses relatives aux autres modes de prise en charge	1,2
Total	170,8

TROISIÈME PARTIE**DISPOSITIONS RELATIVES AUX RECETTES ET À L'ÉQUILIBRE GÉNÉRAL POUR L'EXERCICE 2013**

Section 1

Dispositions relatives aux recettes des régimes obligatoires de**Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture****Article 10**

Sans modification

TROISIÈME PARTIE**DISPOSITIONS RELATIVES AUX RECETTES ET À L'ÉQUILIBRE GÉNÉRAL POUR L'EXERCICE 2013**

Section 1

Dispositions relatives aux recettes des régimes obligatoires de**Propositions de la commission****Article 10**

Sans modification

TROISIÈME PARTIE**DISPOSITIONS RELATIVES AUX RECETTES ET À L'ÉQUILIBRE GÉNÉRAL POUR L'EXERCICE 2013**

Section 1

Dispositions relatives aux recettes des régimes

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

Propositions de la commission

base et des organismes concourant à leur financement

base et des organismes concourant à leur financement

obligatoires de base et des organismes concourant à leur financement

Article 11

Article 11

Article 11

I. – Le code de la sécurité sociale est ainsi modifié :

I. – Non modifié

Sans modification

A. – L'article L. 131-6 est ainsi modifié :

1° La première phrase du deuxième alinéa est ainsi modifiée :

a) La seconde occurrence du mot : « et » est remplacée par le signe : « , » ;

b) Sont ajoutés les mots : « et des déductions à effectuer du chef des frais professionnels et des frais, droits et intérêts d'emprunt prévues aux deuxième et dernier alinéas du 3° de l'article 83 du même code » ;

2° Le début de la première phrase du troisième alinéa est ainsi rédigé : « Est également... (le reste sans changement). » ;

B. – La première phrase du premier alinéa de l'article L. 133-6-8 est complétée par les mots : « de manière à garantir un niveau équivalent entre le taux effectif des cotisations et contributions sociales versées et celui applicable aux mêmes titres aux revenus des travailleurs indépendants » ;

C. – Après le mot : « par », la fin de la seconde phrase de l'article L. 612-3 est ainsi rédigée : « décret. » ;

D. – L'article L. 612-4 est ainsi modifié :

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

1° Le premier alinéa est remplacé par trois alinéas ainsi rédigés :

« Les cotisations sont calculées en application des articles L. 131-6, L. 131-6-1 et L. 131-6-2. Leur taux est fixé par décret.

« Ces cotisations ne peuvent être inférieures à un montant fixé par décret.

« Pour les cotisations dues au titre de la première et de la deuxième année d'activité, le montant mentionné au deuxième alinéa peut faire l'objet d'une réduction. » ;

2° Le dernier alinéa est ainsi rédigé :

« Les conditions d'application du présent article sont fixées par un décret, qui peut prévoir que les deuxième et troisième alinéas ne sont pas applicables, sous certaines conditions, aux cotisations dues par les personnes mentionnées aux articles L. 613-4 et L. 613-7 du présent code et à l'article L. 262-2 du code de l'action sociale et des familles. » ;

E. – Il est rétabli un article L. 612-5 ainsi rédigé :

« Art. L. 612-5. – Les cotisations prévues à l'article L. 612-4 à la charge des travailleurs indépendants dont les revenus d'activité sont inférieurs à un seuil fixé par décret font l'objet d'une réduction.

« Lorsque le revenu d'activité est négatif ou nul, la réduction est maximale et est égale au produit du taux mentionné au premier alinéa du même article L. 612-4 et d'un pourcentage, fixé par décret, du plafond de la sécurité sociale

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

Propositions de la commission

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

mentionné à l'article L. 241-3. Lorsque le revenu d'activité est positif, la réduction décroît linéairement et devient nulle lorsque ce revenu est égal ou supérieur au seuil mentionné au premier alinéa du présent article.

« La réduction prévue au présent article ne s'applique qu'aux cotisants dont les cotisations sont au moins égales au montant mentionné au deuxième alinéa de l'article L. 612-4 et dont le chiffre d'affaires est inférieur ou égal à un montant fixé par décret.

« Le bénéfice de la réduction prévue au présent article ne peut être cumulé avec celui de tout autre dispositif de réduction ou d'abattement applicable aux cotisations prévues au même article L. 612-4.

« Les conditions d'application du présent article sont fixées par décret. » ;

E bis. – Au second alinéa de l'article L. 612-9, les mots : « au dernier » sont remplacés par les mots : « à l'avant-dernier » ;

F. – Le premier alinéa de l'article L. 612-13 est remplacé par trois alinéas ainsi rédigés :

« La charge des prestations supplémentaires prévues aux articles L. 613-9 et L. 613-20 est couverte par des cotisations supplémentaires calculées en application des articles L. 131-6, L. 131-6-1 et L. 131-6-2, dans la limite d'un plafond, dans des conditions déterminées par décret. Le taux de ces cotisations est fixé par décret.

« Ces cotisations supplémentaires ne peuvent être inférieures à un montant fixé par décret.

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

Propositions de la commission

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

« Le produit de ces cotisations est centralisé dans un compte spécial ouvert dans les écritures de la caisse nationale et redistribué entre les caisses de base comportant des affiliés du groupe de professions considéré. » ;

G. – La seconde phrase de l'article L. 722-4 est supprimée ;

H. – À l'article L. 756-3, le mot : « professionnel » est remplacé par les mots : « d'activité » ;

I. – À l'article L. 756-4, le mot : « articles » est remplacé par les mots : « dispositions de l'article » et les mots : « employeurs et » sont supprimés ;

J. – Au deuxième alinéa de l'article L. 756-5, la référence : « du dernier alinéa de l'article L. 131-6 » est remplacée par la référence : « de l'article L. 131-6-2 ».

I bis. – L'article L. 131-7 du code de la sécurité sociale n'est pas applicable à la réduction prévue à l'article L. 612-5 du même code.

II. – Le présent article s'applique aux cotisations de sécurité sociale et contributions sociales dues au titre des périodes courant à compter du 1^{er} janvier 2013, sous réserve des dispositions suivantes :

1° De manière transitoire, le montant des cotisations provisionnelles mentionnées à l'article L. 131-6-2 du code de la sécurité sociale dues au titre des années 2013 et 2014 par les travailleurs indépendants relevant de l'article 62 du code général des impôts est égal au montant des cotisations provisionnelles calculé pour ces mêmes années en application des règles

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

I bis. – Non modifié

II. – Non modifié

Propositions de la commission

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

—

antérieures à l'entrée en vigueur du présent article. Les revenus d'activité, tels que définis à l'article L. 131-6 du code de la sécurité sociale, pris en compte pour ce calcul sont majorés de 11 %. Cette majoration ne peut être supérieure à la limite de réduction prévue au deuxième alinéa du 3° de l'article 83 du code général des impôts ;

2° De manière transitoire, la part des revenus mentionnés aux articles 108 à 115 du code général des impôts, lorsque ces revenus sont perçus en 2013 et en 2014, qui est retenue pour la détermination du revenu d'activité non salarié en application du troisième alinéa de l'article L. 131-6 du code de la sécurité sociale, pour les personnes nouvellement soumises aux dispositions de cet alinéa en application du 2° du A du I du présent article, est prise en compte pour le calcul des cotisations provisionnelles mentionnées au deuxième alinéa de l'article L. 131-6-2 du code de la sécurité sociale dues au titre des années 2013 et 2014. Ces revenus font l'objet d'une déclaration obligatoire, selon les modalités prévues au quatrième alinéa du même article L. 131-6-2, dans un délai de trente jours à compter de leur perception.

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

—

III. *(nouveau)* – Par dérogation au dernier alinéa de l'article L. 722-1-1 du code de la sécurité sociale, la demande prévue à ce même alinéa est ouverte aux pédicures-podologues affiliés au régime mentionné à l'article L. 722-1 du même code à la date de publication de la présente loi. À cette fin, ils doivent adresser un courrier faisant état de leur choix à l'organisme en charge du recouvrement des cotisations du régime général dont ils dépendent et au régime social des indépendants au plus tard le 30 avril 2013. L'affiliation au régime social des indépendants prend effet à compter du 1^{er} janvier 2013.

Propositions de la commission

—

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

—
Article 12

I. – Le code de la sécurité sociale est ainsi modifié :

AA. – Le 4° de l'article L. 135-3 est ainsi rédigé :

« 4° Le solde du produit de la contribution sociale de solidarité à la charge des sociétés visé au second alinéa de l'article L. 651-2-1 ainsi que les produits financiers mentionnés à ce même alinéa ; »

A. – L'article L. 651-1 est ainsi modifié :

1° Le 9° est ainsi rédigé :

« 9° Indépendamment de leur forme juridique, des établissements et entreprises exerçant l'activité définie à l'article L. 511-1 du code monétaire et financier et relevant des chapitres I^{er} à VII ainsi que de la section 2 du chapitre VIII du titre I^{er} du livre V du même code ; »

2° Après le 9°, il est inséré un 9° bis ainsi rédigé :

« 9° bis Indépendamment de leur forme juridique, des entreprises ou sociétés d'assurance, de capitalisation et de réassurance de toute nature régies par le code des assurances, des mutuelles et unions de mutuelles relevant du livre II du code de la mutualité, des institutions de prévoyance et unions d'institutions de prévoyance relevant du titre III du livre IX du présent code ou du titre VII du livre VII du code rural et de la pêche maritime ; »

3° Au 10°, la référence : « 9° » est remplacée par la

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

—
Article 12

I. – Alinéa sans modification

AA. – Alinéa sans modification

« 4° Le ...
... sociétés mentionné au second ...

... alinéa ; »

A. – Non modifié

Propositions de la commission

—
Article 12

Sans modification

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

référence : « 9° bis » ;

B. – À la première phrase du second alinéa de l'article L. 651-2-1, après le mot : « alinéa », sont insérés les mots : « ainsi que les produits financiers générés par les placements de la contribution opérés, le cas échéant, par l'organisme mentionné à l'article L. 651-4 » et les mots : « est affecté » sont remplacés par les mots : « sont affectés » ;

C. – L'article L. 651-5 est ainsi modifié :

1° Au premier alinéa, après le mot : « assimilées », la fin de la première phrase est supprimée ;

2° Après le troisième alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Pour les redevables mentionnés au 9° bis de l'article L. 651-1, le chiffre d'affaires est celui défini au 1 du VI de l'article 1586 sexies du code général des impôts, à l'exception des reprises sur réserves sur capitalisation. Toutefois, le chiffre d'affaires annuel afférent aux opérations sur devises et aux ajustements sur opérations à capital variable est constitué par le résultat net positif de chacune de ces catégories. Ne sont comprises dans le chiffre d'affaires retenu pour asseoir la contribution ni les cotisations, primes et acceptations provenant de contrats d'assurance maladie relatifs à des opérations individuelles et collectives à adhésion facultative à la condition

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

« A bis. (*nouveau*) – À l'article L. 651-2, il est rétabli un 7° ainsi rédigé :

« 7° Les sociétés d'investissement régies par les articles L. 214-15 à L. 214-19 et L. 214-147 à L. 214-156 du code monétaire et financier ; »

B. – Non modifié

C. – Alinéa sans modification

1° Non modifié

2° Non modifié

Propositions de la commission

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

—

que l'organisme ne recueille pas d'informations médicales auprès de l'assuré au titre de ce contrat ou des personnes souhaitant bénéficier de cette couverture, que les cotisations ou les primes ne soient pas fixées en fonction de l'état de santé de l'assuré et que ces garanties respectent les conditions mentionnées à l'article L. 871-1, ou de contrats d'assurance maladie relatifs à des opérations collectives à adhésion obligatoire à la condition que les cotisations ou les primes ne soient pas fixées en fonction de l'état de santé de l'assuré et que ces garanties respectent les conditions mentionnées au même article L. 871-1, ni les remises qui leur sont versées dans le cadre de leur participation à la gestion d'un régime légal d'assurance maladie et maternité, ni les subventions accordées par le fonds prévu à l'article L. 421-1 du code de la mutualité. » ;

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

—

2°bis (*nouveau*) Le quatrième alinéa est remplacé par six alinéas ainsi rédigés :

« Pour les commissionnaires au sens de l'article L. 132-1 du code de commerce qui s'entremettent dans une livraison de biens ou de services, l'assiette de la contribution est constituée par le montant de leur commission, sous réserve que les conditions suivantes soient simultanément remplies :

« 1° L'opération d'entremise est rémunérée exclusivement par une commission dont le taux est fixé au préalable d'après le prix, la quantité ou la nature des biens ou des services ;

« 2° Il est rendu compte au commettant du prix auquel l'intermédiaire a traité l'opération avec l'autre contractant ;

« 3° L'intermédiaire qui réalise ces opérations d'entremise doit agir en vertu d'un mandat préalable et ne jamais devenir propriétaire des biens ;

Propositions de la commission

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

Propositions de la commission

3° Les sixième à neuvième alinéas sont supprimés ;

D. – Le II de l'article L. 651-5-1 est ainsi modifié :

1° À la première phrase du premier alinéa, les mots : « et entreprises mentionnées » sont remplacés par les mots : « , entreprises et établissements mentionnés » ;

2° Au dernier alinéa, les mots : « et entreprises assujetties » sont remplacés par les mots : « , entreprises et établissements assujettis » ;

E. – L'article L. 651-5-3 est ainsi modifié :

1° Aux première et seconde phrases du premier alinéa, les mots : « et entreprises » sont remplacés par les mots : « , entreprises et établissements » ;

2° À la fin du deuxième alinéa, les mots : « ou l'entreprise » sont remplacés par les mots : « , l'entreprise ou l'établissement ».

« 4° Les opérations ne sont pas réalisées par des personnes établies en France qui s'entremettent dans la livraison de biens ou l'exécution des services par des redevables qui n'ont pas établi dans l'Union européenne le siège de leur activité, un établissement stable, leur domicile ou leur résidence habituelle.

« Dans le cas d'entremise à la vente, les commettants des intermédiaires auxquels les cinquième à neuvième alinéas s'appliquent majorent leur chiffre d'affaires du montant des commissions versées. » ;

3° Non modifié

D. – Non modifié

E. – Non modifié

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

II. – Les A et C du I sont applicables à la contribution due à compter du 1^{er} janvier 2013. Le B du même I est applicable à compter de l'exercice 2012.

Article 13

I. – L'article 231 du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Le début du premier alinéa du 1 est ainsi rédigé :
« Les sommes payées à titre de rémunérations aux salariés, à l'exception de celles correspondant aux prestations de sécurité sociale versées par l'entremise de l'employeur, sont soumises à une taxe égale à 4,25 % de leur montant évalué selon les règles prévues à l'article L. 136-2 du code de la sécurité sociale, sans qu'il soit toutefois fait application du deuxième alinéa du I du même article. Cette taxe est à la charge des entreprises et organismes qui emploient ces salariés, à l'exception ... (le reste sans changement). » ;

2° La première phrase du 2 bis est ainsi rédigée :

« Le taux de la taxe sur les salaires prévue au 1 est porté de 4,25 % à 8,50 % pour la fraction comprise entre 7 604 € et 15 185 €, à 13,60 % pour la fraction comprise entre 15 185 € et 150 000 € et à 20 % pour la fraction excédant 150 000 € de rémunérations individuelles annuelles. »

II. – Le 1° de l'article L. 131-8 du code de la sécurité sociale est ainsi modifié :

1° À la fin du deuxième alinéa, le taux : « 59,03 % » est remplacé par le taux : « 56,8 % » ;

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

II. – Les A, A bis et C ...

... 2012.

Article 13

Sans modification

Propositions de la commission

Article 13

Sans modification

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

2° À la fin du troisième alinéa, le taux : « 24,27 % » est remplacé par le taux : « 27,1 % » ;

3° À la fin du dernier alinéa, le taux : « 16,7 % » est remplacé par le taux : « 16,1 % ».

III. – Le I s'applique à la taxe sur les salaires due à raison des rémunérations versées à compter du 1^{er} janvier 2013.

Article 14

Supprimé

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

Article 14

Suppression maintenue

Propositions de la commission

Article 14

I. – Le code de la sécurité sociale est ainsi modifié :

1° Le II de l'article L. 136-2 est complété par un 8° ainsi rédigé :

« 8° Les distributions ou les gains nets afférents à des parts de fonds communs de placement à risques, des actions de sociétés de capital-risque ou des droits représentatifs d'un placement financier dans une entité, constituée dans un État membre de l'Union européenne ou dans un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales et dont l'objet principal est d'investir dans des sociétés dont les titres ne sont pas admis aux négociations sur un marché d'instruments financiers français ou étranger, ou d'une société qui réalise des prestations de services liées à la gestion de cette entité, donnant lieu à des droits différents sur l'actif net ou les produits du fonds, de la société ou de l'entité, et attribués en fonction de la qualité de la

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

Propositions de la commission

personne ; »

2° L'article L. 136-5 est ainsi modifié :

a) Le début de la première phrase du premier alinéa du I est ainsi rédigé :

« Sous réserve des dispositions particulières mentionnées au présent article, la contribution portant sur les revenus mentionnés aux articles L. 136-1, L. 136-2, L. 136-3 et L. 136-4 est recouvrée (le reste sans changement) » ;

b) Au II bis, les mots : « , est établie, recouvrée et contrôlée » sont remplacés par les mots : « et la contribution portant sur les revenus mentionnés au 8° du II de l'article L. 136-2 sont établies, recouvrées et contrôlées » ;

3° Au premier alinéa de l'article L. 137-15, après les mots : « à la charge de l'employeur », sont insérés les mots : « ou de toute autre personne débitrice des sommes en cause » ;

4° Après le douzième alinéa de l'article L. 242-1, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Sont également exclues de l'assiette des cotisations mentionnées au premier alinéa les distributions et les gains nets mentionnés au 8° du II de l'article L. 136-2. » ;

5° La section 10 du chapitre 7 du titre III du livre I^{er} est abrogée.

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

Article 15

I. – L'article L. 133-7 du code de la sécurité sociale est ainsi modifié :

1° Les quatre premiers alinéas sont remplacés par un alinéa ainsi rédigé :

« L'ensemble des cotisations et contributions sociales dues au titre des rémunérations versées aux salariés mentionnés à l'article L. 7221-1 du code du travail et aux personnes mentionnées aux 2° et 3° de l'article L. 722-20 du code rural et de la pêche maritime sont recouvrées sous les garanties et sanctions applicables au recouvrement des cotisations assises sur les salaires, respectivement, du régime général de sécurité sociale et du régime de protection sociale des personnes salariées des professions agricoles. » ;

2° Au cinquième alinéa, la référence : « et à l'article L. 351-21 du code du travail » est supprimée et les mots : « desdites cotisations et contributions sociales » sont remplacés par les mots : « des cotisations d'origine légale ou conventionnelle qui leur sont dues » ;

3° Les trois derniers alinéas sont supprimés.

I bis. – Après le I de l'article L. 241-10 du même code, il

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

Article 15

I. – Alinéa sans modification

1° Alinéa sans modification

« L'ensemble ...

... applicables, respectivement, au recouvrement des cotisations du régime général de sécurité sociale assises sur les salaires et au recouvrement des cotisations du régime de protection sociale des salariés des professions agricoles assises sur les salaires. » ;

2° Non modifié

3° Non modifié

I bis. – Non modifié

Propositions de la commission

II. – Les dispositions du I s'appliquent aux sommes versées à compter du 1^{er} janvier 2013.

Article 15

Sans modification

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

est inséré un I bis ainsi rédigé :

« I bis. – Chaque heure de travail effectuée par les salariés mentionnés à l'article L. 7221-1 du code du travail ouvre droit à une déduction forfaitaire de la cotisation patronale due au titre des assurances maladie, maternité, invalidité et décès dont le montant est fixé par décret. Cette déduction n'est cumulable ni avec aucune exonération de cotisations sociales, ni avec l'application de taux ou d'assiettes spécifiques ou de montants forfaitaires de cotisations. »

I ter. – L'article L. 741-27 du code rural et de la pêche maritime est complété par un IV ainsi rédigé :

« IV. – Les I et I bis de l'article L. 241-10 du code de la sécurité sociale sont applicables aux rémunérations versées aux personnes mentionnées au 2° de l'article L. 722-20 du présent code, employées par des particuliers pour la mise en état et l'entretien des jardins, et au 3° du même article. »

II. – Le I s'applique aux modalités de calcul des cotisations et contributions sociales dues au titre des rémunérations versées à compter du 1^{er} janvier 2013.

III. – Un an après la publication de la présente loi, le Gouvernement remet au Parlement un rapport sur l'impact de cette mesure sur l'emploi auprès des particuliers employeurs.

Article 15 bis

I. – La seconde phrase du premier alinéa de l'article L. 241-11 du code de la sécurité sociale est supprimée.

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

I ter. – Non modifié

II. – Non modifié

III. – Dans un délai d'un an suivant la promulgation de la présente loi, le Gouvernement remet au Parlement un rapport présentant l'impact du I sur l'emploi par les particuliers employeurs.

Article 15 bis

Sans modification

Propositions de la commission

Article 15 bis

Sans modification

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

II. – Le I entre en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2014.

Article 15 ter

À la fin du III de l'article 20 de la loi n° 2007-1786 du 19 décembre 2007 de financement de la sécurité sociale pour 2008, l'année : « 2012 » est remplacée par l'année : « 2014 ».

Article 16

I. – Le code de l'action sociale et des familles est ainsi modifié :

1° Après le 1° de l'article L. 14-10-4, il est inséré un 1° bis ainsi rédigé :

« 1° bis Une contribution au taux de 0,3 % due sur les pensions de retraite et d'invalidité ainsi que sur les allocations de préretraite perçues par les personnes dont la cotisation d'impôt sur le revenu de l'année précédente excède le montant mentionné au 1 bis de l'article 1657 du code général des impôts. Elle est recouvrée et contrôlée selon les règles, garanties et sanctions mentionnées pour les mêmes revenus au III de l'article L. 136-5 du code de la sécurité sociale.

« Sont exonérées de la contribution mentionnée au premier alinéa du présent 1° bis les pensions mentionnées au a du 4°, au 12° et au 14° bis de l'article 81 du code général des impôts et les personnes titulaires d'un avantage de vieillesse ou d'invalidité non contributif attribué par le service mentionné au deuxième alinéa de l'article L. 815-7 du code de la sécurité

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

Article 15 ter

Sans modification

Article 16

I. – Alinéa sans modification

1° Alinéa sans modification

« 1° bis Une... sur les avantages de retraite ...
... préretraite qui ne sont pas assujetties à la contribution mentionnée au 2° et sont perçues par les personnes dont la cotisation d'impôt sur le revenu de l'année précédente est supérieure ou égale au montant ...

... sociale.

« Sont ...

du 4° et aux 12°, 14° et 14° bis ...

Propositions de la commission

Article 15 ter

Sans modification

Article 16

I. – Non modifié

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

—
sociale ou par un régime de base de sécurité sociale sous les conditions de ressources mentionnées à l'article L. 815-9 du même code. » ;

2° L'article L. 14-10-5 est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa, le mot : « six » est remplacé par le mot : « sept » ;

b) Après le V, il est inséré un V bis ainsi rédigé :

« V bis. – Une section consacrée à la mise en réserve du produit de la contribution mentionnée au 1° bis de l'article L. 14-10-4. Les ressources de cette section sont destinées au financement des mesures qui seront prises pour améliorer la prise en charge des personnes âgées privées d'autonomie. » ;

c) Au VI, les références : « 1° à 4° » sont remplacées par les références : « 1°, 2°, 3° et 4° » et, après le mot : « précédentes », sont insérés les mots : « , à l'exception de la section V bis, ».

I bis. – Le I s'applique aux pensions et allocations servies à compter du 1^{er} avril 2013.

II. – Pour l'année 2013, par dérogation au V bis de l'article L. 14-10-5 du code de l'action sociale et des familles :

1° Le produit de la contribution instituée au I du présent article est affecté pour une part de 95 % à la section visée au II de l'article L. 14-10-5 du même code et pour une part de 5 % à la section visée au IV du même article ;

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

—
... code. » ;

2° Non modifié

I bis. – Non modifié

II. – Alinéa sans modification

1° Le ...
... section mentionnée au ...

... section mentionnée au IV du même article ;

Propositions de la commission

—
I bis. – Non modifié

II. – Alinéa sans modification

1° Le produit de la contribution *mentionnée au 1° bis de l'article L. 14-10-4 du code de l'action sociale et des familles* est affecté ...
... article ;

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

2° Au 2° du IV de l'article L. 136-8 du code de la sécurité sociale, les taux : « 0,85 % » et « 0,83 % » sont, respectivement, remplacés par les taux : « 0,886 % » et « 0,866 % » et, à la fin du 3° du même IV, le taux : « 0,1 % » est remplacé par le taux : « 0,064 % ».

Article 17

I. – Le code de la sécurité sociale est ainsi modifié :

1° La section 10 du chapitre I^{er} du titre VIII du livre III est abrogée ;

2° Le chapitre II du titre VIII du livre III est complété par une section 3 ainsi rédigée :

« Section 3
« Titulaires de mandats locaux

« Art. L. 382-31. – Les élus des collectivités territoriales mentionnées à l'article 72 de la Constitution dans lesquelles s'applique le régime général de sécurité sociale, ainsi que les délégués de ces collectivités territoriales membres d'un établissement public de coopération intercommunale, sont affiliés au régime général de sécurité sociale pour l'ensemble des risques. Leurs indemnités de fonction sont assujetties aux cotisations de sécurité sociale lorsque leur montant total est supérieur à une fraction, fixée par décret, de la valeur du plafond défini à l'article L. 241-3. » ;

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

2° Non modifié

Article 17

I. – Alinéa sans modification

1° Non modifié

2° Alinéa sans modification

Division et intitulé sans modification

« Art. L. 382-31. – Alinéa sans modification

« Toutefois, pour les élus mentionnés aux articles L. 2123-9, L. 3123-7, L. 4135-7, L. 4422-22, L. 5214-8, L. 5215-16 et L. 5216-4 du code général des collectivités

Propositions de la commission

2° Au ...

... remplacés par les taux : « 0,879 % » et « 0,859 % » et, à la fin du 3° du même IV, le taux : « 0,1 % » est remplacé par le taux : « 0,071 % ».

Article 17

Sans modification

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

Propositions de la commission

3° L'article L. 412-8 est ainsi modifié :

a) Après le 15°, il est inséré un 16° ainsi rédigé :

« 16° Les titulaires de mandats locaux. » ;

b) Au dernier alinéa, la référence : « et 15° » est remplacée par les références : « , 15° et 16° ».

II. – Le code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :

1° Le premier alinéa de l'article L. 2123-25-2 est ainsi rédigé :

« Les élus municipaux sont affiliés au régime général de sécurité sociale dans les conditions définies à l'article L. 382-31 du code de la sécurité sociale. » ;

2° L'article L. 2123-26 est abrogé ;

3° Au premier alinéa de l'article L. 2123-27, les mots : « , autres que ceux qui, en application des dispositions de l'article L. 2123-25-2, ont cessé d'exercer leur activité professionnelle, » sont supprimés ;

4° Au premier alinéa de l'article L. 2123-29 et au 3° de l'article L. 2321-2, les références : « L. 2123-26 à L. 2123-28 »

territoriales qui ont cessé toute activité professionnelle pour l'exercice de leur mandat et ne relèvent plus, à titre obligatoire, d'un régime de sécurité sociale, les indemnités de fonction dont le montant est inférieur à cette fraction sont assujetties aux cotisations de sécurité sociale. » ;

3° Non modifié

II. – Non modifié

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

sont remplacées par les références : « L. 2123-27 et L. 2123-28 » ;

5° L'article L. 2573-8 est ainsi modifié :

a) Au I, les références : « à L. 2123-26 » et « , III » sont supprimées ;

b) Le III est abrogé ;

c) Au IV, les références : « L. 2123-26 à L. 2123-28 » sont remplacées par les références : « L. 2123-27 et L. 2123-28 » ;

6° Le premier alinéa de l'article L. 3123-20-2 est ainsi rédigé :

« Les membres du conseil général sont affiliés au régime général de sécurité sociale dans les conditions définies à l'article L. 382-31 du code de la sécurité sociale. » ;

7° L'article L. 3123-21 est abrogé ;

8° Au premier alinéa de l'article L. 3123-22, les mots : « autres que ceux visés à l'article L. 3123-21 » sont supprimés ;

9° Au 3° de l'article L. 3321-1, la référence : « L. 3123-21 » est remplacée par la référence : « L. 3123-22 » ;

10° L'article L. 3542-1 est ainsi modifié :

a) Au deuxième alinéa, les mots : « et les cotisations au régime de retraite des élus en application de l'article L. 3123-21 mentionnées au 3° de l'article L. 3321-1, » sont supprimés ;

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

Propositions de la commission

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

b) Au troisième alinéa, les mots : « du même » sont remplacés par les mots : « de l' » ;

11° Le premier alinéa de l'article L. 4135-20-2 est ainsi rédigé :

« Les membres du conseil régional sont affiliés au régime général de sécurité sociale dans les conditions définies à l'article L. 382-31 du code de la sécurité sociale. » ;

12° L'article L. 4135-21 est abrogé ;

13° Au premier alinéa de l'article L. 4135-22, les mots : « autres que ceux visés à l'article L. 4135-21 » sont supprimés ;

14° Au dernier alinéa de l'article L. 4135-24, la référence : « L. 4135-21 » est remplacée par la référence : « L. 4135-22 » ;

15° Au 3° de l'article L. 4321-1, la référence : « L. 4135-21 » est remplacée par la référence : « L. 4135-22 ».

III. – Les I et II s'appliquent à compter du 1^{er} janvier 2013.

Article 18

I. – Le I de l'article 28 de la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la sécurité sociale pour 2012 est ainsi modifié :

1° Le premier alinéa est ainsi modifié :

a) Après le mot : « décès », sont insérés les mots : « , à

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

III. – Non modifié

Article 18

Sans modification

Propositions de la commission

Article 18

Sans modification

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

—

l'exception des prestations en espèce prévues au 5° de l'article L. 321-1 et à l'article L. 331-3 du code de la sécurité sociale, » ;

b) Après la première phrase, est insérée une phrase ainsi rédigée :

« Toutefois, l'article L. 131-9 du même code leur reste applicable. » ;

2° Après le mot : « cotisation », la fin de la dernière phrase du dernier alinéa est ainsi rédigée : « à la charge de l'État fixé en application de l'article L. 712-9 du code de la sécurité sociale. »

II. – Le code de la sécurité sociale est ainsi modifié :

1° L'intitulé du chapitre IV du titre III du livre I^{er} est ainsi rédigé : « Relations inter-régimes » ;

2° Au même chapitre IV, est rétablie une section 6 ainsi rédigée :

« Section 6

« Relations entre le régime général et les régimes spéciaux

« Art. L. 134-14. – I. – Sont retracés dans les comptes de la Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés qui en assure l'équilibre financier l'ensemble des charges et des produits du régime spécial mentionné à l'article L. 715-1 institué par la loi du 22 juillet 1922 relative aux retraites des agents des chemins de fer secondaires d'intérêt général, des chemins de fer d'intérêt local et des tramways.

« II. – Les organismes du régime général assurent la

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

—

Propositions de la commission

—

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

gestion du régime spécial mentionné au I.

« III. – Un décret fixe, en tant que de besoin, les modalités d'application du présent article. » ;

3° Les deuxième à neuvième alinéas de l'article L. 715-1 sont remplacés par un alinéa ainsi rédigé :

« Les ressources du régime spécial sont constituées d'une contribution de la caisse autonome de retraites complémentaires et de prévoyance du transport déterminée dans des conditions fixées par décret. »

III. – 1. Les réserves constatées au 31 décembre 2012 après prise en compte du résultat du régime spécial mentionné à l'article L. 715-1 du code de la sécurité sociale pour l'année 2012 sont affectées à la branche mentionnée au 3° de l'article L. 200-2 du même code en tant que produit exceptionnel pour la même année.

Article 19

Au troisième alinéa du V de l'article 18 de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 relative au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières, les taux : « 10 % et 20 % » sont remplacés par les taux : « 15 % et 25 % ».

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

Article 19

Sans modification

Propositions de la commission

Article 19

Sans modification

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

—
Article 20

I. – L'article L. 137-15 du code de la sécurité sociale est ainsi modifié :

1° Le 3° est ainsi rédigé :

« 3° Des indemnités de licenciement, de mise à la retraite ainsi que de départ volontaire versées dans le cadre d'un plan de sauvegarde de l'emploi qui sont exclues de l'assiette des cotisations de sécurité sociale en application du douzième alinéa de l'article L. 242-1 du présent code ; »

2° Avant le dernier alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Sont également soumises à cette contribution les indemnités versées à l'occasion de la rupture conventionnelle mentionnée aux articles L. 1237-11 à L. 1237-15 du code du travail, pour leur part exclue de l'assiette de la contribution mentionnée à l'article L. 136-1 du présent code en application du 5° du II de l'article L. 136-2. »

II. – Au début de la première phrase du 5° du II de l'article L. 136-2 du même code, sont ajoutés les mots : « Indépendamment de leur assujettissement à l'impôt sur le revenu, ».

III. – La deuxième colonne du tableau de l'article L. 137-16 du même code est ainsi modifiée :

1° À la deuxième ligne, le nombre : « 5 » est remplacé par le nombre : « 6,1 » ;

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

—
Article 20

Sans modification

Propositions de la commission

—
Article 20

Sans modification

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

2° À la troisième ligne, le nombre : « 6 » est remplacée par le nombre : « 5,6 » ;

3° À la quatrième ligne, le nombre : « 9 » est remplacé par le nombre : « 8,3 ».

Article 21

I. – Le code de la sécurité sociale est ainsi modifié :

1° Les a et b de l'article L. 862-2 sont ainsi rédigés :

« a) Par le remboursement aux organismes gestionnaires mentionnés aux a et b de l'article L. 861-4 des sommes correspondant à la prise en charge des dépenses mentionnées à l'article L. 861-3.

« Le remboursement est effectué, dans la limite des sommes mentionnées au premier alinéa du présent a, sur la base d'un forfait annuel par bénéficiaire dont le montant est fixé par décret. Ce forfait est revalorisé au 1^{er} janvier de chaque année du niveau de l'hypothèse d'inflation retenue dans le rapport joint au projet de loi de finances de l'année en application de l'article 50 de la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances.

« Le remboursement effectué à la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés en application du deuxième alinéa du présent a est majoré, dans la même limite, d'un versement du fonds permettant la prise en compte du niveau plus important des dépenses mentionnées à l'article L. 861-3 du fait des dispositions de l'article L. 861-6.

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

Article 21

I. – Alinéa sans modification

1° Alinéa sans modification

« a) Alinéa sans modification

Alinéa sans modification

Alinéa sans modification

Propositions de la commission

Article 21

Sans modification

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

« Le fonds transmet au Gouvernement, au plus tard le 1^{er} septembre de chaque année, l'état des sommes correspondant à la prise en charge pour l'ensemble des organismes gestionnaires des dépenses mentionnées à l'article L. 861-3.

« Les modalités d'application du présent a sont précisées par décret ;

« b) Par le remboursement aux organismes gestionnaires mentionnés au b de l'article L. 861-4 du crédit d'impôt mentionné à l'article L. 863-1 ; »

2° Le dernier alinéa de l'article L. 862-3 est supprimé ;

3° Le III de l'article L. 862-4 est ainsi rédigé :

« III. – Les modalités des remboursements prévus aux a et b de l'article L. 862-2 sont précisées par décret. » ;

4° Le premier alinéa de l'article L. 862-5 est ainsi rédigé :

« La taxe mentionnée à l'article L. 862-4 est recouvrée et contrôlée suivant les règles, garanties et sanctions prévues aux I et V de l'article L. 136-5. Les orientations en matière de contrôle sont définies par le fonds institué à l'article L. 862-1, au vu notamment des vérifications opérées par celui-ci, en liaison avec les organismes chargés du recouvrement des cotisations du régime général concernés. » ;

5° L'article L. 862-6 est ainsi modifié :

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

Alinéa sans modification

Alinéa supprimé

« b) Alinéa sans modification

« Les modalités d'application des présents a et b sont précisées par décret. »

2° Non modifié

3° Alinéa sans modification

« III. – Les modalités de versement ou d'imputation des remboursements décret. » ;

4° Non modifié

5° Non modifié

Propositions de la commission

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

—

a) Après le mot : « différence », la fin de la première phrase est ainsi rédigée : « dans des conditions fixées par décret. » ;

b) La seconde phrase est supprimée ;

6° Le a de l'article L. 862-7 est ainsi rédigé :

« a) Le fonds est habilité à procéder à toute vérification relative à l'assiette de la taxe mentionnée à l'article L. 862-4 ou au calcul des demandes de remboursements mentionnés aux a et b de l'article L. 862-2 ; ».

II. – À titre exceptionnel en 2013, la majoration du remboursement effectué à la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés en application du 1° du I tient compte des sommes engagées par la caisse au titre des exercices 2013 et 2012 dans la limite du résultat comptable du fonds en 2013.

Article 22

I. – L'article 575 du code général des impôts est ainsi rédigé :

« Art. 575. – Les tabacs manufacturés vendus au détail ou importés dans les départements de la France continentale sont soumis à un droit de consommation.

« Le droit de consommation sur les tabacs comporte une part spécifique par unité de produit ou de poids et une part proportionnelle au prix de vente au détail.

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

—

6° Non modifié

II. – Non modifié

Article 22

Sans modification

Propositions de la commission

—

Article 22

I. – Alinéa sans modification

« Art. 575. – Alinéa sans modification

Alinéa sans modification

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

« La part proportionnelle résulte de l'application du taux proportionnel au prix de vente au détail. La part spécifique pour mille unités ou mille grammes résulte de l'application du taux spécifique à la classe de prix de référence. Le taux proportionnel est égal à la différence entre le taux normal et le taux spécifique. Le taux normal et le taux spécifique sont définis, par groupe de produits, à l'article 575 A.

« La classe de prix de référence d'un groupe de produits correspond au prix moyen pondéré de vente au détail exprimé pour mille unités ou mille grammes et arrondi à la demi-dizaine d'euros immédiatement supérieure.

« Le prix moyen pondéré de vente au détail est calculé par groupe de produits en fonction de la valeur totale de l'ensemble des unités mises à la consommation, basée sur le prix de vente au détail toutes taxes comprises, divisée par la quantité totale mise à la consommation.

« Le prix moyen pondéré de vente au détail et la classe de prix de référence sont établis pour chaque groupe de produits au plus tard le 31 janvier de chaque année, sur la base des données concernant toutes les mises à la consommation effectuées l'année civile précédente, par arrêté du ministre chargé du budget.

« Le montant du droit de consommation applicable à un groupe de produits ne peut être inférieur à un minimum de perception fixé par mille unités ou mille grammes, majoré de 10 % pour les produits dont le prix de vente est inférieur à 94 % de la classe de prix de référence du groupe considéré. Ce dernier pourcentage est fixé à 84 % pour les cigares et cigarillos.

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

Propositions de la commission

« La ...

... Le taux normal, *le taux spécifique et le taux proportionnel* sont définis, par groupe de produits, à l'article 575 A.

Alinéa sans modification

Alinéa sans modification

Alinéa sans modification

Alinéa sans modification

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

« Lorsque la classe de prix de référence d'un groupe de produits est inférieure de plus de 3 % à la moyenne des prix homologués de ce groupe, les pourcentages de 94 % et 84 % mentionnés au septième alinéa peuvent être augmentés jusqu'à, respectivement, 110 % et 100 % au titre de l'année en cours par arrêté du ministre chargé du budget.

« Lorsque le prix de vente au détail homologué d'un produit est inférieur à 95 % du prix moyen des produits du même groupe constaté par le dernier arrêté de prix, le montant des minima de perception prévu à l'article 575 A peut être relevé par arrêté du ministre chargé du budget, dans la limite de 25 %. »

II. – L'article 575 A du même code est ainsi rédigé :

« Art. L. 575 A. – Pour les différents groupes de produits mentionnés à l'article 575, les taux de la part proportionnelle et de la part spécifique sont fixés conformément au tableau ci-après :

Groupe de produits	Taux normal	Taux spécifique
Cigarettes	64,25 %	12,5 %
Cigares et cigarillos	28 %	5 %
Tabacs fine coupe destinés à rouler les cigarettes	60 %	30 %
Autres tabacs à fumer	55 %	10 %
Tabacs à priser	50 %	0 %
Tabacs à mâcher	35 %	0 %

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

Propositions de la commission

Alinéa sans modification

Alinéa sans modification

II. – Alinéa sans modification

« Art. L. 575 A. – Alinéa sans modification

Groupe de produits	Taux normal	Taux spécifique	Taux proportionnel
Cigarettes	64,25 %	12,5 %	51,75 %
Cigares et cigarillos	28 %	5 %	23 %
Tabacs fine coupe destinés à rouler les cigarettes	60 %	30 %	30 %
Autres tabacs à fumer	55 %	10 %	45 %
Tabacs à priser	50 %	0 %	50 %
Tabacs à mâcher	35 %	0 %	35 %

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

« Le minimum de perception mentionné à l'article 575 est fixé à 195 € pour mille cigarettes et à 90 € pour mille cigares ou cigarillos.

« Il est fixé par kilogramme à 125 € pour les tabacs fine coupe destinés à rouler les cigarettes et à 70 € pour les autres tabacs à fumer. »

III. – 1. Les I et II s'appliquent à compter du 1^{er} janvier 2013.

2. À compter du 1^{er} juillet 2013, le tableau du deuxième alinéa de l'article 575 A du code général des impôts est ainsi modifié :

1° À la deuxième ligne des deuxième et dernière colonnes, les taux : « 64,25 % » et « 12,5 % » sont remplacés, respectivement, par les taux : « 64,7 % » et « 15 % » ;

2° À la quatrième ligne de la deuxième colonne, le taux : « 60 % » est remplacé par le taux : « 62 % ».

Article 23

I. – Le a du I de l'article 520 A du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Au début du deuxième alinéa, le montant : « 1,38 € »

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

Article 23

Sans modification

Propositions de la commission

Alinéa sans modification

Alinéa sans modification

III. – 1. Non modifié

2. Alinéa sans modification

1° A la deuxième ligne du tableau, les taux : « 64,25 % », « 12,5 % » et « 51,75 % » sont remplacés respectivement par les taux : « 64,7 % », « 15 % » et « 49,7 % ».

2° A la quatrième ligne, les taux : « 60 % », « 30 % » et « 30 % » sont remplacés respectivement par les taux : « 62 % », « 30 % » et « 32 % ».

Article 23

I. – Non modifié

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

est remplacé par le montant : « 3,60 € » ;

2° Au début du troisième alinéa, le montant : « 2,75 € » est remplacé par le montant : « 7,20 € » ;

3° Au début du sixième alinéa, le montant : « 1,38 € » est remplacé par le montant : « 3,60 € » ;

4° Au début du septième alinéa, le montant : « 1,64 € » est remplacé par le montant : « 3,60 € » ;

5° Au début de l'avant-dernier alinéa, le montant : « 2,07 € » est remplacé par le montant : « 3,60 € ».

II. – Le code de la sécurité sociale est ainsi modifié :

1° Le 7° de l'article L. 131-8 est ainsi modifié :

a) À la fin du a, le taux : « 58,10 % » est remplacé par le taux : « 68,14 % » ;

b) À la fin du b, le taux : « 7,86 % » est remplacé par le taux : « 7,27 % » ;

c) À la fin du c, le taux : « 15,44 % » est remplacé par le taux : « 9,46 % » ;

d) Après le mot : « article », la fin du h est ainsi rédigée : « L. 862-1 du présent code, pour une fraction correspondant à 3,15 % ; »

e) Le i est abrogé ;

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

Propositions de la commission

II. – Non modifié

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

2° Le premier alinéa et les a à e de l'article L. 862-3 sont remplacés par un alinéa ainsi rédigé :

« Les recettes du fonds institué à l'article L. 862-1 sont constituées du produit de la taxe mentionnée au I de l'article L. 862-4 et d'une fraction, fixée à l'article L. 131-8, du produit du droit de consommation mentionné à l'article 575 du code général des impôts. »

III. – Le code rural et de la pêche maritime est ainsi modifié :

1° L'article L. 731-2 est ainsi modifié :

a) Il est rétabli un 4° ainsi rédigé :

« 4° Le produit des contributions mentionnées aux articles 520 B et 520 C du code général des impôts ; »

b) Au 5°, le taux : « 43,7 % » est remplacé par le taux : « 57,8 % » ;

2° Au 3° de l'article L. 731-3, le taux : « 56,3 % » est remplacé par le taux : « 42,2 % ».

IV. – Le Gouvernement présente au Parlement, avant le 31 décembre 2013, un rapport relatif aux conditions de mise en place d'un dispositif parafiscal cohérent sur l'ensemble des boissons alcoolisées.

Article 23 bis

I. – La section 6 du chapitre I^{er} du titre III de la première

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

Article 23 bis

I. – Alinéa sans modification

Propositions de la commission

III. – Non modifié

IV. – *Supprimé*

Article 23 bis

Sans modification

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

partie du livre I^{er} du code général des impôts est complétée par un article 520 D ainsi rédigé :

« Art. 520 D. – I. – Il est institué une contribution perçue sur les boissons énergisantes consistant en un mélange d'ingrédients et contenant un seuil minimal de 220 milligrammes de caféine pour 1 000 millilitres ou un seuil minimal de 300 milligrammes de taurine pour 1 000 millilitres, destinées à la consommation humaine :

« 1° Relevant des codes NC 2009 et NC 2202 du tarif des douanes ;

« 2° Conditionnées dans des récipients destinés à la vente au détail soit directement, soit par l'intermédiaire d'un professionnel.

« II. – Le taux de la contribution est fixé à 50 € par hectolitre.

« Ce tarif est relevé au 1^{er} janvier de chaque année, à compter du 1^{er} janvier 2013, dans une proportion égale au taux de croissance de l'indice des prix à la consommation hors tabac de l'avant-dernière année. Il est exprimé avec deux chiffres significatifs après la virgule, le deuxième chiffre étant augmenté d'une unité si le chiffre suivant est égal ou supérieur à cinq. Il est constaté par arrêté du ministre chargé du budget, publié au Journal officiel.

« III. – 1. La contribution est due à raison des boissons mentionnées au I par leurs fabricants établis en France, leurs importateurs et les personnes qui en réalisent en France des acquisitions intracommunautaires, sur toutes les quantités livrées à titre onéreux ou gratuit.

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

« Art. 520 D. – I. – II ...
... énergisantes destinées à la consommation humaine consistant ...

... millilitres :

« 1° Non modifié

« 2° Non modifié

« II. – Non modifié

« III. – Non modifié

Propositions de la commission

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

« 2. Sont également redevables de la contribution les personnes qui, dans le cadre de leur activité commerciale, fournissent à titre onéreux ou gratuit à leurs clients des boissons consommables en l'état mentionnées au I, dont elles ont préalablement assemblé les différents composants présentés dans des récipients non destinés à la vente au détail.

« IV. – Les expéditions vers un autre État membre de l'Union européenne ou un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen ainsi que les exportations vers un pays tiers sont exonérées de la contribution lorsqu'elles sont réalisées directement par les personnes mentionnées au 1 du III.

« Les personnes qui acquièrent auprès d'un redevable de la contribution, qui reçoivent en provenance d'un autre État membre de l'Union européenne ou d'un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen ou qui importent en provenance de pays tiers des boissons mentionnées au I qu'elles destinent à une livraison vers un autre État membre de l'Union européenne ou un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen ou à une exportation vers un pays tiers acquièrent, reçoivent ou importent ces boissons en franchise de la contribution.

« Pour bénéficier du deuxième alinéa du présent IV, les intéressés doivent adresser au fournisseur, lorsqu'il est situé en France, et, dans tous les cas, au service des douanes dont ils dépendent une attestation certifiant que les boissons sont destinées à faire l'objet d'une livraison ou d'une exportation mentionnées au même alinéa. Cette attestation comporte l'engagement d'acquitter la contribution au cas où la boisson ne recevrait pas la destination qui a motivé la franchise. Une copie de l'attestation est conservée à l'appui de la comptabilité des

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

« IV. – Non modifié

Propositions de la commission

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

intéressés.

« V. – La contribution mentionnée au I est acquittée auprès de l'administration des douanes. Elle est recouvrée et contrôlée selon les règles, sanctions, garanties et privilèges applicables au droit spécifique mentionné à l'article 520 A. Le droit de reprise de l'administration s'exerce dans les mêmes délais. »

II. – Après le 3° de l'article L. 731-2 du code rural et de la pêche maritime, il est inséré un 4° bis ainsi rédigé :

« 4° bis Le produit de la contribution mentionnée à l'article 520 D du code général des impôts ; ».

Article 24

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

A. – L'article 1600-0 N est ainsi modifié :

1° Le I est ainsi rédigé :

« I. – Les personnes assujetties à la taxe sur la valeur ajoutée en application de l'article 256 A qui assurent en France l'exploitation, au sens de l'article L. 5124-1 du code de la santé publique, et la vente de médicaments et de produits de santé mentionnés au II du présent article sont soumises à une taxe annuelle perçue au profit de la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés. » ;

2° Le V est ainsi rédigé :

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

« V. – Non modifié

II. – Non modifié

Article 24

I. – Non modifié

Propositions de la commission

Article 24

Sans modification

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

« V. – Le fait générateur et l'exigibilité de la taxe interviennent lors de la vente de chaque médicament ou produit de santé mentionné au II. » ;

B. – L'article 1635 bis AE est ainsi modifié :

1° Le I est ainsi modifié :

a) Le 6° est ainsi rédigé :

« 6° Demande de visa ou de renouvellement de visa de publicité, mentionné aux articles L. 5122-8, L. 5122-9 et L. 5122-14 du même code ; »

b) Le 7° est ainsi rédigé :

« 7° Demande d'autorisation ou de renouvellement d'autorisation de publicité, mentionnée aux articles L. 5213-4 et L. 5223-3 du même code. » ;

2° Le III est ainsi modifié :

a) À la fin de la dernière phrase du premier alinéa, les mots : « et la publicité mentionnée au 7° du I est réputée non déposée » sont supprimés ;

b) Au second alinéa, les mots : « ou que la publicité mentionnée au 7° du même I est déposée » sont supprimés.

II. – Le code de la sécurité sociale est ainsi modifié :

1° L'article L. 138-4 est ainsi modifié :

a) À la première phrase, la date : « 1^{er} septembre » est

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

II. – Alinéa sans modification

1° Non modifié

Propositions de la commission

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

—

remplacée par la date : « 1^{er} juin » ;

b) À la seconde phrase, la date : « 31 mars » est remplacée par la date : « 1^{er} mars » ;

c) À la fin de la même seconde phrase, les mots : « pendant l'année civile et déclaré le 15 février de l'année suivante » sont remplacés par les mots : « au cours de l'année civile » ;

2° Au troisième alinéa de l'article L. 138-12, les mots : « 1^{er} décembre de l'année » sont remplacés par les mots : « 1^{er} mars de l'année suivant celle » ;

3° L'article L. 138-13 est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa, la date : « 30 juin » est remplacée par la date : « 1^{er} juin » ;

b) Le second alinéa est ainsi rédigé :

« La part de la contribution mentionnée au c de l'article L. 138-11 fait l'objet d'un versement provisionnel au plus tard le 1^{er} juin de l'année suivant celle au titre de laquelle la contribution est due. Ce versement provisionnel est assis sur les sommes versées par les entreprises redevables, en application de l'article L. 245-1, le 1^{er} mars précédent. Ce montant est régularisé le 1^{er} juin de l'année suivant l'année au cours de laquelle est effectué le versement provisionnel. Cette régularisation est établie sur la base des sommes versées par les entreprises redevables, en application de l'article L. 245-1, le 1^{er} mars précédant cette date. » ;

4° À la fin de l'article L. 245-5-1 A, les mots :

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

—

2° Non modifié

3° Non modifié

4° Après le mot : « versée », la fin de l'article L. 245-5-1 A

Propositions de la commission

—

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

« 1^{er} décembre de chaque année » sont remplacés par les mots : « 1^{er} mars de l'année suivante » ;

5° À la fin du premier alinéa de l'article L. 245-5-5, les mots : « 1^{er} décembre de chaque année » sont remplacés par les mots : « 1^{er} mars de l'année suivante » ;

6° Au quatrième alinéa de l'article L. 245-6, à la première phrase, la date : « 15 avril » est remplacée par la date : « 1^{er} juin » et, à la seconde phrase, la date : « 15 avril » est remplacée par la date : « 1^{er} mars ».

Article 24 bis

I. – L'article L. 161-37-1 du code de la sécurité sociale est abrogé.

II. – Au 5° de l'article L. 161-45 du même code, les références : « aux articles L. 161-37-1 et L. 165-11 » sont remplacées par la référence : « à l'article L. 165-11 ».

Article 24 ter

Le code de la sécurité sociale est ainsi modifié :

1° Le I de l'article L. 245-2 est ainsi modifié :

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

est ainsi rédigée : « de manière provisionnelle le 1^{er} juin de chaque année, pour un montant correspondant à 75 % de la contribution due au titre de l'année précédente. La régularisation annuelle intervient au 1^{er} mars de l'année suivante. » ;

5° Après le mot : « versée », la fin du premier alinéa de l'article L. 245-5-5 est ainsi rédigée : « de manière provisionnelle le 1^{er} juin de chaque année, pour un montant correspondant à 75 % de la contribution due au titre de l'année précédente. La régularisation annuelle intervient au 1^{er} mars de l'année suivante. » ;

6° Non modifié

Article 24 bis

Sans modification

Article 24 ter

Alinéa sans modification

1° Alinéa sans modification

Propositions de la commission

Article 24 bis

Sans modification

Article 24 ter

Sans modification

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

—

a) Après le mot : « publicitaires », la fin du 3° est ainsi rédigée : « , quelle que soit la nature du support retenu et quelle que soit sa forme, matérielle ou immatérielle, ainsi que les frais de congrès scientifiques ou publicitaires et des manifestations de même nature, y compris les dépenses directes ou indirectes d'hébergement et de transport qui s'y rapportent, à l'exception des échantillons mentionnés à l'article L. 5122-10 du code de la santé publique. Sont toutefois exclus les frais de publication et les achats d'espace publicitaire mentionnant une spécialité pharmaceutique qui n'est inscrite ni sur la liste mentionnée au premier alinéa de l'article L.162-17 du présent code, ni sur la liste mentionnée à l'article L. 5123-2 du code de la santé publique ; »

b) Sont ajoutés deux alinéas ainsi rédigés :

« 4° Des prestations externalisées de même nature que celles mentionnées aux 1° à 3° à hauteur du montant hors taxe facturé.

« Lorsque la comptabilité de l'entreprise ne permet pas d'isoler les charges définies aux 1° à 4° parmi celles de même nature afférentes à l'ensemble des spécialités pharmaceutiques, la répartition de ces charges s'effectue forfaitairement par application du rapport entre le chiffre d'affaires hors taxes réalisé en France en spécialités inscrites sur la liste mentionnée au premier alinéa de l'article L. 162-17 du présent code ou sur la liste mentionnée à l'article L. 5123-2 du code de la santé publique et le chiffre d'affaires hors taxes réalisé en France en spécialités pharmaceutiques. Ce rapport est exprimé en pourcentage arrondi, le cas échéant, au centième par défaut. » ;

2° La première phrase du 1° du II du même article est ainsi rédigée :

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

—

a) Après

... mentionnant exclusivement une spécialité ...

... publique ; ».

b) Non modifié

2° Alinéa sans modification

Propositions de la commission

—

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

« À un abattement forfaitaire égal à 2,5 millions d'euros, à un abattement de 3 % des dépenses mentionnées au 1° du I et à un abattement de 50 % des frais de congrès mentionnés au 3° du même I. » ;

3° À la première ligne de la première colonne du tableau du dernier alinéa du III du même article, la référence : « 3° » est remplacée par la référence : « 4° » ;

4° L'article L. 245-5-2 est ainsi modifié :

a) Après le mot : « publicitaires, », la fin du 3° est ainsi rédigée : « quelle que soit la nature du support retenu et quelle que soit sa forme, matérielle ou immatérielle, ainsi que les frais de congrès scientifiques ou publicitaires et des manifestations de même nature, y compris les dépenses directes ou indirectes d'hébergement et de transport qui s'y rapportent ; »

b) Après le 3°, sont insérés deux alinéas ainsi rédigés :

« 4° Des prestations externalisées de même nature que celles mentionnées aux 1° à 3°, à hauteur du montant hors taxe facturé.

« Lorsque la comptabilité de l'entreprise ne permet pas d'isoler les charges définies aux 1° à 4° parmi celles de même nature afférentes à l'ensemble des produits et prestations dont l'entreprise assure la fabrication, l'importation ou la distribution, la répartition de ces charges s'effectue forfaitairement par application du rapport entre le chiffre d'affaires hors taxes réalisé en France au titre des produits et prestations mentionnés à l'article L. 245-5-1 et celui de l'ensemble des produits et prestations fabriqués, importés ou

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

« À

... un abattement de 75 % des frais de congrès...
... du même I. » ;

3° Non modifié

4° Alinéa sans modification

a) Non modifié

b) Non modifié

Propositions de la commission

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

distribués par l'entreprise. Ce rapport est exprimé en pourcentage arrondi, le cas échéant, au centième par défaut. » ;

c) L'avant-dernier alinéa est complété par une phrase ainsi rédigée :

« Il est procédé à un abattement de 50 % des frais de congrès mentionnés au 3°. »

Article 25

Pour le calcul des contributions dues au titre de l'année 2013 en application de l'article L. 138-10 du code de la sécurité sociale, le taux K est fixé à 0,4 %.

Article 26

Est approuvé le montant de 3,1 milliards d'euros correspondant à la compensation des exonérations, réductions ou abattements d'assiette de cotisations ou contributions de sécurité sociale, mentionné à l'annexe 5 jointe au projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2013.

Section 2

Prévisions de recettes et tableaux d'équilibre

Article 27

Pour l'année 2013, les prévisions de recettes, réparties par catégorie dans l'état figurant en annexe C à la présente loi, sont fixées :

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

c) Alinéa sans modification

« Il est procédé à un abattement de 75 % des frais de congrès mentionnés au 3°. »

Article 25

Sans modification

Article 26

Sans modification

Section 2

Prévisions de recettes et tableaux d'équilibre

Article 27

Alinéa sans modification

Propositions de la commission

Article 25

Sans modification

Article 26

Sans modification

Section 2

Prévisions de recettes et tableaux d'équilibre

Article 27

Sans modification

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

1° Pour l'ensemble des régimes obligatoires de base de sécurité sociale et par branche à :

(en milliards d'euros)	
	Prévisions de recettes
Maladie	185,0
Vieillesse	213,2
Famille	55,9
Accidents du travail et maladies professionnelles	13,7
Toutes branches (hors transferts entre branches)	457,1

2° Pour le régime général de sécurité sociale et par branche à :

(en milliards d'euros)	
	Prévisions de recettes
Maladie	159,9
Vieillesse	111,3
Famille	55,5
Accidents du travail et maladies professionnelles	12,2
Toutes branches (hors transferts entre branches)	329,0

3° Pour les organismes concourant au financement des régimes obligatoires de base de sécurité sociale à :

(en milliards d'euros)	
	Prévisions de recettes
Fonds de solidarité vieillesse	16,7

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

1° Alinéa sans modification

(en milliards d'euros)	
	Prévisions de recettes
Maladie	185,0
Vieillesse	213,1
Famille	55,9
Accidents du travail et maladies professionnelles	13,7
Toutes branches (hors transferts entre branches)	457,0

2° Alinéa sans modification

(en milliards d'euros)	
	Prévisions de recettes
Maladie	159,8
Vieillesse	111,3
Famille	55,5
Accidents du travail et maladies professionnelles	12,2
Toutes branches (hors transferts entre branches)	329,0

3° Alinéa sans modification

(en milliards d'euros)	
	Prévisions de recettes
Fonds de solidarité vieillesse	16,8

Propositions de la commission

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture**Article 28**

Pour l'année 2013, est approuvé le tableau d'équilibre, par branche, de l'ensemble des régimes obligatoires de base de sécurité sociale :

(en milliards d'euros)

	Prévisions de recettes	Objectifs de dépenses	Solde
Maladie	185,0	190,1	-5,1
Vieillesse	213,2	218,6	-5,4
Famille	55,9	58,6	-2,6
Accidents du travail et maladies professionnelles	13,7	13,3	0,4
Toutes branches (hors transferts entre branches)	457,1	469,8	-12,7

Article 29

Pour l'année 2013, est approuvé le tableau d'équilibre, par branche, du régime général de sécurité sociale :

(en milliards d'euros)

	Prévisions de recettes	Objectifs de dépenses	Solde
Maladie	159,9	165,0	-5,1
Vieillesse	111,3	115,3	-4,0
Famille	55,5	58,1	-2,6
Accidents du travail et maladies professionnelles	12,2	11,9	0,3

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture**Article 28**

Alinéa sans modification

(en milliards d'euros)

	Prévisions de recettes	Objectifs de dépenses	Solde
Maladie	185,0	190,1	-5,1
Vieillesse	213,1	218,6	-5,5
Famille	55,9	58,6	-2,6
Accidents du travail et maladies professionnelles	13,7	13,3	0,4
Toutes branches (hors transferts entre branches)	457,0	469,9	-12,8

Article 29

Alinéa sans modification

(en milliards d'euros)

	Prévisions de recettes	Objectifs de dépenses	Solde
Maladie	159,8	165,0	-5,1
Vieillesse	111,3	115,3	-4,0
Famille	55,5	58,1	-2,6
Accidents du travail et maladies professionnelles	12,2	11,9	0,3

Propositions de la commission**Article 28**

Sans modification

Article 29

Sans modification

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

Toutes branches (hors transferts entre branches)	329,0	340,4	-11,4
--	-------	-------	-------

Article 30

Pour l'année 2013, est approuvé le tableau d'équilibre des organismes concourant au financement des régimes obligatoires de base de sécurité sociale :

(en milliards d'euros)

	Prévisions de recettes	Prévisions de dépenses	Solde
Fonds de solidarité vieillesse	16,7	19,3	-2,6

Article 31

I. – Pour l'année 2013, l'objectif d'amortissement de la dette sociale par la Caisse d'amortissement de la dette sociale est fixé à 12,4 milliards d'euros.

II. – Pour l'année 2013, les prévisions de recettes par catégorie affectées au fonds de réserve pour les retraites sont fixées à :

(en milliards d'euros)

	Prévisions de recettes
Impositions, taxes et autres contributions sociales	0
Total	0

III. – Pour l'année 2013, les prévisions de recettes par

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

Toutes branches (hors transferts entre branches)	329,0	340,5	-11,4
--	-------	-------	-------

Article 30

Alinéa sans modification

(en milliards d'euros)

	Prévisions de recettes	Prévisions de dépenses	Solde
Fonds de solidarité vieillesse	16,8	19,3	-2,5

Article 31

Sans modification

Propositions de la commission

Article 30

Sans modification

Article 31

Sans modification

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

catégorie mises en réserve par le Fonds de solidarité vieillesse sont fixées à :

(en milliards d'euros)

	Prévisions de recettes
Impositions, taxes et autres contributions sociales	0,2
Total	0,2

Article 32

Est approuvé le rapport figurant en annexe B à la présente loi décrivant, pour les quatre années à venir (2013 à 2016), les prévisions de recettes et les objectifs de dépenses, par branche, des régimes obligatoires de base de sécurité sociale et du régime général, les prévisions de recettes et de dépenses des organismes concourant au financement de ces régimes, ainsi que l'objectif national de dépenses d'assurance maladie.

Section 3

Dispositions relatives au recouvrement, à la trésorerie et à la comptabilité**Article 33**

I. – Le code rural et de la pêche maritime est ainsi modifié :

1° L'article L. 723-11 est ainsi modifié :

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture**Article 32**

Cf. annexe B modifiée

Section 3

Dispositions relatives au recouvrement, à la trésorerie et à la comptabilité**Article 33**

I. – Alinéa sans modification

1° Non modifié

Propositions de la commission**Article 32**

Sans modification

Section 3

Dispositions relatives au recouvrement, à la trésorerie et à la comptabilité**Article 33**

Sans modification

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

a) Le 3° est ainsi rédigé :

« 3° D'assurer la gestion de risques, de fonds ou de budgets dans les cas prévus par la législation ou la réglementation ; »

b) Il est ajouté un 12° ainsi rédigé :

« 12° D'assurer la gestion commune de la trésorerie des organismes de mutualité sociale agricole mentionnés à l'article L. 723-1 ainsi que celle des groupements mentionnés aux articles L. 731-30 et L. 752-14. L'individualisation de la trésorerie des différentes branches des régimes des salariés et des non-salariés agricoles est assurée par un suivi permanent en prévision et en réalisation comptable, dans des conditions fixées par décret. » ;

2° Après les mots : « d'application », la fin du dernier alinéa de l'article L. 726-2 est ainsi rédigée : « du présent article. » ;

3° L'article L. 731-2 est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa, les mots : « prestations d'assurance » sont remplacés par le mot : « assurances » et les mots : « , à l'exclusion des dépenses complémentaires mentionnées à l'article L. 731-10, » sont supprimés ;

b) Le 1° est ainsi rédigé :

« 1° Les cotisations dues par les assujettis ; »

4° L'article L. 731-3 est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa, les mots : « des prestations

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

2° Non modifié

3° Non modifié

4° Non modifié

Propositions de la commission

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

Propositions de la commission

—
d'assurance » sont remplacés par les mots : « de l'assurance » et les mots : « , à l'exclusion des dépenses complémentaires mentionnées à l'article L. 731-10, » sont supprimés ;

b) Le 1° est ainsi rédigé :

« 1° Les cotisations dues par les assujettis ; »

5° L'article L. 731-10 est ainsi modifié :

5° Non modifié

a) La seconde phrase du premier alinéa est ainsi rédigée :

« Le taux de ces cotisations est fixé par décret. » ;

b) Le second alinéa est supprimé ;

6° L'article L. 731-13 est ainsi modifié :

6° Non modifié

a) Au premier alinéa, les mots : « techniques et complémentaires » sont supprimés ;

b) L'avant-dernier alinéa est supprimé ;

7° Au premier alinéa de l'article L. 731-38, les mots : « , pour la couverture des risques assurés et des dépenses complémentaires y afférentes, » sont supprimés ;

7° Non modifié

8° Le second alinéa de l'article L. 731-45 est supprimé ;

8° Non modifié

9° L'article L. 741-1 est ainsi modifié :

9° Non modifié

a) La seconde phrase du premier alinéa est ainsi rédigée :

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

« Le taux de ces cotisations est fixé selon les modalités prévues aux articles L. 241-2, L. 241-3 et L. 241-6 du code de la sécurité sociale, sauf dérogations prévues par décret. » ;

b) Le second alinéa est supprimé ;

10° L'article L. 762-11 est abrogé ;

11° L'article L. 762-12 est ainsi modifié :

a) À la première phrase, les mots : « des dépenses » sont remplacés par les mots : « de l'ensemble des charges » ;

b) Après le mot : « nécessaires », la fin de la seconde phrase est ainsi rédigée : « à la couverture de ces charges. » ;

12° La seconde phrase du premier alinéa de l'article L. 762-21 est supprimée ;

13° L'article L. 762-24 est ainsi modifié :

a) À la première phrase, les mots : « des dépenses » sont remplacés par les mots : « de l'ensemble des charges » ;

b) À la fin de la seconde phrase, les mots : « au règlement des prestations légales ainsi que les conditions dans lesquelles est assurée la couverture des frais de gestion exposés par les caisses » sont remplacés par les mots : « à la couverture de ces charges » ;

14° L'article L. 762-33 est ainsi modifié :

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

10° Non modifié

11° Non modifié

12° Non modifié

13° Non modifié

14° Non modifié

Propositions de la commission

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

a) Le premier alinéa est ainsi rédigé :

« La cotisation prévue au 1° de l'article L. 731-42 varie en fonction de la superficie pondérée de l'exploitation. Un décret fixe les modalités de calcul de cette cotisation. » ;

b) Le dernier alinéa est supprimé.

II. – Le code de la sécurité sociale est ainsi modifié :

1° L'article L. 134-6 est ainsi rédigé :

« Art. L. 134-6. – L'ensemble des charges et des produits de la branche du régime des salariés agricoles mentionnée au 2° de l'article L. 722-27 du code rural et de la pêche maritime sont retracés dans les comptes des caisses nationales du régime général, qui en assurent l'équilibre financier.

« Les modalités d'application du premier alinéa sont

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

«15° (nouveau) Le 1° de l'article L. 722-20 est complété par les mots : « , et salariés des entreprises artisanales rurales n'employant pas plus de deux salariés de façon permanente » ;

« 16° (nouveau) Le 6° de l'article L. 722-1 et le 2° des articles L. 722-4, L. 722-9 et L. 731-28 sont abrogés ;

« 17° (nouveau) Au troisième alinéa du I de l'article L. 712-1, la première occurrence de la référence : « et 6° » est supprimée ;

« 18° (nouveau) À l'article L. 762-10, les références : « aux 1° et 2° de » sont remplacées par le mot : « à » ».

II. – Alinéa sans modification

1° Alinéa sans modification

« Art. L. 134-6. – Alinéa sans modification

Alinéa sans modification

Propositions de la commission

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

fixées par décret en Conseil d'État.

« Ces dispositions ne peuvent en aucun cas porter atteinte aux droits définitivement consacrés qu'ont les caisses de mutualité sociale agricole de gérer l'ensemble des régimes sociaux agricoles. » ;

2° L'article L. 134-9 est abrogé ;

2° *bis* À l'article L. 134-10, les références : « , L. 134-8 et L. 134-9 ci-dessus » sont remplacées par la référence : « et L. 134-8 » ;

3° À la fin du premier alinéa de l'article L. 134-11-1, les mots : « , à l'exclusion des dépenses complémentaires mentionnées à l'article L. 731-10 du même code » sont supprimés ;

4° L'article L. 241-6 est ainsi modifié :

a) Les deux premiers alinéas sont ainsi rédigés :

« Les charges de prestations familiales dont bénéficient les salariés et les non-salariés des professions agricoles et non agricoles ainsi que la population non active, ainsi que les charges afférentes à la gestion et au service de ces prestations, sont couvertes par des cotisations, contributions et autres ressources centralisées par la caisse nationale des allocations familiales, qui suit l'exécution de toutes les dépenses.

« Les cotisations, contributions et autres ressources mentionnées au premier alinéa comprennent : » ;

b) Le 3° est ainsi rédigé :

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

« Le premier alinéa ne peut en aucun ...

... agricoles. » ;

2° Non modifié

2° *bis* Non modifié

3° Non modifié

4° Non modifié

Propositions de la commission

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

« 3° Des cotisations dues par les personnes salariées et non-salariées des professions agricoles ; ».

III. – 1. Le I et les 1°, 3° et 4° du II du présent article s'appliquent à compter du 1^{er} janvier 2014.

2. Le 2° du II s'applique à compter de la compensation calculée pour l'exercice 2012.

3. Au 31 décembre 2013, la propriété des réserves antérieurement constituées par les organismes de mutualité sociale agricole mentionnés à l'article L. 723-1 du code rural et de la pêche maritime et par le groupement mentionné à l'article L. 731-31 du même code est transférée à la caisse centrale de la mutualité sociale agricole. Ce transfert ne donne pas lieu à perception de droits, impôts ou taxes de quelque nature que ce soit. Un décret arrête le montant des réserves concernées.

Article 34

I. – À titre exceptionnel pour l'année 2013, l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale peut consentir à la caisse autonome nationale de la sécurité sociale dans les mines, contre rémunération, des avances d'un montant maximal de 250 millions d'euros.

Ces avances font l'objet d'une convention entre l'agence et la caisse, soumise pour approbation aux ministres chargés de la sécurité sociale et du budget.

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

III. – 1. Non modifié

2. Non modifié

3. Non modifié

4. *(nouveau)* Les 15° à 18° du I entrent en vigueur à une date fixée par décret et au plus tard le 1^{er} janvier 2014.

Article 34

I. – Non modifié

Propositions de la commission

Article 34

Sans modification

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

I *bis*. – Au 5° *bis* de l'article L. 225-1-1 du code de la sécurité sociale, la référence : « au II de » est remplacée par le mot : « à ».

II. – L'article L. 255-2 du code de la sécurité sociale est abrogé.

Article 35

Le chapitre IV *bis* du titre I^{er} du livre I^{er} du code de la sécurité sociale est ainsi modifié :

1° À la première phrase du premier alinéa de l'article L. 114-5, les mots : « et les organismes concourant à leur financement » sont remplacés par les mots : « , les organismes concourant à leur financement et les organismes finançant et gérant des dépenses relevant de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie » ;

2° Au premier alinéa de l'article L. 114-8, après le mot : « régimes », sont insérés les mots : « et des organismes finançant et gérant des dépenses relevant de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie ».

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

I *bis*. – Au ...
... sociale, après le mot : « sociale », sont insérés les mots : « et fonds » et la référence ...
... « à ».

II. – Non modifié

Article 35

Sans modification

Propositions de la commission

Article 35

Sans modification

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

Article 35 bis

Le code de la sécurité sociale est ainsi modifié :

1° La dernière phrase du III de l'article L. 136-5 est supprimée ;

2° La sous-section 1 de la section 1 du chapitre III du titre IV du livre II est complétée par un article L. 243-1-3 ainsi rédigé :

« Art. L. 243-1-3. – Au titre des périodes de congés de leurs salariés, les employeurs affiliés aux caisses de congés mentionnées à l'article L. 3141-30 du code du travail acquittent de manière libératoire, auprès des organismes mentionnés aux articles L. 213-1 et L. 752-4 du présent code, des majorations des cotisations et contributions sociales dont ils sont redevables au titre des rémunérations qu'ils versent pour l'emploi de leurs salariés, proportionnelles à ces cotisations et contributions. Le taux de ces majorations est fixé, pour chaque profession, par décret.

« Le présent article s'applique aux cotisations et contributions recouvrées selon les mêmes règles que les cotisations de sécurité sociale. »

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

Article 35 bis

Alinéa supprimé

Alinéa supprimé

I. – La sous-section 1 de la section 1 du chapitre III du titre IV du livre II du code de la sécurité sociale est complétée par un article L. 243-1-3 ainsi rédigé :

« Art. L. 243-1-3. – Au titre des périodes de congés de leurs salariés, les employeurs affiliés aux caisses de congés mentionnées à l'article L. 3141-3 du code du travail acquittent de manière libératoire auprès des organismes mentionnés aux articles L. 213-1 et L. 752-4 du présent code des majorations des cotisations et contributions mentionnées aux articles L. 2333-64 et L. 2531-2 du code général des collectivités territoriales ainsi qu'à l'article L. 834-1 du présent code dont ils sont redevables au titre des rémunérations qu'ils versent pour l'emploi de leurs salariés, proportionnelles à ces cotisations et contributions. Le taux de ces majorations est fixé par décret. »

Alinéa supprimé

II (*nouveau*). – Les conditions de l'extension du mécanisme mis en place au I à l'ensemble des cotisations et contributions sociales dont le recouvrement est assuré par les organismes mentionnés aux articles L. 213-1 et L. 752-4 du code

Propositions de la commission

Article 35 bis

Sans modification

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture**Article 35 ter**

Le code rural et de la pêche maritime est ainsi modifié :

1° Après l'article L. 731-13, il est inséré un article L. 731-13-1 ainsi rédigé :

« Art. L. 731-13-1. – Lorsque les données nécessaires au calcul des cotisations n'ont pas été transmises, celles-ci sont calculées à titre provisoire par les organismes chargés du recouvrement sur une base majorée déterminée par référence aux dernières données connues ou sur une base forfaitaire. Dans ce cas, il n'est tenu compte d'aucune exonération dont pourrait bénéficier le cotisant.

« Le cotisant reste tenu de fournir les données mentionnées au premier alinéa. Sous réserve qu'il continue d'en remplir les conditions éventuelles, le montant des cotisations finalement dues tient alors compte des exonérations applicables. Le cotisant est, en outre, redevable d'une pénalité calculée sur ce montant et recouvrée sous les mêmes garanties et sanctions que ces cotisations.

« Les modalités d'application du présent article sont fixées par décret en Conseil d'État. » ;

2° La section 1 du chapitre I^{er} du titre IV du livre VII est complétée par un article L. 741-1-2 ainsi rédigé :

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

de la sécurité sociale, pour les employeurs affiliés aux caisses de congés payés, font l'objet d'un rapport du Gouvernement au Parlement, remis au plus tard le 1^{er} juillet 2013.

Article 35 ter

Alinéa sans modification

1° Alinéa sans modification

« Art. L. 731-13-1. – Alinéa sans modification

« Le ...

... conditions éventuellement exigées, le montant des cotisations finalement dues tient compte...

... cotisations.

Alinéa sans modification

2° Non modifié

Propositions de la commission**Article 35 ter**

Sans modification

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

—

« Art. L. 741-1-2. – L'article L. 242-12-1 du code de la sécurité sociale est applicable aux cotisations dues au titre de l'emploi de salariés agricoles. »

Article 36

Sont habilités à recourir à des ressources non permanentes afin de couvrir leurs besoins de trésorerie les organismes mentionnés dans le tableau ci-dessous, dans les limites indiquées :

(en millions d'euros)

	Montants limites
Agence centrale des organismes de sécurité sociale	29 500
Caisse centrale de la mutualité sociale agricole	4 000
Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales	1 450
Fonds spécial des pensions des ouvriers des établissements industriels de l'État	30
Caisse autonome nationale de la sécurité sociale dans les mines	950
Caisse nationale des industries électriques et gazières	400
Caisse de prévoyance et de retraite du personnel de la Société nationale des chemins de fer	750
Caisse de retraite du personnel de la Régie autonome des transports parisiens	30

À titre dérogatoire, la Caisse nationale des industries

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

—

Article 36

Sans modification

Propositions de la commission

—

Article 36

Sans modification

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

—
électriques et gazières est autorisée à recourir à des ressources non permanentes dans la limite de 600 millions d'euros du 1^{er} janvier au 31 mars 2013.

Texte adopté par l'Assemblée nationale

QUATRIÈME PARTIE

DISPOSITIONS RELATIVES AUX DÉPENSES POUR L'EXERCICE 2013

Section 1

Dispositions relatives aux dépenses d'assurance maladie

Article 37

I. – À la première phrase du premier alinéa du II de l'article 44 de la loi n° 2007-1786 du 19 décembre 2007 de financement de la sécurité sociale pour 2008, le mot : « cinq » est remplacé par le mot : « huit ».

II. – La première phrase de l'article L. 162-5-14 du code de la sécurité sociale est ainsi rédigée :

« Les frais relatifs aux actes effectués dans le cadre de la permanence des soins prévue à l'article L. 6314-1 du code de la santé publique par les médecins mentionnés au premier alinéa du même article sont pris en charge par l'assurance maladie sur la base des tarifs fixés pour les médecins conventionnés régis par les articles L. 162-5 et L. 162-14-1 du présent code. »

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

Propositions de la commission

QUATRIÈME PARTIE

DISPOSITIONS RELATIVES AUX DÉPENSES POUR L'EXERCICE 2013

Section 1

Dispositions relatives aux dépenses d'assurance maladie

Article 37

Sans modification

Propositions de la commission

Propositions de la commission

QUATRIÈME PARTIE

DISPOSITIONS RELATIVES AUX DÉPENSES POUR L'EXERCICE 2013

Section 1

Dispositions relatives aux dépenses d'assurance maladie

Article 37

Sans modification

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

Article 38

I. – De nouveaux modes d'organisation et de financement des transports de patients définis au 2° de l'article L. 321-1 du code de la sécurité sociale peuvent être expérimentés dans un ou plusieurs territoires de santé à compter du 1^{er} janvier 2013 et pour une période n'excédant pas trois ans.

À cette fin, il peut être dérogé, pour la durée des expérimentations, aux articles L. 162-1-13, L. 162-14-1 à L. 162-14-3, L. 162-15, L. 162-33, L. 211-1, L. 321-1, L. 322-5 à L. 322-5-4, L. 611-8 et L. 752-4 du code de la sécurité sociale et à l'article L. 723-2 du code rural et de la pêche maritime.

II. – Ces expérimentations sont menées par les agences régionales de santé et donnent lieu à une procédure d'appel d'offres dans le respect des dispositions applicables aux marchés publics. Ces appels d'offres peuvent être organisés à un niveau infra-départemental afin de tenir compte de l'offre de transports existante sur le territoire relevant de l'agence régionale de santé.

Des expérimentations relevant du I peuvent également être menées par un organisme local d'assurance maladie, un établissement de santé ou un groupement d'établissements de santé après avoir été agréées par l'agence régionale de santé. Elles donnent lieu à une procédure d'appel d'offres. Cette procédure est régie par les dispositions applicables aux marchés publics lorsque l'expérimentation est menée par un établissement public de santé ou un groupement d'établissements publics de santé. Elle est régie par des

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

Article 38

I. – De ...

... plusieurs territoires à compter ...

... ans.

Alinéa sans modification

II. – Non modifié

Propositions de la commission

Article 38

Sans modification

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

dispositions définies par décret en Conseil d'État, dans le respect des garanties prévues pour les marchés de l'État, lorsque l'expérimentation est menée par un autre organisme.

III. – Lorsqu'une expérimentation est menée par une agence régionale de santé ou un organisme local d'assurance maladie, les prescriptions de transport établies par un professionnel de santé exerçant dans les territoires de santé définis pour l'expérimentation soit dans un cabinet ou une structure de médecine de ville, soit dans un établissement de santé ou dans un groupement d'établissements de santé ne sont, par dérogation à l'article L. 322-5, au premier alinéa de l'article L. 322-5-1 et au 5° de l'article L. 322-5-2 du code de la sécurité sociale, prises en charge par les régimes obligatoires d'assurance maladie dans les conditions de droit commun que si le transport est exécuté par une entreprise retenue à l'issue de la procédure d'appel d'offres.

Lorsqu'une expérimentation est menée par un établissement de santé ou un groupement d'établissements de santé, les prescriptions de transport à destination ou en provenance de cet établissement ou de ce groupement d'établissements et les prescriptions de transport faites par un professionnel de santé exerçant dans cet établissement de santé ou ce groupement d'établissements de santé ne sont, par dérogation à l'article L. 322-5, au premier alinéa de l'article L. 322-5-1 et au 5° l'article L. 322-5-2 du code de la sécurité sociale, prises en charge par les régimes obligatoires d'assurance maladie dans les conditions de droit commun que si le transport est exécuté par une entreprise retenue à l'issue de la procédure d'appel d'offres.

IV. – Le Gouvernement transmet au Parlement un rapport d'évaluation avant la fin de l'expérimentation. Ce

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

III. – Lorsqu'une ...

... les territoires définis...

... offres.

Alinéa sans modification

IV. – Non modifié

Propositions de la commission

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

rapport propose, le cas échéant, les évolutions législatives découlant de cette évaluation.

V. – Un décret en Conseil d'État définit les modalités d'application du présent article, notamment :

1° Les modalités de sélection et de désignation des territoires et des structures retenus pour l'expérimentation ;

2° Les modalités d'organisation et de financement des expérimentations ;

3° La procédure d'agrément mentionnée au II ;

4° Les conditions de prise en charge des prescriptions de transport, dans une expérimentation, lorsque le transport n'est pas exécuté par une entreprise retenue à l'issue de la procédure d'appel d'offres.

Article 39

Le II de l'article L. 162-14-1 du code de la sécurité sociale est ainsi modifié :

1° Au premier alinéa, les mots : « relatifs aux pathologies et aux traitements » sont remplacés par les mots : « et visant à améliorer l'organisation, la coordination et la continuité des soins ou la prise en charge des patients » et, après les mots : « ces professions », sont insérés les mots : « et, le cas échéant, des centres de santé » ;

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

V. – Non modifié

Article 39

Alinéa sans modification

1° Le premier alinéa est ainsi modifié :

a) Les mots : « relatifs aux pathologies et aux traitements » sont remplacés par les mots : « et visant à améliorer l'organisation, la coordination et la continuité des soins ou la prise en charge des patients » ;

b) (*nouveau*) Après les mots : « maladie et » , la fin du premier alinéa est ainsi rédigée : « une ou plusieurs

Propositions de la commission

Article 39

Sans modification

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

2° Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« Ces accords définissent les engagements et objectifs, notamment de santé publique, de qualité et d'efficacité des soins, des maisons, centres et professionnels de santé, sous la forme d'un ou plusieurs contrats types. Des contrats conformes à ces contrats types peuvent être conclus conjointement par l'agence régionale de santé et un organisme local d'assurance maladie avec des maisons, centres et professionnels de santé intéressés. Ces accords conventionnels interprofessionnels établissent les modalités de calcul d'une rémunération annuelle versée en contrepartie, d'une part, du respect de ces engagements et, d'autre part, du respect des objectifs fixés. Ils précisent les possibilités d'adaptation de ces engagements et objectifs et de modulation des rémunérations prévues, par décision conjointe de l'agence régionale de santé et de l'organisme local d'assurance maladie. »

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

organisations représentatives habilitées à participer aux négociations des conventions nationales de ces professions et, le cas échéant, des centres de santé, après avis des conseils de l'ordre concernés, sur leurs dispositions relatives à la déontologie. » ;

2° Non modifié

II. (*nouveau*) – L'article L. 162-14-1-2 du même code est ainsi modifié :

1° Au I, après la référence : « L. 162-5 », sont insérés les mots : « et des accords mentionnés au II de l'article L. 162-14-1 lorsque les médecins sont concernés » ;

2° À la première phrase du II, la référence : « L. 322-5-2 » est remplacée par les mots : « L. 322-5-2 et des accords mentionnés au II de l'article L. 162-14-1, lorsqu'ils

Propositions de la commission

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

Article 40

I. – Après l'article L. 1435-4-1 du code de la santé publique, il est inséré un article L. 1435-4-2 ainsi rédigé :

« Art. L. 1435-4-2. – I. – Les agences régionales de santé peuvent conclure avec un médecin généraliste de plein exercice, à la condition qu'il n'ait jamais été inscrit auprès du conseil de l'ordre comme médecin installé en exercice libéral, ou avec un assistant spécialiste à temps partiel au sein d'un établissement public de santé un contrat de praticien territorial de médecine générale sur la base duquel il perçoit une rémunération complémentaire aux revenus de ses activités de soins exercées en qualité de praticien territorial de médecine générale. Le praticien territorial de médecine générale s'engage à exercer, pendant une durée fixée par le contrat, la médecine générale dans une zone définie par l'agence régionale de santé et caractérisée par une offre médicale insuffisante ou des difficultés dans l'accès aux soins.

« II. – Le contrat prévoit des engagements individualisés qui peuvent porter sur les modalités d'exercice, la prescription, des actions d'amélioration des pratiques, des actions de dépistage, de prévention et d'éducation à la santé, des actions destinées à favoriser la continuité de la coordination des soins, la permanence des soins ainsi que sur des actions de collaboration auprès d'autres médecins. Ce contrat est conforme à un contrat type établi par décret en Conseil d'État.

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

portent sur les professions concernées par les conventions et accords susmentionnés, ».

Article 40

I. – Alinéa sans modification

« Art. L. 1435-4-2. – I. – Les ...
... médecin spécialisé en
médecine générale, à la condition qu'il n'exerce pas d'activité
médicale libérale ou que son installation en cabinet libéral date
de moins d'un an, ou avec un ...

... aux soins.

« II. – Le ...
... d'exercice, le respect des
tarifs opposables, la prescription

... médecins.

Propositions de la commission

Article 40

I. – Alinéa sans modification

« Art. L. 1435-4-2. – I. – Non modifié

« II. – Le contrat prévoit des engagements individualisés qui peuvent porter sur les modalités d'exercice, la prescription ...

... médecins.

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

« III. – Un décret en Conseil d'État précise les critères d'insuffisance d'offre médicale et de difficultés d'accès aux soins permettant de définir les zones géographiques où un contrat de praticien territorial de médecine générale peut être conclu et fixe les modalités de calcul de la rémunération complémentaire dans la limite d'un plafond. »

II. – Après l'article L. 162-5-14 du code de la sécurité sociale, il est inséré un article L. 162-5-14-1 ainsi rédigé :

« Art. L. 162-5-14-1. – Les frais relatifs aux actes effectués par les médecins au titre de leurs fonctions de praticien territorial de médecine générale régies par l'article L. 1435-4-2 du code de la santé publique sont, lorsque les médecins ne sont pas adhérents à la convention médicale mentionnée à l'article L. 162-5 du présent code, pris en charge par l'assurance maladie sur la base des tarifs fixés pour les médecins conventionnés régis par les articles L. 162-5 et L. 162-14-1. Les praticiens territoriaux de médecine générale sont tenus, dans l'exercice de leurs fonctions, de respecter les tarifs opposables. »

III. – La section 2 du chapitre V du titre III du livre IV de la première partie du code de la santé publique est complétée par des articles L. 1435-5-1 à L. 1435-5-5 ainsi rédigés :

« Art. L. 1435-5-1. – Les agences régionales de santé peuvent conclure avec un établissement public de santé et des praticiens mentionnés au 1° de l'article L. 6152-1 exerçant à temps plein dans ces établissements un contrat sur la base duquel ces médecins peuvent pratiquer une activité ambulatoire dans le cadre de leurs obligations de service dans une zone définie par l'agence régionale de santé et caractérisée par une offre médicale insuffisante ou des difficultés dans l'accès aux soins.

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

« III. – Un ... précise les conditions d'application du présent article. »

II. – Non modifié

III. – Alinéa sans modification

« Art. L. 1435-5-1. – Les ...

... aux soins. Ce contrat peut préciser les conditions

Propositions de la commission

« III. – Non modifié

II. – Non modifié

III. – Non modifié

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

—

« Les conditions d'exercice de ces praticiens sont précisées dans le cadre d'une convention signée entre l'agence régionale de santé, l'établissement public de santé et la structure ou le professionnel de santé qui les accueille. Cette convention peut préciser les conditions d'indemnisation des sujétions des praticiens des établissements concernés.

« Art. L. 1435-5-2. – Les agences régionales de santé peuvent conclure avec un établissement privé d'intérêt collectif mentionné au 2° de l'article L. 6161-5 et des médecins salariés à temps plein de ces établissements un contrat sur la base duquel ces médecins peuvent pratiquer une activité ambulatoire dans le cadre de leurs obligations de service dans une zone définie par l'agence régionale de santé et caractérisée par une offre médicale insuffisante ou des difficultés dans l'accès aux soins.

« Les conditions d'exercice de ces médecins sont précisées dans le cadre d'une convention signée entre l'agence régionale de santé, l'établissement de santé et la structure ou le professionnel de santé qui les accueille. Cette convention peut préciser les conditions d'indemnisation des sujétions des médecins des établissements concernés.

« Art. L. 1435-5-3. – Les agences régionales de santé peuvent conclure avec un centre de santé et des médecins salariés de ce centre un contrat sur la base duquel ces médecins peuvent exercer tout ou partie de leur activité dans une zone définie par l'agence régionale de santé et caractérisée par une offre médicale insuffisante ou des difficultés d'accès aux soins.

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

—

d'indemnisation des sujétions des praticiens des établissements concernés.

« Les conditions ...

... accueille.

« Art. L. 1435-5-2. – Les ...

... établissement de santé privé ...

... aux soins. Ce contrat peut préciser les conditions d'indemnisation des sujétions des praticiens des établissements concernés.

« Les conditions ...

... accueille.

« Art. L. 1435-5-3. – Les ...

... soins. Ce

Propositions de la commission

—

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

—

« Les conditions d'exercice de ces médecins sont précisées dans le cadre d'une convention signée entre l'agence régionale de santé, le centre de santé et la structure ou le professionnel de santé qui les accueille. Cette convention peut préciser les conditions d'indemnisation des sujétions des médecins des centres de santé concernés.

« Art. L. 1435-5-4. – Les agences régionales de santé peuvent conclure avec les organismes mentionnés à l'article L. 111-1 du code de la mutualité et des médecins salariés par ces organismes un contrat sur la base duquel ces médecins peuvent exercer tout ou partie de leur activité dans une zone définie par l'agence régionale de santé et caractérisée par une offre médicale insuffisante ou des difficultés d'accès aux soins.

« Les conditions d'exercice de ces médecins sont précisées dans le cadre d'une convention signée entre l'agence régionale de santé, l'organisme mutualiste et la structure ou le professionnel de santé qui les accueille. Cette convention peut préciser les conditions d'indemnisation des sujétions des médecins des organismes concernés.

« Art. L. 1435-5-5. – Un décret en Conseil d'État précise les conditions d'application des articles L. 1435-5-1 à L. 1435-5-4 et notamment les modalités de facturation des actes réalisés dans le cadre de l'activité ambulatoire. »

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

—

contrat peut préciser les conditions d'indemnisation des sujétions des praticiens des établissements concernés.

« Les conditions ...

... accueille.

« Art. L. 1435-5-4. – Les ...

... aux soins. Ce contrat peut préciser les conditions d'indemnisation des sujétions des praticiens des établissements concernés.

« Les conditions ...

... accueille.

« Art. L. 1435-5-5. – Non modifié

Propositions de la commission

—

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

Article 40 bis

I. – L'article L. 632-6 du code de l'éducation est ainsi modifié :

1° Après la seconde occurrence du mot : « les », la fin de la deuxième phrase du deuxième alinéa est ainsi rédigée : « conditions définies par voie réglementaire. » ;

2° Après la même deuxième phrase, est insérée une phrase ainsi rédigée :

« Ils exercent dans les lieux d'exercice mentionnés au quatrième alinéa. » ;

3° Le quatrième alinéa est remplacé par deux alinéas ainsi rédigés :

« Au cours de la dernière année de leurs études, les internes ayant signé un contrat d'engagement de service public choisissent leur futur lieu d'exercice sur une liste nationale de lieux d'exercice où l'offre médicale est insuffisante ou la continuité de l'accès aux soins menacée, en priorité les zones de revitalisation rurale visées à l'article 1465 A du code général des impôts et les zones urbaines sensibles définies au 3 de l'article 42 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire. Cette liste est établie par le Centre national de gestion sur proposition des agences régionales de santé. Elles arrêtent leurs lieux d'exercice conformément aux conditions définies par voie réglementaire.

« Le directeur général de l'agence régionale de santé dans le ressort duquel ils exercent leurs fonctions peut, à leur

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

Article 40 bis

I. – Alinéa sans modification

1° La deuxième phrase du deuxième alinéa est complétée par les mots : « et dans des conditions définies par voie réglementaire » ;

2° *Supprimé*

3° Alinéa sans modification

« Au ...

... Elles arrêtent les lieux ...
... réglementaire.

Alinéa sans modification

Propositions de la commission

Article 40 bis

Sans modification

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

demande et à tout moment, changer le lieu de leur exercice. Le directeur général du Centre national de gestion peut, à leur demande, à tout moment et après avis du directeur général de l'agence régionale de santé dans le ressort duquel ils exercent leurs fonctions, leur proposer un lieu d'exercice dans une zone dépendant d'une autre agence régionale de santé. » ;

4° L'avant-dernier alinéa est ainsi modifié :

a) À la fin de la première phrase, les mots : « fraction des frais d'études engagés » sont remplacés par le mot : « pénalité » ;

b) À la dernière phrase, le mot : « indemnité » est remplacé par le mot : « somme ».

II. – Le chapitre IV du titre III du livre VI de la troisième partie du même code est complété par un article L. 634-2 ainsi rédigé :

« Art. L. 634-2. – Chaque année, un arrêté des ministres chargés de la santé et de la sécurité sociale détermine le nombre d'étudiants qui, admis à poursuivre des études odontologiques à l'issue de la première année du premier cycle ou ultérieurement au cours de ces études, peuvent signer avec le Centre national de gestion mentionné à l'article 116 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière un contrat d'engagement de service public. Les étudiants inscrits en troisième cycle long des études odontologiques ne peuvent signer ce contrat.

« Ce contrat ouvre droit, en sus des rémunérations auxquelles les étudiants peuvent prétendre du fait de leur formation, à une allocation mensuelle versée par le Centre

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

4° Non modifié

II. – Alinéa sans modification

« Art. L. 634-2. – Alinéa sans modification

Alinéa sans modification

Propositions de la commission

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

national de gestion jusqu'à la fin de leurs études odontologiques. En contrepartie de cette allocation, les étudiants s'engagent à exercer leurs fonctions, à titre libéral ou salarié, à compter de la fin de leur formation dans les conditions définies par voie réglementaire. Ils exercent dans les lieux d'exercice mentionnés au troisième alinéa. La durée de leur engagement est égale à celle pendant laquelle l'allocation leur a été versée et ne peut être inférieure à deux ans.

« Au cours de la dernière année de leurs études, les signataires d'un contrat d'engagement de service public choisissent leur futur lieu d'exercice sur une liste nationale de lieux d'exercice où l'offre médicale est insuffisante ou la continuité de l'accès aux soins menacée, en priorité les zones de revitalisation rurale visées à l'article 1465 A du code général des impôts et les zones urbaines sensibles définies au 3 de l'article 42 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire. Cette liste est établie par le Centre national de gestion sur proposition des agences régionales de santé. Elles arrêtent leurs lieux d'exercice conformément aux conditions définies par voie réglementaire.

« Le directeur général de l'agence régionale de santé dans le ressort duquel les signataires d'un contrat exercent leurs fonctions peut, à leur demande et à tout moment, changer le lieu de leur exercice. Le directeur général du Centre national de gestion peut, à leur demande, à tout moment, et après avis du directeur général de l'agence régionale de santé dans le ressort duquel ils exercent leurs fonctions, leur proposer un lieu d'exercice dans une zone dépendant d'une autre agence régionale de santé.

« Les chirurgiens-dentistes ou les étudiants ayant signé un

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

« Au ...

d'exercice ... Elles arrêtent les lieux
... réglementaire.

Alinéa sans modification

Alinéa sans modification

Propositions de la commission

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

contrat d'engagement de service public avec le Centre national de gestion peuvent se dégager de leur obligation d'exercice prévue au deuxième alinéa du présent article, moyennant le paiement d'une indemnité dont le montant dégressif égale au plus les sommes perçues au titre de ce contrat ainsi que d'une pénalité. Les modalités de remboursement et de calcul de cette somme sont fixées par un arrêté conjoint des ministres chargés de la santé et de la sécurité sociale. Le recouvrement de cette somme est assuré, pour les chirurgiens-dentistes, par la caisse primaire d'assurance maladie dans le ressort de laquelle le chirurgien-dentiste exerce à titre principal et, pour les étudiants, par le Centre national de gestion.

« Un décret en Conseil d'État détermine les conditions d'application du présent article. »

III. – À l'avant-dernier alinéa de l'article L. 1434-7 du code de la santé publique, la référence : « par l'article L. 632-6 du code de l'éducation, » est supprimée.

IV. – À la dernière phrase du premier alinéa du I de l'article L. 136-5 du code de la sécurité sociale, la référence : « et L. 632-7 » est remplacée par les références : « , L. 632-7 et L. 634-2 ».

Article 41

I. – Des expérimentations peuvent être menées, à compter du 1^{er} janvier 2013 et pour une durée n'excédant pas cinq ans, dans le cadre de projets pilotes mettant en œuvre de nouveaux modes d'organisation des soins destinés à optimiser le parcours de santé des personnes âgées en risque de perte d'autonomie.

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

Alinéa sans modification

III. – Non modifié

IV. – Non modifié

Article 41

I. – Non modifié

Propositions de la commission

Article 41

I. – Alinéa sans modification

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

Le contenu des projets pilotes est défini par un cahier des charges national arrêté par les ministres chargés de la santé et de la sécurité sociale. Le périmètre territorial de mise en œuvre de chaque projet pilote est défini par arrêté des ministres chargés de la santé et de la sécurité sociale.

Les expérimentations sont mises en œuvre par le biais de conventions signées entre les agences régionales de santé, les organismes locaux d'assurance maladie, les professionnels de santé, les établissements de santé, les établissements sociaux et médico-sociaux, les collectivités territoriales volontaires ainsi que, le cas échéant, des organismes complémentaires d'assurance maladie.

II. – Pour la mise en œuvre des projets pilotes définis au I, dans le cadre des conventions conclues à cette fin, il peut être dérogé aux règles de facturation et de tarification mentionnées aux articles L. 162-5, L. 162-9, L. 162-11, L. 162-12-2, L. 162-12-9, L. 162-14, L. 162-14-1 et L. 162-32-1 du code de la sécurité sociale en tant qu'ils concernent les tarifs, honoraires, rémunérations et frais accessoires dus aux professionnels de santé par les assurés sociaux et par l'assurance maladie, aux 1°, 2°, 6° et 9° de l'article L. 321-1 du même code en tant qu'ils concernent les frais couverts par l'assurance maladie, à l'article L. 162-2 du même code en tant qu'il concerne le paiement direct des honoraires par le malade, aux articles L. 322-2 et L. 322-3 du même code relatifs à la participation de l'assuré aux tarifs servant de base au calcul des prestations et aux articles L. 314-2 et L. 314-9 du code de l'action sociale et des familles en tant qu'ils concernent les modes de tarification des établissements et services mentionnés au I de l'article L. 313-12 du même code. Dans ce cadre, les établissements relevant du même I peuvent facturer à

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

II. – Non modifié

Propositions de la commission

Alinéa sans modification

Les ...

... établissements de santé, les établissements *et services sociaux* ...

... maladie.

II. – Pour ...

... prestations, à l'article L. 314-1 du code de l'action sociale et des familles en tant qu'il concerne les modalités de tarification des établissements et services mentionnés au 6° du I de l'article L. 312-1 du même code et aux

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

—

l'assurance maladie la totalité des frais d'accueil de personnes en sortie d'hospitalisation correspondant à l'ensemble des charges d'hébergement, de dépendance et de soins, une fois déduit le montant du forfait journalier mentionné à l'article L. 174-4 du code de la sécurité sociale et pour une durée limitée à trente jours consécutifs.

Les conventions peuvent également prévoir, dans des conditions définies par voie réglementaire, des dérogations aux dispositions applicables, en matière tarifaire et d'organisation, aux services mentionnés au 6° du I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles assumant les missions de services polyvalents d'aide et de soins à domicile.

III. – Sans préjudice de financements complémentaires prévus, le cas échéant, dans les conventions mentionnées au I du présent article, les dépenses nouvelles liées aux projets pilotes, notamment celles relatives à l'application des II et V, sont imputées sur le fonds mentionné à l'article L. 1435-8 du code de la santé publique. Elles s'imputent sur la dotation mentionnée au 1° de l'article L. 1435-9 du même code et font l'objet d'une identification spécifique au sein de l'arrêté prévu au même article L. 1435-9. Par dérogation audit article L. 1435-9, les crédits affectés aux projets pilotes par cet arrêté ne peuvent être affectés au financement d'autres activités.

IV. – Dans le cadre des projets pilotes, le suivi sanitaire, médico-social et social des personnes âgées en risque de perte d'autonomie peut comporter, sous réserve du consentement exprès et éclairé des personnes, la transmission, par les personnels soignants et les professionnels chargés de leur accompagnement social, d'informations strictement nécessaires à leur prise en charge et relatives à leur état de santé, à leur

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

—

III. – Sans ...

... II et IV, sont ...

... activités.

IV. – Dans ...

... éclairé de chaque personne, la transmission, ...

Propositions de la commission

—

articles L. 314-2 ...

... consécutifs.

Alinéa supprimé

III. – Non modifié

IV. – Non modifié

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

—

situation sociale ou à leur autonomie. La liste des professionnels et organismes à qui ces informations sont transmises est approuvée par la personne lors de l'expression du consentement. La personne, dûment informée, peut refuser à tout moment que soient communiquées des informations la concernant à un ou plusieurs professionnels ou organismes. Lorsque la personne concernée est hors d'état d'exprimer son accord dans ces conditions, le consentement de son représentant légal ou de la personne de confiance mentionnée à l'article L. 1111-6 du code de la santé publique doit être obtenu. À défaut, les informations en cause ne peuvent pas être échangées. Un décret en Conseil d'État précise la nature des informations qui peuvent être transmises, les conditions de cette transmission ainsi que les professionnels et organismes susceptibles d'en être destinataires.

V. – En vue d'une généralisation, une évaluation annuelle des projets pilotes, portant notamment sur le nombre de professionnels de santé qui y prennent part, la consommation de soins des personnes âgées, le maintien de leur autonomie ainsi que leur taux d'hospitalisation et, le cas échéant, de réhospitalisation, est réalisée en liaison avec la Haute Autorité de santé et les participants aux projets pilotes. Cette évaluation peut, sous réserve d'anonymat, comporter un suivi clinique individualisé et croiser des données relatives à la prise en charge sanitaire, sociale et médico-sociale des personnes âgées. Elle est transmise au Parlement avant le 1^{er} octobre.

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

—

... destinataires.

V. – Non modifié

... accord, le consentement ...

Propositions de la commission

—

V. – Non modifié

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

VI. – Par dérogation à l'article L. 1435-6 du code de la santé publique, les médecins désignés par le directeur général de l'agence régionale de santé et les personnels placés sous leur responsabilité ont accès aux données individuelles non nominatives contenues dans le système d'information prévu à l'article L. 161-28-1 du code de la sécurité sociale lorsque ces données sont nécessaires à la préparation, à la mise en œuvre et à l'évaluation par les agences régionales de santé des expérimentations prévues au présent article, dans le respect des conditions prévues au chapitre X de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Article 42

L'article 56 de la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la sécurité sociale pour 2012 est abrogé et le dernier alinéa de l'article L. 871-1 du code de la sécurité sociale est supprimé.

Article 42 bis

Le code de la santé publique est ainsi modifié :

1° L'article L. 6154-2 est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa, les mots : « la triple », sont supprimés ;

b) Le 3° est complété par les mots : « , selon un pourcentage défini par décret » ;

2° L'article L. 6154-3 est ainsi modifié :

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

VI. – Non modifié

Article 42

Sans modification

Article 42 bis

Supprimé

Propositions de la commission

VI. – Non modifié

Article 42

Sans modification

Article 42 bis

Suppression maintenue

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

a) Le premier alinéa est ainsi rédigé :

« Par dérogation à l'article L. 162-2 du code de la sécurité sociale, le praticien exerçant une activité libérale perçoit ses honoraires par l'intermédiaire de l'administration de l'hôpital. » ;

b) Au deuxième alinéa, après le mot : « communiquent », sont insérés les mots : « tous les mois » ;

c) Le troisième alinéa est remplacé par trois alinéas ainsi rédigés :

« L'activité libérale donne lieu au versement à l'établissement par le praticien d'une redevance. Lorsque le montant effectif des honoraires perçus par le praticien au titre de son activité libérale est supérieur à un seuil fixé par décret, une pénalité est due à l'établissement à due concurrence.

« L'établissement reverse mensuellement les honoraires à l'intéressé. À cette fin, le praticien fournit au directeur de l'établissement public de santé un état récapitulatif de l'exercice de son activité libérale et de son activité publique, précisant le nombre d'actes effectués au titre de chacune d'entre elles.

« Un décret en Conseil d'État précise les modalités de calcul de la pénalité et de suivi de l'activité libérale. »

Article 43

Après le 19° de l'article L. 322-3 du code de la sécurité sociale, il est inséré un 20° ainsi rédigé :

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

Article 43

Sans modification

Propositions de la commission

Article 43

Sans modification

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

« 20° Pour les frais liés à une interruption volontaire de grossesse mentionnée au 4° de l'article L. 321-1 ; »

Article 43 bis

Après le deuxième alinéa de l'article L. 161-8 du code de la sécurité sociale, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Les personnes mentionnées à l'article L. 5411-1 du code du travail qui bénéficient, en application du premier alinéa du présent article, du maintien de leur droit aux prestations des assurances maladie, maternité, invalidité et décès continuent, pendant une durée déterminée par décret en Conseil d'État, d'en bénéficier lorsqu'elles reprennent une activité insuffisante pour justifier des conditions d'ouverture du droit à ces prestations. »

Article 43 ter

Après le mot : « publique, », la fin de l'article L. 162-13-3 du code de la sécurité sociale est ainsi rédigée : « et en dehors du règlement intérieur d'une société d'exercice libéral ou d'un contrat de coopération tel que défini à l'article L. 6212-6 du même code, chaque laboratoire intervenant est tenu de remplir une feuille de soins d'actes de biologie médicale pour les actes qu'il a effectués. »

Article 43 quater

Après le 19° de l'article L. 322-3 du code de la sécurité sociale, il est inséré un 21° ainsi rédigé :

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

Article 43 bis

Sans modification

Article 43 ter

Supprimé

Article 43 quater

I. – Après ...
... rédigé :

Propositions de la commission

Article 43 bis

Sans modification

Article 43 ter

Suppression maintenue

Article 43 quater

Sans modification

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

« 21° Pour l'assurée mineure d'au moins quinze ans, pour les frais d'acquisition de certains contraceptifs. »

Article 43 quinquies

Le Gouvernement remet au Parlement, un an après la promulgation de la présente loi, un rapport sur les conditions dans lesquelles pourrait être amélioré, notamment par une meilleure prise en charge financière, l'accès à une contraception choisie et adaptée pour tous.

Article 43 sexies

I. – À titre expérimental, les étudiants bénéficiant d'un contrat d'assurance complémentaire en santé de trois villes universitaires affiliés au régime général à ce titre, sous réserve qu'ils ne se trouvent pas dans l'une des situations mentionnées à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 162-5-3 du code de la sécurité sociale et qu'ils respectent les conditions fixées au troisième alinéa de l'article L. 162-16-7 du même code, sont

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

« 21° Non modifié

II. – (*nouveau*) – Le code de la santé publique est ainsi modifié :

1° À la seconde phrase du quatrième alinéa de l'article L. 4311-1, le mot : « deuxième » est remplacé par le mot : « troisième » ;

2° Après le premier alinéa du I de l'article L. 5134-1, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« La délivrance et la prise en charge de contraceptifs sont protégées par le secret pour les personnes mineures. »

Article 43 quinquies

Sans modification

Article 43 sexies

I. – À titre expérimental, les élèves et étudiants affiliés aux assurances sociales au titre de l'article L. 381-4 du code de la sécurité sociale ainsi que ceux entrant dans le champ d'application du deuxième alinéa de l'article L. 381-9 du même code, bénéficiant d'un contrat d'assurance complémentaire en santé et inscrits dans un établissement d'enseignement supérieur situé dans une des villes dont la liste est fixée par décret, sous

Propositions de la commission

Article 43 quinquies

Sans modification

Article 43 sexies

Sans modification

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

dispensés de l'avance de frais pour la part des dépenses prises en charge par l'assurance maladie et maternité ainsi que pour la participation mentionnée au I de l'article L. 322-2 du même code. Cette dispense s'applique dans la limite des tarifs servant de base au calcul des prestations.

La liste des villes participant à l'expérimentation ainsi que ses conditions de mise en œuvre sont déterminées par décret.

L'expérimentation prévue au présent article prend effet à compter de la publication du décret mentionné au deuxième alinéa du présent I, pour une durée de trois ans. Le Gouvernement transmet au Parlement un rapport d'évaluation, au plus tard six mois avant la fin de l'expérimentation.

II. – Des expérimentations peuvent être menées, portant sur la dispense d'avance de frais pour la part des dépenses prises en charge par l'assurance maladie et maternité ainsi que pour la participation mentionnée au I de l'article L. 322-2 du code de la sécurité sociale, par des maisons, centres et professionnels de santé signataires du contrat type mentionné à l'article L. 162-14-1 du même code.

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

réserve qu'ils ne se trouvent pas dans l'une des situations mentionnées à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 162-5-3 dudit code et qu'ils respectent les conditions fixées au troisième alinéa de l'article L. 162-16-7 dudit code, sont dispensés de l'avance de frais pour la part des dépenses prises en charge par l'assurance maladie et maternité ainsi que pour la participation mentionnée au I de l'article L. 322-2 dudit code. Cette...
... des prestations.

Cette expérimentation peut également porter sur la dispense d'avance de frais pour la seule part des dépenses prises en charge par l'assurance maladie et maternité lorsque les élèves et étudiants mentionnés au premier alinéa du présent I ne bénéficient pas d'un contrat d'assurance complémentaire en santé.

Les conditions de mise en œuvre de l'expérimentation sont déterminées par décret.

L'expérimentation ...
... mentionné au troisième alinéa ...

... l'expérimentation.

II. – À compter du 1^{er} janvier 2013 et pour une durée n'excédant pas trois ans, des expérimentations ...

... signataires d'un contrat conforme au contrat-type mentionné au II de l'article L. 162-14-1 du même code.

Propositions de la commission

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

—

Les maisons, centres et professionnels de santé participant à l'expérimentation, ainsi que ses conditions de mise en œuvre, sont déterminées par décret.

Les expérimentations sont mises en œuvre par convention entre les agences régionales de santé, les organismes locaux d'assurance maladie et les maisons, centres et professionnels de santé ainsi que les organismes complémentaires d'assurance maladie participants.

Article 44

I. – Le premier alinéa de l'article L. 5122-6 du code de la santé publique est complété par une phrase ainsi rédigée :

« Ces dispositions s'appliquent également dans le cas où la dénomination du médicament est la reprise de la dénomination d'un médicament remboursable par les régimes obligatoires de l'assurance maladie, y compris lorsque la reprise de cette dénomination est partielle et de nature à créer une confusion avec cette dénomination. »

II. – L'article L. 5422-5 du même code est complété par un 4° ainsi rédigé :

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

—

Cette expérimentation peut également porter sur la dispense d'avance de frais pour la seule part des dépenses prises en charge par l'assurance maladie et maternité pour les patients des maisons, centres et professionnels de santé mentionnés au premier alinéa du présent II qui ne bénéficient pas d'un contrat d'assurance complémentaire en santé.

Alinéa sans modification

Alinéa sans modification

Article 44

I. – Non modifié

II. – Non modifié

Propositions de la commission

—

Article 44

Sans modification

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

« 4° Dont la dénomination est une reprise de la dénomination d'un médicament remboursable par les régimes obligatoires d'assurance maladie, y compris lorsque la reprise de cette dénomination est partielle et de nature à créer une confusion avec cette dénomination. »

III. – L'article L. 5213-3 du même code est ainsi rédigé :

« Art. L. 5213-3. – Les dispositifs médicaux pris en charge ou financés, même partiellement, par les régimes obligatoires d'assurance maladie ne peuvent faire l'objet d'une publicité auprès du public.

« Cette interdiction ne s'applique pas aux dispositifs médicaux inscrits sur une liste fixée par arrêté des ministres chargés de la santé et de la sécurité sociale en raison de leur faible risque pour la santé humaine ou de la faible incidence de leur promotion sur les dépenses de l'assurance maladie. »

IV. – Après l'article L. 165-8 du code de la sécurité sociale, il est inséré un article L. 165-8-1 ainsi rédigé :

« Art. L. 165-8-1. – Lorsqu'un retrait d'autorisation de publicité ou une interdiction de publicité a été prononcée par l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé dans les conditions prévues aux articles L. 5213-4 ou L. 5213-5 du code de la santé publique, le Comité économique des produits de santé peut fixer, après que le fabricant ou son mandataire ou le distributeur concerné a été mis en mesure de présenter ses observations, une pénalité financière à leur encontre.

« Le montant de la pénalité ne peut être supérieur à 10 % du chiffre d'affaires hors taxes réalisé en France, par le fabricant

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

III. – Non modifié

IV. – Alinéa sans modification

« Art. L. 165-8-1. – Alinéa sans modification

Alinéa sans modification

Propositions de la commission

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

ou son mandataire ou par le distributeur au titre du ou des produits ayant fait l'objet du retrait d'autorisation ou de l'interdiction de publicité, durant les six mois précédant et les six mois suivant la date de retrait d'autorisation ou d'interdiction de publicité.

« Le montant de la pénalité est fixé en fonction de la gravité du manquement sanctionné par le retrait d'autorisation ou l'interdiction de publicité.

« La pénalité est recouvrée par les organismes mentionnés à l'article L. 213-1 désignés par le directeur de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale. Son produit est affecté aux régimes obligatoires de base d'assurance maladie selon les modalités prévues à l'article L. 162-37. Le recours présenté contre la décision prononçant cette pénalité est un recours de pleine juridiction.

« Les règles et délais de procédure applicables à la pénalité financière sont définis par décret en Conseil d'État. »

V. – Les I et II entrent en vigueur six mois après la promulgation de la présente loi.

Article 44 bis

Après l'article L. 162-16-4 du code de la sécurité sociale, il est inséré un article L. 162-16-4-1 ainsi rédigé :

« Art. L. 162-16-4-1. – Le prix de vente au public des allergènes préparés spécialement pour un seul individu, définis à l'article L. 4211-6 du code de la santé publique et pris en charge

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

Alinéa sans modification

« La pénalité ...

... est affecté selon les modalités ...

... pleine juridiction.

Alinéa sans modification

V. – Non modifié

Article 44 bis

Alinéa sans modification

« Art. L. 162-16-4-1. – Le ...

Propositions de la commission**Article 44 bis**

Sans modification

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

—
par les organismes d'assurance maladie conformément au dernier alinéa de l'article L. 162-17 du présent code, est établi par convention entre la personne autorisée à les préparer et à les délivrer et le Comité économique des produits de santé ou, à défaut, par décision du comité, sauf opposition conjointe des ministres chargés de la santé et de la sécurité sociale, qui arrêtent dans ce cas le prix dans un délai de quinze jours après la décision du comité.

« La fixation de ce prix tient principalement compte des prix des produits comparables, des volumes de vente prévus ou constatés et des conditions prévisibles et réelles d'utilisation.

« Un décret en Conseil d'État détermine les conditions d'application du présent article et notamment les procédures et délais de fixation du prix. »

Article 45

I. – L'article L. 5121-12-1 du code de la santé publique est complété par un V ainsi rédigé :

« V. – Par dérogation au I et à titre exceptionnel, en présence d'alternative médicamenteuse appropriée disposant d'une autorisation de mise sur le marché, une spécialité pharmaceutique peut faire l'objet d'une recommandation temporaire d'utilisation établie dans les conditions prévues aux I à IV. Cette recommandation temporaire d'utilisation ne peut être établie que dans l'objectif soit de remédier à un risque avéré pour la santé publique, soit d'éviter des dépenses ayant un impact significatif sur les finances de l'assurance maladie. »

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

—
... d'assurance maladie, est établi ...

... comité.

Alinéa sans modification

« Un décret ...

... prix, ainsi que les règles selon lesquelles certains de ces allergènes peuvent être exclus de la prise en charge par l'assurance maladie. »

Article 45

Sans modification

Propositions de la commission

Article 45

I. – Alinéa sans modification

« V. – Par ...

à IV.

... aux I

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

II. – Le code de la sécurité sociale est ainsi modifié :

1° À la première phrase du premier alinéa de l'article L. 162-17-2-1, la référence : « à l'article L. 5121-12-1 » est remplacée par la référence : « au I de l'article L. 5121-12-1 » ;

2° Après l'article L. 162-17-2-1, il est inséré un article L. 162-17-2-2 ainsi rédigé :

« Art. L. 162-17-2-2. – Les spécialités pharmaceutiques faisant l'objet d'une recommandation temporaire d'utilisation mentionnée au V de l'article L. 5121-12-1 du code de la santé publique peuvent, après avis de la commission mentionnée à l'article L. 5123-3 du même code, être inscrites, au titre de cette recommandation temporaire d'utilisation et à l'initiative des ministres chargés de la santé et de la sécurité sociale, sur les listes mentionnées aux deux premiers alinéas de l'article L. 162-17 du présent code, sur la liste des médicaments agréés à l'usage des collectivités publiques prévue à l'article L. 5123-2 du code de la santé publique et sur la liste prévue à l'article L. 162-22-7 du présent code.

« Lorsque le médicament bénéficie d'au moins une indication remboursable au titre des listes prévues aux deux premiers alinéas de l'article L. 162-17 et à l'article L. 162-22-7, il est pris en charge ou remboursé, en application du premier alinéa du présent article, dans les mêmes conditions que celles qui s'appliquent à l'indication ou aux indications prises en charge.

« À défaut :

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

Propositions de la commission

II. – Non modifié

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

« 1° Le prix ou le tarif de responsabilité de la spécialité est fixé par le Comité économique des produits de santé, par convention avec l'entreprise ou, en cas d'échec de la voie conventionnelle, par décision du comité, en tenant compte principalement des volumes de vente prévus ou constatés, des conditions prévisibles et réelles d'utilisation du médicament, de la population cible de patients concernés, des résultats d'une éventuelle évaluation médico-économique et, le cas échéant, des prix moyens constatés au titre de l'utilisation de la spécialité pour les autres indications remboursables en établissement de santé ;

« 2° Le taux de participation de l'assuré est fixé par le directeur général de l'Union nationale des caisses d'assurance maladie en fonction de la dernière évaluation de la spécialité par la commission mentionnée à l'article L. 5123-3 du code de la santé publique.

« Un décret en Conseil d'État fixe les conditions d'application du présent article, et notamment les modalités, les règles de procédure et les délais relatifs à l'évaluation du médicament, à l'inscription sur les listes mentionnées au premier alinéa et à la fixation de son prix et du taux de participation de l'assuré. »

Article 46

I. – Après l'article L. 5122-9-1 du code de la santé publique, il est inséré un article L. 5122-9-2 ainsi rédigé :

« Art. L. 5122-9-2. – L'information par démarchage ou la prospection pour les produits de santé mentionnés aux 1° et 2° de l'article L. 5311-1, à l'exception des médicaments

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture**Article 46**

I. – Non modifié

Propositions de la commission**Article 46**

Sans modification

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

—

réservés à l'usage hospitalier et de ceux à prescription et délivrance hospitalières, effectuée dans les établissements de santé ne peut avoir lieu que devant plusieurs professionnels de santé, dans des conditions définies par décret en Conseil d'État et selon des modalités fixées dans le règlement intérieur de l'établissement. »

II. – L'article L. 6143-7 du même code est ainsi modifié :

1° Après le 16°, il est inséré un 17° ainsi rédigé :

« 17° Arrête, en application de l'article L. 5122-9-2, les modalités d'information par démarchage ou de prospection pour les produits de santé mentionnés aux 1° et 2° de l'article L. 5311-1, après avis de la commission médicale d'établissement et de la commission des soins infirmiers, de rééducation et médico-techniques. »

2° À la première phrase du deuxième alinéa, la référence : « 15° » est remplacée par la référence : « 17° ».

III. – Le troisième alinéa de l'article L. 6161-2 du même code est complété par une phrase ainsi rédigée :

« En application de l'article L. 5122-9-2, le représentant légal de l'établissement définit les modalités d'information par démarchage ou de prospection pour les produits de santé mentionnés aux 1° et 2° de l'article L. 5311-1, après avis de la conférence médicale d'établissement. »

IV. – À l'issue d'un délai de deux ans à compter de la promulgation de la présente loi, le Gouvernement présente au Parlement un rapport dressant le bilan du dispositif prévu à

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

—

II. – Non modifié

III. – Non modifié

IV. – À ...

Propositions de la commission

—

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

l'article L. 5122-9-2 du code de la santé publique, réalisé à partir d'une évaluation conduite par la Haute Autorité de santé portant notamment sur le volume et la pertinence des prescriptions hospitalières. Ce rapport propose les évolutions législatives découlant du bilan, notamment sur le suivi par les établissements de santé des préconisations qu'elle formule en matière de visite médicale ainsi qu'en ce qui concerne l'élargissement des dispositions en cause aux dispositifs médicaux mentionnés à l'article L. 5211-1 du code de la santé publique ainsi que leur éventuelle adaptation à la médecine de ville.

V. – Le I de l'article 30 de la loi n° 2011-2012 du 29 décembre 2011 relative au renforcement de la sécurité sanitaire du médicament et des produits de santé est abrogé.

Article 47

I A. – Au VI de l'article 33 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 (n° 2003-1199 du 18 décembre 2003), la référence : « , et le VII » est supprimée.

I. – Dans la perspective d'une redéfinition du service public hospitalier, le VII de l'article 33 de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 précitée et le 3° de l'article L. 162-22-19 du code de la sécurité sociale sont abrogés.

II. – 1. Après le mot : « tard », la fin de la première phrase du XX de l'article 1^{er} de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires est ainsi rédigée : « jusqu'au 1^{er} janvier 2016. »

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

... préconisations que la Haute autorité formule ...

... dispositions du même article L. 5122-9-2 aux dispositifs médicaux mentionnés à l'article L. 5211-1 du même code ainsi que ...

... ville.

V. – Non modifié

Article 47

Sans modification

Propositions de la commission

Article 47

Sans modification

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

2. Après le mot : « tard », la fin du premier alinéa des XXI et XXII du même article 1^{er} est ainsi rédigée : « jusqu'au 1^{er} janvier 2016. »

3. Après le mot : « tard », la fin de la seconde phrase du XXIV dudit article 1^{er} est ainsi rédigée : « jusqu'au 1^{er} janvier 2016. »

Article 47 bis

Le code de la sécurité sociale est ainsi modifié :

1° L'avant-dernier alinéa de l'article L. 114-4-1 est complété par une phrase ainsi rédigée :

« Cet avis porte également sur le respect de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie de l'année en cours. » ;

2° À la première phrase du II de l'article L. 162-22-9, la référence : « 3° » est remplacée par la référence : « 4° » ;

3° Après le même article L. 162-22-9, il est inséré un article L. 162-22-9-1 ainsi rédigé :

« Art. L. 162-22-9-1. – I. – Les tarifs nationaux des prestations mentionnés au 1° du I de l'article L. 162-22-10 des établissements de santé mentionnés à l'article L. 162-22-6 peuvent être minorés par l'application d'un coefficient, de manière à concourir au respect de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie. La valeur de ce coefficient peut être différenciée par catégorie d'établissements.

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

Article 47 bis

Sans modification

Propositions de la commission

Article 47 bis

Sans modification

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

« II. – Au regard notamment de l'avis mentionné à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 114-4-1, l'État peut décider de verser aux établissements de santé tout ou partie du montant correspondant à la différence entre les montants issus de la valorisation de l'activité des établissements par les tarifs mentionnés au 1° du I de l'article L. 162-22-10 et ceux issus de la valorisation de cette même activité par les tarifs minorés du coefficient mentionné au premier alinéa du présent article.

« Les modalités d'application du présent article sont définies par décret en Conseil d'État. » ;

4° Le I de l'article L. 162-22-10 est ainsi modifié :

a) Après le 3°, il est inséré un 4° ainsi rédigé :

« 4° Le coefficient mentionné au I de l'article L. 162-22-9-1. » ;

b) Au dernier alinéa, la référence : « et 3° » est remplacée par les références : « , 3° et 4° ».

Article 48

L'article L. 213-3 du code monétaire et financier est ainsi modifié :

1° Après le 12, il est inséré un 13 ainsi rédigé :

« 13. Les centres hospitaliers régionaux dont la liste est fixée par décret, dans la limite d'un plafond global d'émissions fixé pour chacun d'entre eux par le même décret. » ;

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture**Article 48**

Sans modification

Propositions de la commission**Article 48**

L'article L. 225-1-4 du code de la sécurité sociale est ainsi modifié :

1° Après le premier alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Dans la limite des mêmes plafonds de ressources non permanentes, l'agence peut également, contre rémunération, consentir des avances aux centres

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

2° Au dernier alinéa, les références : « , 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11 et 12 » sont remplacées par la référence : « à 13 ».

Article 48 bis

Un rapport détaillant les opérations projetées ou réalisées de construction d'établissements publics de santé en partenariat public-privé dans le cadre des plans Hôpital 2007 et Hôpital 2012 et présentant les surcoûts financiers occasionnés par l'absence de maîtrise d'ouvrage publique est présenté au Parlement avant le 30 septembre 2013.

Article 49

L'article 33 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 (n° 2003-1199 du 18 décembre 2003) est ainsi modifié :

1° Le I est ainsi modifié :

a) Au début de la première phrase du premier alinéa, les mots : « Jusqu'au 1^{er} janvier 2013, » sont supprimés ;

b) Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

Un rapport ...

... est déposé par le Gouvernement sur le bureau des assemblées avant le 30 septembre 2013.

Article 49

Sans modification

Propositions de la commission

hospitaliers régionaux dont la liste est fixée par décret, dans la limite d'un plafond global fixé pour chacun d'entre eux par le même décret. » ;

2° A la première phrase du second alinéa, les mots : « ou le fonds concerné » sont remplacés par les mots : « , le fonds ou le centre hospitalier régional concerné ».

Article 48 bis

Sans modification

Article 49

Sans modification

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

« La dérogation prévue au présent I prend fin au plus tard au 1^{er} mars 2016 selon des modalités calendaires, précisées par décret, qui peuvent être différentes en fonction de la catégorie des établissements et selon qu'il s'agit, d'une part, d'actes et de consultations externes ou, d'autre part, de prestations d'hospitalisation et de spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du même code. » ;

2° À la première phrase du II, l'année : « 2012 » est remplacée par l'année : « 2015 » ;

3° Le VIII est ainsi modifié :

a) L'année : « 2013 » est remplacée par l'année : « 2015 » ;

b) Sont ajoutés les mots : « et comprise dans l'objectif défini à l'article L. 174-1-1 du même code ».

Article 50

Supprimé

Article 51

Le code de la sécurité sociale est ainsi modifié :

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

Article 50

Suppression maintenue

Article 51

Alinéa sans modification

1° A (*nouveau*) Après le I de l'article L. 162-5-13, il est inséré un I bis ainsi rédigé :

« I bis. – Les tarifs mentionnés au I ne peuvent pas

Propositions de la commission

Article 50

Suppression maintenue

Article 51

Sans modification

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

Propositions de la commission

1° L'article L. 381-30 est ainsi modifié :

a) Au début du premier alinéa, les mots : « Les détenus sont affiliés » sont remplacés par les mots : « Les personnes détenues sont affiliées » ;

b) Le deuxième alinéa est remplacé par deux alinéas ainsi rédigés :

« Lorsque les personnes détenues bénéficiant d'une mesure d'aménagement de peine ou d'exécution de fin de peine dans les conditions prévues aux sections 5, 6 et 8 du chapitre II du titre II du livre V du code de procédure pénale exercent une activité professionnelle dans les mêmes conditions que les travailleurs libres, elles sont affiliées au régime d'assurance maladie et maternité dont elles relèvent au titre de cette activité.

« Sont affiliées en application du premier alinéa du présent article les personnes détenues mentionnées au deuxième alinéa lorsqu'elles n'exercent pas d'activité professionnelle dans les mêmes conditions que les travailleurs libres ou qu'elles ne remplissent pas les conditions leur permettant de bénéficier des prestations des régimes d'assurance maladie et maternité du régime dont elles relèvent au titre de leur activité. » ;

2° L'article L. 381-30-1 est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa, les mots : « Durant leur incarcération » sont supprimés et, après le mot : « application »,

donner lieu à dépassement pour les actes dispensés aux personnes détenues affiliées aux assurances maladie et maternité du régime général en application du premier alinéa de l'article L. 381-30. » ;

1° Non modifié

2° Non modifié

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

sont insérés les mots : « du premier alinéa » ;

b) Après le premier alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Ils sont dispensés de l'avance de leurs frais pour la part garantie par les assurances maladie et maternité du régime général, et les différentes participations mentionnées à l'article L. 322-2 sont prises en charge par l'État selon les modalités prévues à l'article L. 381-30-5. » ;

3° L'article L. 381-30-5 est ainsi modifié :

a) Le I est ainsi modifié :

– à la première phrase du premier alinéa, les mots : « détenus est financée par une dotation annuelle » sont remplacés par les mots : « personnes détenues affiliées en application du premier alinéa de l'article L. 381-30 est financée par une dotation annuelle de financement dans les conditions prévues à l'article L. 162-22-16 » ;

– à la seconde phrase du même alinéa, le mot : « détenus » est remplacé par les mots : « personnes détenues » ;

– après le mot : « financés », la fin de la même seconde phrase est ainsi rédigée : « selon les modalités de droit commun. » ;

– le second alinéa est supprimé ;

b) Le II est ainsi rédigé :

« II. – L'État assure la prise en charge de la part des

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

3° Non modifié

Propositions de la commission

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

—

dépenses de soins correspondant aux différentes participations de l'assuré mentionnées à l'article L. 322-2 due par les personnes détenues affiliées en application du premier alinéa de l'article L. 380-30-1 ainsi que du forfait journalier institué par l'article L. 174-4.

« Pour les soins dispensés dans les établissements de santé, il verse les montants correspondants aux établissements concernés.

« Dans les autres cas, la caisse d'assurance maladie à laquelle est affiliée la personne détenue assure le paiement de l'intégralité des frais de soins auprès des professionnels de santé dans la limite des tarifs servant de base au calcul des prestations. L'État rembourse à la caisse la part des dépenses de soins correspondant aux différentes participations de l'assuré mentionnées à l'article L. 322-2.

« Les modalités d'application du présent article sont définies par décret. »

Article 52

I. – Le code de l'action sociale et des familles est ainsi modifié :

1° Au 9° de l'article L. 312-1, après les mots : « "lits halte soins santé" », sont insérés les mots : « , les structures dénommées "lits d'accueil médicalisés" » ;

2° Au deuxième alinéa de l'article L. 314-3-3, les mots : « et les structures dénommées lits halte soins santé » sont remplacés par les mots : « , les structures dénommées "lits halte

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

—

Article 52

Sans modification

Propositions de la commission

—

Article 52

Sans modification

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

soins santé” et les structures dénommées “lits d'accueil médicalisés” ».

II. – Au premier alinéa de l'article L. 174-9-1 du code de la sécurité sociale, après les mots : « “lits halte soins santé” », sont insérés les mots : « , les structures dénommées “lits d'accueil médicalisés” ».

III. – Par dérogation à l'article L. 313-1-1 du code de l'action sociale et des familles, les structures dénommées « lits d'accueil médicalisés » ayant fait l'objet d'un agrément par l'arrêté du 20 mars 2009 portant agrément d'une expérimentation d'actions médico-sociales en faveur de personnes en situation de précarité, au titre de l'article L. 162-31 du code de la sécurité sociale, sont réputées autorisées, au titre du 9° du I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues au II de l'article L. 312-1 et à l'article L. 313-1 du même code, à compter du 1^{er} janvier 2013.

Article 53

I. – L'article L. 162-25 du code de la sécurité sociale est ainsi rédigé :

« Art. L. 162-25. – Par dérogation à l'article L. 332-1 :

« 1° L'action des établissements de santé mentionnés aux a à d de l'article L. 162-22-6 pour le paiement des prestations de l'assurance maladie se prescrit par un an à compter de la date de fin de séjour hospitalier ou, pour les consultations et actes externes mentionnés à l'article L. 162-26, à compter de la date de réalisation de l'acte ;

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

Article 53

I. – Non modifié

Propositions de la commission

Article 53

Sans modification

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

« 2° L'action des établissements médico-sociaux pour personnes handicapées mentionnés aux 2°, b du 5° et 7° de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles et qui relèvent d'une tarification sous forme de prix de journée, pour le paiement par la caisse de rattachement mentionnée à l'article L. 174-8 du présent code des prestations et soins médicaux supportés par l'assurance maladie, se prescrit par un an à compter du premier jour du mois suivant celui auquel se rapporte la prestation facturée à la caisse. »

II. – Le 2° de l'article L. 162-25 du code de la sécurité sociale s'applique aux prestations délivrées à compter du 1^{er} janvier 2013 par les établissements médico-sociaux concernés.

Article 54

I A. – À la première phrase du septième alinéa de l'article L. 314-8 du code de l'action sociale et des familles, après le mot : « sanitaire », sont insérés les mots : « ou d'un groupement de coopération sociale et médico-sociale disposant d'une pharmacie à usage intérieur ».

I. – Les huitième à avant-dernier alinéas du même article L. 314-8 sont supprimés.

II. – Le 4° du XXI de l'article L. 543-1 du même code est abrogé.

III. – Le 4° du I de l'article 80 de la loi n° 2010-1594 du

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

II. – Le ...
... 1^{er} juillet 2013 ...
... concernés.

Article 54

I A. – À ...
... familles, les
mots : « ou qui ne sont pas membres d'un groupement de coopération sanitaire » sont remplacés par les mots : « , qui ne sont pas membres d'un groupement de coopération sanitaire ou d'un groupement intérieur ».

I. – Non modifié

II. – Non modifié

III. – Non modifié

Propositions de la commission

Article 54

Sans modification

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 est abrogé.

IV. – Les I et II du présent article entrent en vigueur le 1^{er} juillet 2013.

Article 54 bis

Au troisième alinéa de l'article L. 224-5 du code de la sécurité sociale, après le mot : « sociale », sont insérés les mots : « , de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie ».

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

IV. – Non modifié

V (*nouveau*). – L'article 67 de la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la sécurité sociale pour 2012 est ainsi modifié :

1° Après le mot : « expérimentations », la fin du premier alinéa est ainsi rédigée : « visant à inscrire dans la convention pluriannuelle mentionnée à l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles des indicateurs de qualité et d'efficacité de la prise en charge assurée par les établissements accueillant des personnes âgées dépendantes mentionnés au I du même article peuvent être menées. Ces indicateurs sont suivis et évalués chaque année. » ;

2° Le deuxième alinéa est supprimé ;

3° À la fin du troisième alinéa, les mots : « approuvé par décret en Conseil d'État » sont supprimés ;

4° Après le mot : « santé », la fin de la première phrase du quatrième alinéa est supprimée.

Article 54 bis

Le code de la sécurité sociale est ainsi modifié :

1° (*nouveau*) Le chapitre IV quater du titre Ier du livre Ier est complété par un article L. 114-25 ainsi rédigé :

« Art. L. 114-25. – Des conventions de mise à disposition

Propositions de la commission

Article 54 bis

Sans modification

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

Propositions de la commission

de services, d'équipements et de biens peuvent être conclues entre les organismes chargés de la gestion d'un régime obligatoire de sécurité sociale en vue de l'accomplissement de leurs missions.

« Ces conventions fixent les conditions de remboursement par le bénéficiaire des frais lui incombant.

« Elles ne sont pas soumises aux règles prévues par le code des marchés publics ou par l'ordonnance n° 2005-649 du 6 juin 2005 relative aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au code des marchés publics si ces conventions portent sur des services, biens et équipements assurés ou gérés par l'un des organismes chargés de la gestion d'un régime obligatoire de sécurité sociale. »

2° (*nouveau*) La première phrase du II de l'article L. 216-2-1 est complétée par les mots : « , notamment agir en demande et en défense devant les juridictions ».

3° (*nouveau*) À la fin du troisième alinéa de l'article L. 224-5, les mots : « ou des organismes locaux » sont remplacés par les mots : « , des organismes locaux du régime général, de tout organisme de tout autre régime de sécurité sociale et de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie. »

4° (*nouveau*) À la fin de la seconde phrase de l'avant-dernier alinéa du même article, les mots : « , des organismes locaux du régime général et de tout organisme de tout autre régime de sécurité sociale » sont remplacés par les mots : « pour la réalisation de travaux portant sur des sujets d'intérêt commun, notamment pour les opérations immobilières »

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

Article 55

Au a bis des 1 et 2 du I, au dernier alinéa du III et aux a bis et b bis du V de l'article L. 14-10-5 du code de l'action sociale et des familles, les mots : « l'année 2012 » sont remplacés par les mots : « les années 2012 et 2013 ».

Article 55 bis

Par dérogation au IV de l'article L. 14-10-5 du code de l'action sociale et des familles et à titre exceptionnel pour l'année 2013, la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie finance une aide à la restructuration des services d'aide et d'accompagnement à domicile relevant des 1° et 2° de l'article L. 313-1-2 du même code, dans la limite de 50 millions d'euros.

Les critères et les modalités de la répartition de ces crédits entre les services mentionnés au premier alinéa du présent article sont définis par arrêté des ministres chargés du budget, de la sécurité sociale et de la cohésion sociale.

Les agences régionales de santé sont chargées de la répartition des crédits.

Ces crédits permettent aux directeurs généraux des agences régionales de santé de signer avec les services d'aide et d'accompagnement relevant des 1° et 2° de l'article L. 313-1-2 du même code des conventions de financement pluriannuelles organisant le retour à l'équilibre pérenne de leurs comptes.

Ces conventions sont également signées par le président du conseil général du département dans lequel est situé le

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

Article 55

Sans modification

Article 55 bis

Sans modification

Propositions de la commission

Article 55

Sans modification

Article 55 bis

Sans modification

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

service, le cas échéant, par les directeurs des organismes de protection sociale finançant le service au titre de leur action sociale facultative, par la personne physique ou morale gestionnaire du service demandeur et, pour les services mentionnés au 2° du même article L. 313-1-2, par le représentant de l'État dans le département dans lequel le service demandeur est situé.

Article 56

I. – Le code rural et de la pêche maritime est ainsi modifié :

1° Au premier alinéa de l'article L. 731-13, après le mot : « maternité », sont insérés les mots : « à l'exception de la cotisation prévue pour financer les prestations mentionnées à l'article L. 732-4, et des cotisations » ;

2° Après l'article L. 731-35, sont insérés des articles L. 731-35-1 et L. 731-35-2 ainsi rédigés :

« Art. L. 731-35-1. – Pour la couverture des prestations mentionnées à l'article L. 732-4, une cotisation forfaitaire est à la charge du chef d'exploitation ou d'entreprise agricole.

« Cette cotisation, qui est due par le chef d'exploitation ou d'entreprise agricole exerçant son activité à titre exclusif ou principal, est valable à la fois pour lui-même et pour les personnes mentionnées aux 2° et 3° du même article L. 732-4.

« La charge des prestations prévues audit article L. 732-4 ainsi que les frais de gestion et de contrôle médical sont couverts intégralement par le produit de la cotisation dont le

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

Article 56

I. – Alinéa sans modification

1° Non modifié

2° Non modifié

Propositions de la commission

Article 56

I. – Alinéa sans modification

1° Non modifié

2° Non modifié

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

montant est fixé, en tant que de besoin, chaque année, par arrêté des ministres chargés de l'agriculture et de la sécurité sociale, après avis d'une section spécialisée du Conseil supérieur des prestations sociales agricoles comprenant des représentants de la Caisse centrale de la mutualité sociale agricole, du groupement mentionné à l'article L. 731-31 et des organisations représentatives des chefs d'exploitation ou d'entreprise agricole.

« Les modalités d'application du présent article sont fixées par décret.

« Art. L. 731-35-2. – La Caisse centrale de mutualité sociale agricole gère un fonds spécial destiné à financer les prestations mentionnées à l'article L. 732-4 et alimenté par les cotisations prévues à l'article L. 731-35-1.

« Les excédents constatés chaque année donnent lieu à report automatique sur les exercices suivants.

« La Caisse centrale de mutualité sociale agricole rend compte annuellement de la gestion de ce fonds spécial à la section spécialisée du Conseil supérieur des prestations sociales agricoles mentionnée à l'article L. 731-35-1. » ;

3° L'article L. 732-4 est ainsi rédigé :

« Art. L. 732-4. – Bénéficiaire d'indemnités journalières lorsqu'ils se trouvent dans l'incapacité physique, temporaire, constatée par le médecin traitant, de continuer ou de reprendre le travail pour cause de maladie ou d'accident de la vie privée :

« 1° Les chefs d'exploitation ou d'entreprise agricole mentionnés au 1° de l'article L. 722-4 exerçant à titre

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

3° Alinéa sans modification

« Art. L. 732-4. – Alinéa sans modification

« 1° Non modifié

Propositions de la commission

3° Non modifié

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

Propositions de la commission

exclusif ou principal ;

« 2° Les collaborateurs d'exploitation mentionnés à l'article L. 321-5 des chefs d'exploitation ou d'entreprise agricole mentionnés au 1° du présent article ;

« 3° Les aides familiaux et les associés d'exploitation mentionnés au 2° de l'article L. 722-10 des chefs d'exploitation ou d'entreprise agricole mentionnés au 1° du présent article.

« Les indemnités journalières sont servies à l'expiration d'un délai de carence, réduit en cas d'hospitalisation, aux assurés ayant une durée minimale d'affiliation dans le régime. La durée d'indemnisation est plafonnée.

« Les modalités d'application du présent article sont fixées par décret. » ;

4° Après l'article L. 732-4, il est inséré un article L. 732-4-1 ainsi rédigé :

« Art. L. 732-4-1. – L'indemnité journalière est égale à une fraction du gain forfaitaire annuel mentionné à l'article L. 752-5. Elle est majorée à l'issue de périodes d'incapacité fixées par décret. » ;

5° L'article L. 732-6 est ainsi rédigé :

« Art. L. 732-6. – Les prestations allouées en application de l'article L. 732-3 sont, sous réserve des articles L. 732-4 et

« 2° Non modifié

« 3° Alinéa sans modification

Alinéa sans modification

« Les articles L. 323-6 et L. 323-7 du code de la sécurité sociale sont applicables au service des prestations prévues au présent article.

4° Non modifié

5° Non modifié

4° Non modifié

5° Non modifié

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

L. 732-7 à L. 732-9, celles que prévoit la section 2 du chapitre II du titre IV du présent livre relative à l'assurance maladie, maternité, invalidité des salariés des professions agricoles. » ;

6° L'article L. 732-7 est ainsi modifié :

a) Le premier alinéa est supprimé ;

b) Au début de la deuxième phrase du deuxième alinéa, les mots : « Ces statuts et règlements » sont remplacés par les mots : « Les statuts et règlements des organismes d'assurance mentionnés à l'article L. 731-30 » ;

7° À l'article L. 732-15, les mots : « en nature » sont supprimés ;

8° Au premier alinéa de l'article L. 762-4, après le mot : « maternité », sont insérés les mots : « à l'exception de la cotisation prévue pour financer les prestations mentionnées à l'article L. 762-18-1 » ;

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

5° bis (*nouveau*) Après l'article L. 732 6, il est inséré un article L. 732 6 1 ainsi rédigé :

« Art. L. 732-6-1. – La Caisse centrale de la mutualité sociale agricole conclut, au nom des caisses de mutualité sociale agricole, une convention avec les organismes assureurs mentionnés à l'article L. 731-30, qui précise les relations entre les caisses et lesdits organismes pour organiser la gestion des prestations prévues à l'article L. 732-4. Cette convention et, le cas échéant, ses avenants, sont approuvés par arrêté des ministres chargés de l'agriculture et de la sécurité sociale. » ;

6° Non modifié

7° Non modifié

8° Non modifié

Propositions de la commission

5° bis Non modifié

6° Alinéa sans modification

a) Non modifié

b) La première phrase du second alinéa est ainsi rédigée : « Les statuts et règlements des organismes d'assurance mentionnés à l'article L. 731-30 sont approuvés par les ministres chargés de l'agriculture et de la sécurité sociale. » ;

7° Non modifié

8° Non modifié

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

9° Après l'article L. 762-13, il est inséré un article L. 762-13-1 ainsi rédigé :

« Art. L. 762-13-1. – Pour l'application de l'article L. 731-13 concernant la cotisation prévue pour financer les prestations mentionnées à l'article L. 732-4, la référence à l'article L. 732-4 est remplacée par la référence à l'article L. 762-18-1. » ;

10° L'article L. 762-18 est ainsi modifié :

a) À l'avant-dernier alinéa, les mots : « et des accidents de la vie privée » sont supprimés ;

b) Le dernier alinéa est supprimé ;

11° Après l'article L. 762-18, il est inséré un article L. 762-18-1 ainsi rédigé :

« Art. L. 762-18-1. – Bénéficiaire d'indemnités journalières lorsqu'ils se trouvent dans l'incapacité physique temporaire, constatée par le médecin traitant, de continuer ou de reprendre le travail pour cause de maladie ou d'accident de la vie privée :

« 1° Les chefs d'exploitation ou d'entreprise agricole mentionnés à l'article L. 762-7 exerçant à titre exclusif ou principal ;

« 2° Les collaborateurs d'exploitation ou d'entreprise agricole mentionnés à l'article L. 321-5 des chefs d'exploitation ou d'entreprise agricole mentionnés au 1° du présent article ;

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

9° Non modifié

10° Non modifié

11° Non modifié

Propositions de la commission

9° Non modifié

10° Non modifié

11° Non modifié

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

« 3° Les aides familiaux et les associés d'exploitation mentionnés à l'article L. 722-10 des chefs d'exploitation ou d'entreprise agricole mentionnés au 1° du présent article.

« Les indemnités journalières sont servies à l'expiration d'un délai de carence, réduit en cas d'hospitalisation, aux assurés ayant une durée minimale d'affiliation dans le régime. La durée d'indemnisation est plafonnée.

« Les modalités d'application du présent article sont fixées par décret. »

II. – Le présent article entre en vigueur le 1^{er} janvier 2014.

Article 57 A

I. – Le code de la santé publique est ainsi modifié :

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

I bis (*nouveau*). – Le premier alinéa de l'article L. 134-11-1 du code de la sécurité sociale est complété par une phrase ainsi rédigée :

« Il n'est pas tenu compte dans ce solde de la différence entre les produits relatifs aux cotisations mentionnées aux articles L. 731-35-1 et L. 762-13-1 du même code et les charges relatives aux indemnités mentionnées aux articles L. 732-4 et L. 762-18-1 dudit code ainsi qu'aux frais de gestion et de contrôle médical associés à ces indemnités. »

I ter (*nouveau*). – Le 13° de l'article L. 731-2 du code rural et de la pêche maritime est complété par les mots : « dans les conditions fixées par l'article L. 134-11-1 du code de la sécurité sociale ».

II. – Non modifié

Article 57 A

Sans modification

Propositions de la commission

I bis. – Non modifié

I ter. – Non modifié

II. – Non modifié

Article 57 A

Sans modification

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

—

1° Au deuxième alinéa de l'article L. 1142-22, les mots : « hépatite C » sont remplacés par les mots : « hépatite B ou C ou le virus T-lymphotropique humain » ;

2° L'article L. 1142-23 est ainsi modifié :

a) Le 7° est abrogé ;

b) Le 8° devient le 7° ;

3° Au premier alinéa de l'article L. 1142-24-3, les mots : « hépatite C » sont remplacés par les mots : « hépatite B ou C, par le virus T-lymphotropique humain » ;

4° L'article L. 1221-14 est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa et à la première phrase du deuxième alinéa, les mots : « hépatite C » sont remplacés par les mots : « hépatite B ou C ou le virus T-lymphotropique humain » ;

b) Le premier alinéa est ainsi modifié :

– après le mot : « indemnisées », sont insérés les mots : « au titre de la solidarité nationale » ;

– sont ajoutés les mots : « , à l'exception de la seconde phrase du premier alinéa » ;

c) La seconde phrase du deuxième alinéa est remplacée par deux phrases ainsi rédigées :

« L'office recherche les circonstances de la contamination. S'agissant des contaminations par le virus de l'hépatite C, cette

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

—

Propositions de la commission

—

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

recherche est réalisée notamment dans les conditions prévues à l'article 102 de la loi n° 2002-303 du 4 mars 2002 relative aux droits des malades et à la qualité du système de santé. » ;

d) L'avant-dernier alinéa est remplacé par deux alinéas ainsi rédigés :

« Lorsque l'office a indemnisé une victime, il peut directement demander à être garanti des sommes qu'il a versées par les assureurs des structures reprises par l'Établissement français du sang en vertu du B de l'article 18 de la loi n° 98-535 du 1^{er} juillet 1998 relative au renforcement de la veille sanitaire et du contrôle de la sécurité sanitaire de produits destinés à l'homme, de l'article 60 de la loi de finances rectificative pour 2000 (n° 2000-1353 du 30 décembre 2000) et de l'article 14 de l'ordonnance n° 2005-1087 du 1^{er} septembre 2005 relative aux établissements publics nationaux à caractère sanitaire et aux contentieux en matière de transfusion sanguine, que le dommage subi par la victime soit ou non imputable à une faute.

« L'office et les tiers payeurs ne peuvent exercer d'action subrogatoire contre l'Établissement français du sang, venu aux droits et obligations des structures mentionnées à l'avant-dernier alinéa, si l'établissement de transfusion sanguine n'est pas assuré, si sa couverture d'assurance est épuisée ou encore dans le cas où le délai de validité de sa couverture est expiré. »

II. – Le IV de l'article 67 de la loi n° 2008-1330 du 17 décembre 2008 de financement de la sécurité sociale pour 2009 est complété par deux alinéas ainsi rédigés :

« Lorsque l'office a indemnisé une victime et, le cas échéant, remboursé des tiers payeurs, il peut directement demander à être garanti des sommes qu'il a versées par les

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

Propositions de la commission

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

assureurs des structures reprises par l'Établissement français du sang, en vertu du B de l'article 18 de la loi n° 98-535 du 1^{er} juillet 1998 relative au renforcement de la veille sanitaire et du contrôle de la sécurité sanitaire de produits destinés à l'homme, de l'article 60 de la loi de finances rectificative pour 2000 (n° 2000-1353 du 30 décembre 2000) et de l'article 14 de l'ordonnance n° 2005-1087 du 1^{er} septembre 2005 relative aux établissements publics nationaux à caractère sanitaire et aux contentieux en matière de transfusion sanguine, que le dommage subi par la victime soit ou non imputable à une faute.

« Les tiers payeurs ne peuvent exercer d'action subrogatoire contre l'office si l'établissement de transfusion sanguine n'est pas assuré, si sa couverture d'assurance est épuisée ou encore dans le cas où le délai de validité de sa couverture est expiré. »

III. – Le troisième alinéa du b et le d du 4° du I s'appliquent aux actions juridictionnelles engagées à compter de la date du 1^{er} juin 2010, sous réserve des décisions de justice passées en force de chose jugée.

Le II s'applique aux actions juridictionnelles en cours à la date du 1^{er} juin 2010, sous réserve des décisions de justice passées en force de chose jugée.

IV. – Lorsque l'Établissement français du sang et un assureur ont mis fin aux contrats conclus entre l'assureur et l'un des centres de transfusion sanguine repris par l'Établissement français du sang, en vertu du B de l'article 18 de la loi n° 98-535 du 1^{er} juillet 1998 relative au renforcement de la veille sanitaire et du contrôle de la sécurité sanitaire de produits destinés à l'homme, de l'article 60 de la loi de finances rectificative pour 2000 (n° 2000-1353 du 30 décembre

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

Propositions de la commission

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

2000) et de l'article 14 de l'ordonnance n° 2005-1087 du 1^{er} septembre 2005 relative aux établissements publics nationaux à caractère sanitaire et aux contentieux en matière de transfusion sanguine, couvrant l'indemnisation des victimes de préjudices résultant de la contamination par le virus de l'hépatite B ou C ou le virus T-lymphotropique humain causée par une transfusion de produits sanguins ou une injection de médicaments dérivés du sang, le montant de la somme perçue à ce titre par l'Établissement français du sang est rétrocédé à la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés.

Ce montant est réparti entre les régimes obligatoires de base d'assurance maladie dans des conditions définies par arrêté des ministres chargés de la santé et de la sécurité sociale.

Article 57

I. – Le montant de la participation des régimes obligatoires d'assurance maladie au financement du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés est fixé à 370,27 millions d'euros pour l'année 2013.

II. – Le montant de la dotation globale pour le financement de l'Office national d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales, mentionnée à l'article L. 1142-23 du code de la santé publique, est fixé à 124 millions d'euros pour l'année 2013.

III. – Le montant de la participation des régimes obligatoires d'assurance maladie au financement de l'Établissement de préparation et de réponse aux urgences sanitaires est fixé à 22,2 millions d'euros pour l'année 2013.

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture**Article 57**

I. – Non modifié

II. – Non modifié

III. – Non modifié

Propositions de la commission**Article 57**

I. – Non modifié

II. – Non modifié

III. – Non modifié

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

IV. – Le montant de la participation des régimes obligatoires d'assurance maladie au financement des agences régionales de santé au titre de leur budget de gestion est fixé, pour l'année 2013, à 160 millions d'euros, selon une répartition entre les régimes fixée par arrêté des ministres chargés de la santé, de la sécurité sociale et de l'agriculture.

V. – Le montant de la participation des régimes obligatoires d'assurance maladie au financement du fonds d'intervention pour la qualité et la coordination des soins est fixé à 43 millions d'euros pour l'année 2013. Le montant maximal des dépenses de ce fonds est fixé à 65,1 millions d'euros pour l'année 2013.

VI. – Le montant de la contribution de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie au financement des agences régionales de santé au titre de leurs actions concernant les prises en charge et accompagnements en direction des personnes âgées ou handicapées, mentionnée au 3° de l'article L. 1432-6 du code de la santé publique, est fixé à 83,65 millions d'euros pour l'année 2013, qui sont répartis entre actions par arrêté du ministre chargé des personnes âgées et des personnes handicapées.

VII. – Après le III quater de l'article 40 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2001 (n° 2000-1257 du 23 décembre 2000), il est inséré un III quinquies ainsi rédigé :

« III quinquies. – Le fonds peut financer les missions d'ampleur nationale pilotées ou conduites au bénéfice des établissements de santé déléguées par le ministre chargé de la santé au groupement d'intérêt public chargé du développement des systèmes d'information de santé partagés mentionné à l'article L. 1111-24 du code de la santé publique. »

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

IV. – Non modifié

V. – Non modifié

VI. – Non modifié

VII. – Non modifié

Propositions de la commission

IV. – Non modifié

V. – Non modifié

VI. – Non modifié

VII. – *Supprimé*

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

VIII. – A. – Le code de la sécurité sociale est ainsi modifié :

1° Le titre III du livre I^{er} est ainsi modifié :

a) L'article L. 138-8 est ainsi rédigé :

« Art. L. 138-8. – Le produit de la contribution est affecté à la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés. » ;

b) L'article L. 138-18 est ainsi rédigé :

« Art. L. 138-18. – Le produit de la contribution est affecté à la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés. » ;

2° Le titre VI du livre I^{er} est ainsi modifié :

a) À la fin de la première phrase du 2° de l'article L. 161-45, les mots : « les conditions prévues aux articles L. 162-22-15 et L. 174-2 » sont remplacés par les mots : « des conditions fixées par décret » ;

b) Au premier alinéa de l'article L. 162-18, les mots : « , la Caisse nationale d'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles et la Caisse centrale de mutualité sociale agricole » sont supprimés ;

c) L'article L. 162-37 est ainsi rédigé :

« Art. L. 162-37. – Le montant des remises prévues aux articles L. 162-18 et L. 165-4 est versé à la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés. » ;

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

VIII. – A. – Alinéa sans modification

1° Non modifié

2° Alinéa sans modification

a) Non modifié

b) Non modifié

c) Non modifié

Propositions de la commission

VIII. – Non modifié

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

—

d) À la deuxième phrase du premier alinéa de l'article L. 165-4, les mots : « , la Caisse nationale d'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles et la Caisse centrale de mutualité sociale agricole » sont supprimés ;

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

—

d) Non modifié

e) *(nouveau)* L'article L. 162-17-2-1 est ainsi modifié :

– la première phrase de l'avant-dernier alinéa est complétée par les mots : « , son produit est affecté selon les modalités prévues à l'article L. 162-37 » ;

– au dernier alinéa, les mots : « et les délais de procédure, les modes de calcul » sont remplacés par les mots : « , les délais de procédure et les modes de calcul » et les mots : « et la répartition de son produit entre les organismes de sécurité sociale » sont supprimés ;

f) *(nouveau)* Après le mot : « affecté », la fin de la seconde phrase du seizième alinéa de l'article L. 162-17-4 est ainsi rédigée : « selon les modalités prévues à l'article L. 162-37. » ;

g) *(nouveau)* À la deuxième phrase de l'avant-dernier alinéa de l'article L. 162-17-4-1, les mots : « aux régimes obligatoires de base d'assurance maladie » sont supprimés ;

h) *(nouveau)* L'article L. 162-17-7 est ainsi modifié :

– au troisième alinéa, les mots : « , les modes de calcul de la pénalité financière et la répartition de son produit entre les organismes de sécurité sociale » sont remplacés par les mots : « et les modes de calcul de la pénalité financière » ;

Propositions de la commission

—

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

Propositions de la commission

—

– après le mot : « affecté », la fin de la seconde phrase de l'avant dernier alinéa est ainsi rédigée : « selon les modalités prévues à l'article L. 162-37. » ;

i) (*nouveau*) À la deuxième phrase de l'avant-dernier alinéa de l'article L. 162-17-8 et du dernier alinéa du II de l'article L. 165-1-2, les mots : « aux régimes obligatoires de base d'assurance maladie » sont supprimés ;

j) (*nouveau*) L'article L. 165-3 est ainsi modifié :

– après le mot : « affecté », la fin de la deuxième phrase de l'avant-dernier alinéa est ainsi rédigée : « selon les modalités prévues à l'article L. 162-37. » ;

– au dernier alinéa, les mots : « , ainsi que la répartition de son produit entre les organismes de sécurité sociale, » sont supprimés ;

k) (*nouveau*) L'article L. 165-5 est ainsi modifié :

– après le mot : « affecté », la fin de la deuxième phrase de l'avant dernier alinéa est ainsi rédigée : « selon les modalités prévues à l'article L. 162-37. » ;

– au dernier alinéa, les mots : « et les délais de procédure, les modes de calcul de la pénalité financière mentionnée aux deux alinéas précédents et la répartition de son produit entre les organismes de sécurité sociale » sont remplacés par les mots : « , les délais de procédure et les modes de calcul de la pénalité financière » ;

l) (*nouveau*) À la deuxième phrase de l'avant-dernier alinéa de l'article L. 165 13, les mots : « aux régimes

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

3° La seconde phrase du II de l'article L. 221-1-1 est ainsi rédigée :

« Le versement et la répartition de la dotation entre les régimes sont réalisés dans des conditions fixées par décret. »

B. – Le code de la santé publique est ainsi modifié :

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

obligatoires de base d'assurance maladie » sont supprimés ;

3° L'article L. 221-1-1 est ainsi modifié :

a) La seconde phrase du II est ainsi rédigée :

Alinéa sans modification

b) (*nouveau*) À la première phrase du III, les mots : « d'un comité national de gestion associant des représentants de l'État et des représentants du collège des directeurs de l'Union nationale des caisses d'assurance maladie et » sont supprimés ;

c) (*nouveau*) Au premier alinéa du IV, les mots : « comité national de gestion » sont remplacés par les mots : « conseil national de pilotage des agences régionales de santé prévu à l'article L. 1433-1 du code de la santé publique » ;

d) (*nouveau*) Après le mot : « au », la fin de la première phrase du dernier alinéa du même IV est ainsi rédigée : « conseil national de pilotage des agences régionales de santé. » ;

e) (*nouveau*) À la première phrase du premier alinéa du V, les mots : « comité national de gestion » sont remplacés par les mots : « conseil national de pilotage des agences régionales de santé » ;

f) (*nouveau*) Le second alinéa du V est supprimé ;

g) (*nouveau*) Au VII, les mots : « du comité national de gestion, » sont supprimés.

B. – Alinéa sans modification

Propositions de la commission

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

Propositions de la commission

1° Le douzième alinéa de l'article L. 1142-23 est ainsi rédigé :

« 1° Une dotation des régimes obligatoires d'assurance maladie versée et répartie dans des conditions fixées par décret ; »

2° Le 4° de l'article L. 1222-8 est complété par une phrase ainsi rédigée :

« La participation des organismes d'assurance maladie est versée et répartie entre les régimes dans des conditions fixées par décret ; »

3° Le 2° de l'article L. 1417-8 est ainsi rédigé :

« 2° Par une dotation des régimes obligatoires d'assurance maladie versée et répartie entre les régimes dans des conditions fixées par décret ; »

4° Le 2° de l'article L. 1418-7 est ainsi rédigé :

« 2° Une dotation des régimes obligatoires d'assurance maladie versée et répartie dans des conditions fixées par décret ; »

5° À la fin du 5° de l'article L. 3135-4, les mots : « répartie entre les régimes selon les règles définies à l'article L. 174-2 du code de la sécurité sociale » sont remplacés par une

1° Non modifié

2° Non modifié

3° Non modifié

4° Non modifié

4° bis (*nouveau*) L'avant-dernier alinéa de l'article L. 1433-1 est complété par les mots : « du présent code et du fonds mentionné à l'article L. 221-1-1 du code de la sécurité sociale » ;

5° Non modifié

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

Propositions de la commission

phrase ainsi rédigée :

« Le versement et la répartition de la contribution entre les régimes sont réalisés dans des conditions fixées par décret ; »

6° À la fin du 1° de l'article L. 6113-10-2, les mots : « versée et répartie dans les conditions prévues aux articles L. 162-22-15 et L. 174-2 du code de la sécurité sociale » sont remplacés par une phrase ainsi rédigée :

« Le versement et la répartition de la contribution entre les régimes sont réalisés dans des conditions fixées par décret ; ».

C. – Le 3° de l'article L. 731-2 du code rural et de la pêche maritime est abrogé.

D. – Le 2° du I de l'article 4 de la loi n° 2002-73 du 17 janvier 2002 de modernisation sociale est ainsi rédigé :

« 2° Une dotation des régimes obligatoires d'assurance maladie versée et répartie entre les régimes dans des conditions fixées par décret ; ».

E. – À la fin du troisième alinéa de l'article 116 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière, les mots : « , versée et répartie dans les conditions prévues aux articles L. 162-22-15 et L. 174-2 du code de la sécurité sociale » sont remplacés par une phrase ainsi rédigée :

« La participation des organismes d'assurance maladie

6° Non modifié

C. – Non modifié

D. – Non modifié

E. – Non modifié

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

est versée et répartie entre les régimes dans des conditions fixées par décret. »

F. – À l'article 69 de la loi n° 2008-1330 du 17 décembre 2008 de financement de la sécurité sociale pour 2009, les mots : « les conditions prévues aux articles L. 162-22-15 et L. 174-2 du code de la sécurité sociale » sont remplacés par les mots : « des conditions fixées par décret ».

G. – La seconde phrase du premier alinéa du V de l'article 40 de la loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000 précitée est ainsi rédigée :

« Le versement et la répartition entre les différents régimes sont réalisés dans des conditions fixées par décret. »

Article 57 bis

Avant le 31 mars 2013, le Gouvernement remet au Parlement un rapport sur le dossier médical personnel. Ce rapport produit les résultats d'un audit portant sur le caractère opérationnel du dossier médical personnel et sa gestion par l'Agence des systèmes d'information partagés de santé. Il formule des propositions quant à l'opportunité de la poursuite du projet.

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

F. – Non modifié

G. – Non modifié

Article 57 bis

Sans modification

Propositions de la commission

Article 57 bis

Sans modification

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture**Article 58**

Pour l'année 2013, les objectifs de dépenses de la branche Maladie, maternité, invalidité et décès sont fixés :

1° Pour l'ensemble des régimes obligatoires de base de sécurité sociale, à 190,1 milliards d'euros ;

2° Pour le régime général de la sécurité sociale, à 165,0 milliards d'euros.

Article 59

Pour l'année 2013, l'objectif national de dépenses d'assurance maladie de l'ensemble des régimes obligatoires de base et ses sous-objectifs sont fixés comme suit :

(en milliards d'euros)

	Objectif de dépenses
Dépenses de soins de ville	80,5
Dépenses relatives aux établissements de santé tarifés à l'activité	56,7
Autres dépenses relatives aux établissements de santé	19,8
Contribution de l'assurance maladie aux dépenses en établissements et services pour personnes âgées	8,4
Contribution de l'assurance maladie aux dépenses en établissements et services pour personnes handicapées	8,7
Dépenses relatives aux autres modes de prise	1,3

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture**Article 58**

Sans modification

Article 59

Sans modification

Propositions de la commission**Article 58**

Sans modification

Article 59

Sans modification

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

—

en charge	
Total	175,4

Section 2

Dispositions relatives aux dépenses d'assurance vieillesse

Article 60

Le premier alinéa de l'article L. 732-21 du code rural et de la pêche maritime est complété par les mots et une phrase ainsi rédigée : « , composée des pensions de retraite forfaitaire et de retraite proportionnelle dans les conditions prévues aux 1° et 2° des articles L. 732-24 et L. 762-29. Les modalités de calcul de la pension sont fixées par décret. »

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

—

Section 2

Dispositions relatives aux dépenses d'assurance vieillesse

Article 60

I. – Le premier ...

... 2° de l'article L. 732-24. Les modalités de calcul de la pension sont fixées par décret. »

II (*nouveau*). – L'article L. 762-28 du même code est ainsi modifié :

1° Après le premier alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« L'interruption d'activité résultant de maladie ou d'infirmité grave empêchant toute activité professionnelle ne prive pas l'intéressé de droit à la pension de retraite, composée des pensions de retraite forfaitaire et de retraite proportionnelle dans les conditions prévues aux 1° et 2° de l'article L. 762-29. Les modalités de calcul de la pension sont fixées par décret. » ;

2° Au second alinéa, les mots : « ou de maladie ou d'infirmités graves » sont supprimés.

Propositions de la commission

—

Section 2

Dispositions relatives aux dépenses d'assurance vieillesse

Article 60

Sans modification

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

Article 61

I. – Les I et II de l'article L. 221-1-2 du code de la sécurité sociale sont ainsi rédigés :

« I. – Les ressources de ce fonds sont celles qui lui sont spécifiquement affectées par les parties conventionnelles.

« II. – Pour les médecins libéraux, le fonds peut participer au financement de l'aide mentionnée à l'article 16 de la loi n° 2004-810 du 13 août 2004 relative à l'assurance maladie.

« Pour l'ensemble des professionnels de santé libéraux conventionnés et pour les professionnels exerçant au sein de structures mentionnées à l'article L. 6323-1 du code de la santé publique, le fonds peut financer le développement professionnel continu et participer à des actions d'accompagnement de l'informatisation. »

II. – L'article 4 de la loi n° 88-16 du 5 janvier 1988 relative à la sécurité sociale est abrogé.

III. – Le solde, constaté au 31 décembre 2012, de la sous-section du fonds mentionné à l'article L. 221-1-2 du code de la sécurité sociale retraçant les recettes et les dépenses liées au produit de la cotisation et au service de l'allocation de remplacement, prévues à l'article 4 de la loi n° 88-16 du 5 janvier 1988 relative à la sécurité sociale, est affecté à la section du fonds relative aux médecins.

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

Article 61

Sans modification

Propositions de la commission

Article 61

Sans modification

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

—
Article 62

L'article L. 645-5 du code de la sécurité sociale est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Pour l'application du premier alinéa, une valeur de service plus favorable peut être prévue par décret pour les pensions de réversion, au titre d'un nombre de points n'excédant pas un seuil défini par décret. »

Article 63

I. – Le code des transports est ainsi modifié :

1° L'article L. 5552-31 est ainsi modifié :

a) À la première phrase du premier alinéa, les mots : « de la pension de réversion » sont remplacés par les mots : « définie par décret en Conseil d'État de la pension dont le marin était ou aurait été titulaire » ;

b) Au second alinéa, après le mot : « pension », sont insérés les mots : « de réversion » et, après le mot : « enfants », sont insérés les mots : « dans les conditions fixées à l'article L. 5552-36 » ;

c) Le même alinéa est complété par les mots : « et de l'âge prévu à l'article L. 5552-33 » ;

2° L'article L. 5552-34 est abrogé ;

3° L'article L. 5552-36 est ainsi rédigé :

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

—
Article 62

Sans modification

Article 63

Sans modification

Propositions de la commission

—
Article 62

Sans modification

Article 63

Sans modification

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

—

« Art. L. 5552-36. – En cas de pluralité d'ayants cause du marin, la pension de réversion prévue à l'article L. 5552-25 est répartie entre les bénéficiaires des différents lits comme suit :

« 1° Les conjoints survivants ou divorcés ayant droit à la pension de réversion ont droit à une part de la pension de réversion correspondant au rapport entre leur nombre et le nombre total de lits en présence. Cette part est ensuite partagée entre eux au prorata de la durée respective de chaque mariage. Un lit est constitué soit par le conjoint survivant, soit par chaque conjoint divorcé survivant, soit par chaque fratrie d'orphelins du marin dont l'autre parent n'a pas ou plus droit à pension de réversion ;

« 2° La différence entre le montant global de la pension de réversion et la part de cette pension versée aux conjoints survivants ou divorcés en application du 1° est répartie également entre les orphelins ayant droit à cette pension mentionnés au même 1°. » ;

4° L'article L. 5552-37 est ainsi rédigé :

« Art. L. 5552-37. – Lorsqu'au décès du marin il existe plusieurs conjoints ou anciens conjoints survivants ayant droit à l'allocation annuelle proportionnelle prévue à l'article L. 5552-29, cette allocation est répartie entre eux au prorata de la durée respective de chaque mariage. » ;

5° Au premier alinéa de l'article L. 5552-44, après la référence : « L. 5552-31 », sont insérées les références : « , L. 5552-36, L. 5552-37 ».

II. – Le I est applicable aux pensions de réversion

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

—

Propositions de la commission

—

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

liquidées à compter du 1^{er} janvier 2013.

Dans les cas où son application conduit à la révision et à la liquidation d'une pension inférieure à ce que percevait l'ayant cause du marin avant le 1^{er} janvier 2013, cet ayant cause conserve le bénéfice de l'ancienne pension jusqu'à la notification du nouveau montant calculé en application de l'article L. 5552-36 du code des transports, dans sa rédaction issue de la présente loi. Le trop-perçu ne peut faire l'objet d'aucune demande de l'administration tendant à la répétition des sommes indûment versées.

Article 63 bis

L'ordonnance n° 2002-411 du 27 mars 2002 relative à la protection sanitaire et sociale à Mayotte est ainsi modifiée :

1° L'article 13 est ainsi rédigé :

« Art. 13. – Le coefficient annuel de revalorisation des pensions de vieillesse servies par le régime mahorais est fixé à la même date et au même taux que ceux applicables au régime général d'assurance vieillesse en application de l'article L. 161-23-1 du code de la sécurité sociale. » ;

2° L'article 29 est ainsi modifié :

a) Au début, il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« Le coefficient annuel de revalorisation de l'allocation spéciale pour les personnes âgées est fixé dans les conditions prévues à l'article 13 de la présente ordonnance. » ;

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

Article 63 bis

Sans modification

Propositions de la commission

Article 63 bis

Sans modification

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

b) Au premier alinéa, les mots : « ainsi que les modalités de revalorisation sont fixés » sont remplacés par les mots : « est fixé ».

Article 63 ter

I. – Les cotisations versées du 13 juillet 2010 au 31 décembre 2011 par l'assuré né entre le 1^{er} janvier 1952 et le 31 décembre 1955 inclus, en application des articles L. 351-14-1, L. 634-2-2, L. 643-2 et L. 723-10-3 du code de la sécurité sociale, de l'article L. 732-27-1 du code rural et de la pêche maritime et de l'article L. 9 bis du code des pensions civiles et militaires de retraite, ainsi que celles versées en application des dispositions réglementaires ayant le même objet applicables aux fonctionnaires affiliés à la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales et aux ouvriers régis par le régime des pensions des ouvriers des établissements industriels de l'État, lui sont remboursées sur sa demande à la condition qu'il n'ait fait valoir aucun des droits aux pensions personnelles de retraite auxquels il peut prétendre au titre des régimes légaux ou rendus légalement obligatoires, de base et complémentaires. Les demandes de remboursement doivent être présentées dans un délai d'un an à compter de la promulgation de la présente loi. Les assurés concernés, qu'ils résident en France ou hors de France, sont informés de cette possibilité.

Le montant des cotisations à rembourser est calculé en revalorisant les cotisations versées par l'assuré par application chaque année du coefficient annuel de revalorisation mentionné à l'article L. 161-23-1 du code de la sécurité sociale.

II. – 1. Le I du présent article est applicable aux salariés agricoles mentionnés au premier alinéa de l'article L. 742-3 du

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

Article 63 ter

Sans modification

Propositions de la commission

Article 63 ter

Sans modification

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

code rural et de la pêche maritime et aux personnes mentionnées à l'article L. 382-29 du code de la sécurité sociale.

2. Le I du présent article est applicable dans les mêmes conditions aux rachats mentionnés aux articles L. 351-14, L. 742-2 et L. 742-7 du code de la sécurité sociale et à l'article L. 732-52 du code rural et de la pêche maritime.

Article 63 quater

I. – Les bénéficiaires d'une pension de retraite versée par un organisme français et résidant hors de France doivent fournir une fois par an au plus à leurs caisses de retraite un justificatif d'existence.

II. – La suspension du versement de la pension de retraite dans le cas où le bénéficiaire ne justifie pas de son existence ne peut avoir lieu qu'à l'expiration d'un délai minimal d'un mois à compter de la date fixée par la caisse de retraite pour la réception du justificatif.

III. – Est autorisée la mutualisation des certificats d'existence, pour un même assuré, par l'ensemble des régimes obligatoires de retraite, dans des conditions fixées par décret.

Article 64

Pour l'année 2013, les objectifs de dépenses de la branche Vieillesse sont fixés :

1° Pour l'ensemble des régimes obligatoires de base de

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

Article 63 quater

I. – Non modifié

II. – Non modifié

III. – Les régimes obligatoires de retraite peuvent mutualiser la gestion des certificats d'existence, dans des conditions fixées par décret.

Article 64

Sans modification

Propositions de la commission

Article 63 quater

Sans modification

Article 64

Sans modification

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

sécurité sociale, à 218,6 milliards d'euros ;

2° Pour le régime général de la sécurité sociale, à 115,3 milliards d'euros.

Section 3

Dispositions relatives aux dépenses de la branche accidents du travail et maladies professionnelles

Article 65

I. – Le code de la sécurité sociale est ainsi modifié :

1° Le c du I de l'article L. 241-10 est ainsi modifié :

a) Au dernier alinéa, les mots : « de la législation des accidents du travail ou » sont supprimés ;

b) Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« – soit d'une prestation complémentaire pour recours à tierce personne servie au titre de la législation des accidents du travail ; »

2° Le troisième alinéa de l'article L. 434-2 est ainsi rédigé :

« La victime titulaire d'une rente, dont l'incapacité permanente est égale ou supérieure à un taux minimum, a droit à une prestation complémentaire pour recours à tierce personne lorsqu'elle est dans l'incapacité d'accomplir seule les actes ordinaires de la vie. Le barème de cette prestation est fixé en fonction des besoins d'assistance par une tierce personne de la

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

Section 3

Dispositions relatives aux dépenses de la branche accidents du travail et maladies professionnelles

Article 65

I. – Alinéa sans modification

1° Non modifié

2° Non modifié

Propositions de la commission

Section 3

Dispositions relatives aux dépenses de la branche accidents du travail et maladies professionnelles

Article 65

Sans modification

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

victime, évalués selon des modalités précisées par décret. Elle est revalorisée dans les conditions prévues à l'article L. 341-6. » ;

3° Le troisième alinéa de l'article L. 413-4 est ainsi rédigé :

« 2° La prestation complémentaire pour recours à tierce personne mentionnée à l'article L. 434-2. » ;

4° À l'article L. 413-7, le mot : « majorations » est remplacé par le mot : « prestations » ;

5° À la première phrase de l'avant-dernier alinéa de l'article L. 443-1, les mots : « majoration pour » sont remplacés par les mots : « prestation complémentaire pour recours à » ;

6° Au huitième alinéa de l'article L. 821-1, les mots : « majoration pour aide d'une » sont remplacés par les mots : « prestation complémentaire pour recours à ».

II. – L'article L. 232-23 du code de l'action sociale et des familles est complété par les mots : « , ni avec la prestation complémentaire pour recours à tierce personne prévue à l'article L. 434-2 du même code ».

III. – Le code rural et de la pêche maritime est ainsi modifié :

1° Au septième alinéa de l'article L. 752-6, les mots : « le montant de la rente est majoré. La majoration ne peut être inférieure au montant minimum prévu » sont remplacés par les mots : « cette victime a droit à la prestation complémentaire pour

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

3° Non modifié

4° Non modifié

5° À ...

... « majoration pour assistance d'une »
sont à » ;

6° Non modifié

II. – Non modifié

III. – Non modifié

Propositions de la commission

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

recours à tierce personne prévue » ;

2° Le début du 2° du I de l'article L. 751-43 est ainsi rédigé :
« 2° La prestation complémentaire pour recours à tierce personne
mentionnée à l'article ... (le reste sans changement). » ;

3° Le début de la seconde phrase du 3° de l'article
L. 753-8 est ainsi rédigé : « Son montant est calculé
conformément aux dispositions prévues pour la prestation
complémentaire pour recours à tierce personne mentionnée au
troisième alinéa de l'article ... (le reste sans changement). »

IV. – Le présent article entre en vigueur le 1^{er} mars 2013.

Les bénéficiaires de la majoration pour tierce personne
prévue au troisième alinéa de l'article L. 434-2 du code de la
sécurité sociale, dans sa rédaction antérieure à l'entrée en
vigueur du présent article, en conservent le bénéfice tant qu'ils
remplissent les conditions d'attribution. Ils peuvent à tout
moment opter, dans des conditions prévues par décret, pour le
bénéfice de la prestation complémentaire pour recours à tierce
personne. Cette option est définitive.

Article 66

I. – Le code de la sécurité sociale est ainsi modifié :

1° L'article L. 452-2 est ainsi modifié :

a) Après le mot : « récupère », la fin du sixième alinéa
est ainsi rédigée : « le capital représentatif auprès de
l'employeur dans des conditions déterminées par décret. » ;

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

IV. – Non modifié

Article 66

Sans modification

Propositions de la commission

Article 66

Sans modification

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

b) Les deux derniers alinéas sont supprimés ;

2° Après l'article L. 452-3, il est inséré un article L. 452-3-1 ainsi rédigé :

« Art. L. 452-3-1. – Quelles que soient les conditions d'information de l'employeur par la caisse au cours de la procédure d'admission du caractère professionnel de l'accident ou de la maladie, la reconnaissance de la faute inexcusable de l'employeur par une décision de justice passée en force de chose jugée emporte l'obligation pour celui-ci de s'acquitter des sommes dont il est redevable à raison des articles L. 452-1 à L. 452-3. » ;

3° Au dernier alinéa de l'article L. 452-4, les mots : « des cotisations complémentaires prévues à l'article L. 452-2 et, au cas de cession ou de cessation de l'entreprise, le paiement du capital mentionné au même article sont garantis » sont remplacés par les mots : « du capital prévu à l'article L. 452-2 est garanti ».

II. – Les 1° et 3° du I sont applicables au titre des majorations de rente et d'indemnités en capital ayant pris effet à compter du 1^{er} avril 2013. Le 2 du même I est applicable aux actions en reconnaissance de la faute inexcusable de l'employeur introduites devant les tribunaux des affaires de sécurité sociale à compter du 1^{er} janvier 2013.

Article 67

I. – L'article 41 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 1999 (n° 98-1194 du 23 décembre 1998) est ainsi

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

Article 67

Sans modification

Propositions de la commission

Article 67

Sans modification

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

modifié :

1° Le II est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Les deuxième et troisième phrases du troisième alinéa sont applicables aux bénéficiaires et anciens bénéficiaires d'une allocation ayant un objet analogue à celle prévue au présent article et servie à raison de l'exercice d'une activité professionnelle emportant affiliation à un régime mentionné à l'article L. 711-1 du code de la sécurité sociale, ainsi qu'aux bénéficiaires de pensions de vieillesse servies par l'un de ces régimes. » ;

2° À la deuxième phrase du premier alinéa du III, le mot : « dernier » est remplacé par le mot : « troisième ».

II. – Après les mots : « présent code, », la fin du premier alinéa de l'article L. 341-14-1 du code de la sécurité sociale est ainsi rédigé : « des articles L. 732-18-1, L. 732-18-2, L. 732-18-3 du code rural et de la pêche maritime ou des troisième et quatrième alinéas du II de l'article 41 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 1999 (n° 98-1194 du 23 décembre 1998).

Article 68

Le montant du versement mentionné à l'article L. 176-1 du code de la sécurité sociale est fixé, pour l'année 2013, à 790 millions d'euros.

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

Article 68

Sans modification

Propositions de la commission

Article 68

Sans modification

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

Article 69

I. – Le montant de la contribution de la branche Accidents du travail et maladies professionnelles du régime général de la sécurité sociale au financement du Fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante est fixé à 115 millions d'euros pour l'année 2013.

II. – Le montant de la contribution de la branche Accidents du travail et maladies professionnelles du régime général de la sécurité sociale au financement du Fonds de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante est fixé à 890 millions d'euros pour l'année 2013.

Article 69 bis

Le Gouvernement remet au Parlement, avant le 1^{er} juillet 2013, un rapport sur les modalités de création d'une nouvelle voie d'accès individuelle au dispositif de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ce rapport présente la faisabilité d'une admission sur présomption d'exposition significative à partir d'un faisceau d'indices tels le secteur d'activité, la durée d'exposition, la période d'activité ou les conditions d'exercice.

Article 70

Pour l'année 2013, les objectifs de dépenses de la branche Accidents du travail et maladies professionnelles sont fixés :

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

Article 69

Sans modification

Article 69 bis

Sans modification

Article 70

Sans modification

Propositions de la commission

Article 69

Sans modification

Article 69 bis

Sans modification

Article 70

Sans modification

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

—

1° Pour l'ensemble des régimes obligatoires de base de sécurité sociale, à 13,3 milliards d'euros ;

2° Pour le régime général de la sécurité sociale, à 11,9 milliards d'euros.

Section 4

Dispositions relatives aux dépenses de la branche famille

Article 71

I. – Les organismes débiteurs des prestations familiales qui figurent sur une liste fixée par arrêté du ministre chargé de la famille expérimentent, par dérogation aux articles L. 531-1 et L. 531-5 du code de la sécurité sociale, le versement à l'assistant maternel agréé de la prise en charge prévue au b du même article L. 531-5, dans les conditions et selon les modalités fixées au présent article.

II. – Peuvent prendre part à l'expérimentation, sous réserve de leur accord :

1° La personne en emploi ou engagée dans un parcours d'insertion sociale ou professionnelle et dont les ressources, telles que définies à l'article L. 262-3 du code de l'action sociale et des familles, sont inférieures au revenu garanti prévu à l'article L. 262-2 du même code ;

2° L'assistant maternel, au sens de l'article L. 421-1 du même code, qui accueille simultanément un nombre d'enfants inférieur au nombre maximal fixé par l'agrément délivré dans les conditions prévues à l'article L. 421-3 du même code ;

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

—

Section 4

Dispositions relatives aux dépenses de la branche famille

Article 71

Sans modification

Propositions de la commission

—

Section 4

Dispositions relatives aux dépenses de la branche famille

Article 71

Sans modification

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

—

Une convention signée entre l'organisme débiteur des prestations familiales et les personnes mentionnées aux 1° et 2° du présent II rappelle leurs engagements respectifs, notamment ceux définis aux III et IV du présent article.

Pour l'application des dispositions législatives et réglementaires fiscales et sociales, la prise en charge mentionnée au premier alinéa du présent article, versée directement à l'assistant maternel, est considérée comme une rémunération versée par les parents à l'assistant maternel. Le a du I de l'article L. 531-5 et l'article L. 531-8 du code de la sécurité sociale leur sont applicables. Les parents employeurs déduisent le montant de la prise en charge de la rémunération qu'ils versent à l'assistant maternel.

III. – La personne prenant part à l'expérimentation est l'employeur de l'assistant maternel. Elle s'engage à suivre les actions d'accompagnement proposées par l'organisme débiteur des prestations familiales, les collectivités ou les organismes mentionnés au VI.

IV. – L'assistant maternel prenant part à l'expérimentation s'engage à :

1° Accueillir le ou les mineurs aux horaires spécifiques de travail de l'employeur définis au 1° du III de l'article L. 531-5 du code de la sécurité sociale, en urgence ou sur des périodes de très courte durée, si les conditions d'accueil le nécessitent ;

2° Suivre les actions d'accompagnement proposées par l'organisme débiteur des prestations familiales, les collectivités ou les organismes mentionnés au VI du présent article.

V. – La participation à l'expérimentation des personnes

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

Propositions de la commission

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

—

mentionnées au II prend fin en cas de cessation de recours à l'assistant maternel, de notification du souhait de ne plus prendre part à l'expérimentation ou de non-respect des engagements prévus au troisième alinéa du II. Lorsque les ressources du foyer de l'employeur dépassent, au cours de l'expérimentation, le revenu garanti mentionné au 1° du II, il n'est pas mis fin au versement du complément de libre choix du mode de garde dans les conditions prévues au présent article.

VI. – L'expérimentation est conduite par l'organisme débiteur des prestations familiales, en partenariat avec les collectivités territoriales ou leurs groupements et les organismes locaux en charge de l'information et du conseil aux professionnels de la petite enfance, pour une durée de deux ans à compter de la publication de l'arrêté mentionné au I et au plus tard jusqu'au 1^{er} juillet 2015.

Le Gouvernement transmet au Parlement un rapport d'évaluation avant la fin de l'expérimentation, assorti des observations des organismes débiteurs des prestations familiales, des collectivités et des organismes ayant participé à l'expérimentation.

Article 71 bis

I. – Le code de la sécurité sociale est ainsi modifié :

1° Après la section 2 du chapitre II du titre IV du livre V, est insérée une section 3 ainsi rédigée :

« Section 3

« Dispositions relatives aux locataires

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

—

Article 71 bis

I. – Alinéa sans modification

1° Non modifié

Propositions de la commission

—

Article 71 bis

Sans modification

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

« Art. L. 542-7-1. – La décision déclarant la recevabilité de la demande mentionnée à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 331-3-1 du code de la consommation emporte rétablissement des droits à l'allocation de logement pour les locataires. Sauf dans le cas prévu au dernier alinéa du II de l'article L. 553-4 du présent code ou refus du bailleur, le déblocage des allocations s'effectue au profit de ce dernier. » ;

2° Au dernier alinéa de l'article L. 755-21, après la référence : « L. 542-7 », est insérée la référence : « , L. 542-7-1 » ;

3° Le chapitre 1^{er} du titre III du livre VIII est complété par une section 2 ainsi rédigée :

« Section 2
« Dispositions relatives aux locataires

« Art. L. 831-7-1. – La décision déclarant la recevabilité de la demande mentionnée à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 331-3-1 du code de la consommation emporte rétablissement des droits à l'allocation de logement pour les locataires. Sauf dans le cas prévu à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 835-2 du présent code ou refus du bailleur, le déblocage des allocations s'effectue au profit de ce dernier. »

II. – Le 2° du I est applicable à Saint-Barthélemy et à Saint-Martin.

III. – Le présent article entre en vigueur le 1^{er} janvier 2013 et s'applique à compter de cette date, à la demande du débiteur, aux demandes prévues au I de l'article L. 331-3 du code de la consommation déclarées recevables et en cours d'instruction.

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

2° Non modifié

3° Alinéa sans modification

Division et intitulé sans modification

« Art. L. 831-8. – La ...

... dernier. »

II. – Non modifié

III. – Non modifié

Propositions de la commission

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

Article 71 ter

I. – La section 2 du chapitre V du titre II du livre II de la première partie du code du travail est ainsi modifiée :

A. – L'intitulé est complété par les mots : « et d'accueil de l'enfant » ;

B. – L'article L. 1225-35 est ainsi modifié :

1° Au premier alinéa, les mots : « salarié bénéficiaire d'un congé de paternité » sont remplacés par les mots : « le conjoint salarié, la personne salariée vivant maritalement avec la mère de l'enfant ou ayant conclu avec celle-ci un pacte civil de solidarité bénéficie d'un congé de paternité et d'accueil de l'enfant » ;

2° Après le premier alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Par dérogation aux dispositions du premier alinéa, lorsque la personne salariée conjointe de la mère de l'enfant, liée à elle par un pacte civil de solidarité ou vivant maritalement avec elle n'est pas le père, le bénéfice du congé revient à cette personne. » ;

3° Aux deux derniers alinéas, après le mot : « paternité », sont insérés les mots : « et d'accueil de l'enfant » ;

C. – À l'article L. 1225-36, après le mot : « paternité », sont insérés les mots : « et d'accueil de l'enfant ».

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

Article 71 ter

I. – Alinéa sans modification

A. – Non modifié

B. – Alinéa sans modification

1° Le début du premier alinéa est ainsi rédigé : « Après la naissance de l'enfant et dans un délai déterminé par décret, le père salarié ainsi que, le cas échéant, le conjoint salarié de la mère ou la personne salariée liée à elle par un pacte civil de solidarité ou vivant maritalement avec elle bénéficient d'un congé de paternité et d'accueil de l'enfant de onze... (le reste sans changement). » ;

2° *Supprimé*

3° Non modifié

C. – Non modifié

Propositions de la commission

Article 71 ter

Sans modification

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

II. – Au 5° de l'article L. 1142-3 et au 3° de l'article L. 1262-4 du même code, après le mot : « paternité », sont insérés les mots : « et d'accueil de l'enfant ».

III. – Le code de la défense est ainsi modifié :

A. – Au b du 1° de l'article L. 4138-2, après le mot : « paternité », sont insérés les mots : « et d'accueil de l'enfant » ;

B. – À l'article L. 4138-4, après le mot : « paternité », sont insérés les mots : « et d'accueil de l'enfant ».

IV. – À l'article L. 5553-3 du code des transports, après le mot : « paternité », sont insérés les mots : « et d'accueil de l'enfant ».

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

II. – Non modifié

II bis (*nouveau*). – L'article L. 1225-28 du même code est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Lorsque le père de l'enfant n'exerce pas son droit, le bénéfice de celui-ci est accordé au conjoint salarié de la mère ou à la personne liée à elle par un pacte civil de solidarité ou vivant maritalement avec elle. »

II ter (*nouveau*). – Au 2° de l'article L. 3141-5 du même code, les mots : « maternité, paternité » sont remplacés par les mots : « de maternité, de paternité et d'accueil de l'enfant ».

III. – Alinéa sans modification

A. – Au ... L. 4138-2, les mots : « pour maternité, paternité ou adoption » sont remplacés par les mots : « de maternité, de paternité et d'accueil de l'enfant ou d'adoption » ;

B. – À l'article L. 4138-4, les mots : « pour maternité, paternité ou adoption » sont remplacés par les mots : « de maternité, de paternité et d'accueil de l'enfant ou d'adoption » ;

IV. – Non modifié

Propositions de la commission

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

V. – Le code de la sécurité sociale est ainsi modifié :

A. – Le titre III du livre III est ainsi modifié :

1° L'intitulé est complété par les mots : « et d'accueil de l'enfant » ;

2° L'intitulé du chapitre I^{er} est complété par les mots : « et d'accueil de l'enfant » ;

3° L'intitulé de la section 4 du chapitre I^{er} est complété par les mots : « et d'accueil de l'enfant » ;

4° Au premier alinéa de l'article L. 331-8, les mots : « Après la naissance de son enfant » sont remplacés par les mots : « Lorsqu'il exerce son droit à congé prévu à l'article L. 1225-35 du code du travail » et les mots : « le père assuré » sont remplacés par les mots : « l'assuré » ;

B. – Aux deux premiers alinéas des articles L. 613-19-2 et L. 722-8-3, le mot : « pères » est remplacé par le mot : « assurés » ;

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

V. – Alinéa sans modification

A. – Alinéa sans modification

1° Non modifié

2° Non modifié

2° bis (*nouveau*) L'article L. 331 6 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Lorsque le père de l'enfant ne perçoit pas l'indemnité, le bénéfice de celle-ci est accordé au conjoint salarié de la mère ou à la personne liée à elle par un pacte civil de solidarité ou vivant maritalement avec elle. » ;

3° Non modifié

4° Non modifié

B. – L'article L. 613-19-2 est ainsi modifié :

1° Au début du premier alinéa, les mots : « Les pères, qui » sont remplacés par les mots : « Le père ainsi que, le cas échéant, le conjoint de la mère ou la personne liée à elle par un pacte civil de solidarité ou vivant maritalement avec elle, lorsqu'ils » ;

Propositions de la commission

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

—

C. – Au 1° de l'article L. 168-7, au 1° du II de l'article L. 532-2 et au 1° de l'article L. 544-9, après le mot : « paternité », sont insérés les mots : « et d'accueil de l'enfant » ;

D. – Aux 7° et 8° de l'article L. 223-1, après le mot : « paternité », sont insérés les mots : « et d'accueil de l'enfant ».

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

—

2° Le début du deuxième alinéa est ainsi rédigé : « Le père conjoint collaborateur remplissant les conditions mentionnées au premier alinéa de l'article L. 613-19-1 ainsi que, le cas échéant, le conjoint collaborateur de la mère autre que le père remplissant les mêmes conditions bénéficient... (le reste sans changement). » ;

B bis (*nouveau*). – L'article L. 722-8-3 est ainsi modifié :

1° Au début du premier alinéa, les mots : « Les pères relevant » sont remplacés par les mots : « Le père ainsi que, le cas échéant, le conjoint de la mère ou la personne liée à elle par un pacte civil de solidarité ou vivant maritalement avec elle, lorsqu'ils relèvent » ;

2° Le début du deuxième alinéa est ainsi rédigé : « Le père conjoint collaborateur remplissant les conditions mentionnées au premier alinéa de l'article L. 722-8-1 ainsi que, le cas échéant, le conjoint collaborateur de la mère autre que le père remplissant les mêmes conditions bénéficient... (*le reste sans changement*). » ;

C. – Non modifié

D. – Non modifié

E (*nouveau*). – Au 7° du II de l'article L. 136-2, après le mot : « paternité », sont insérés les mots : « et de l'accueil de l'enfant » ;

Propositions de la commission

—

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

—

VI. – Au septième alinéa de l'article 22 bis et au deuxième alinéa du 5° de l'article 34 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État, au huitième alinéa de l'article 38 bis et au deuxième alinéa du 5° de l'article 57 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, au septième alinéa de l'article 32-2 et au deuxième alinéa du 5° de l'article 41 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière et au deuxième alinéa de l'article 6 de la loi n° 2005-159 du 23 février 2005 relative au contrat de volontariat de solidarité internationale, après le mot : « paternité », sont insérés les mots : « et d'accueil de l'enfant ».

Article 72

Pour l'année 2013, les objectifs de dépenses de la branche Famille sont fixés :

1° Pour l'ensemble des régimes obligatoires de base de sécurité sociale, à 58,6 milliards d'euros ;

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

—

F (*nouveau*). – À la première phrase de l'article L. 712-3, après le mot : « paternité », sont insérés les mots : « et accueil de l'enfant ».

V bis (*nouveau*). – Le début du premier alinéa de l'article L. 732 12 1 du code rural et de la pêche maritime est ainsi rédigé : « Le père ainsi que, le cas échéant, le conjoint de la mère ou la personne liée à elle par un pacte civil de solidarité ou vivant maritalement avec elle, lorsqu'ils appartiennent aux catégories... (*le reste sans changement*). »

VI. – Non modifié

Article 72

Sans modification

Propositions de la commission

—

Article 72

Sans modification

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

2° Pour le régime général de la sécurité sociale, à 58,1 milliards d'euros.

Section 5

Dispositions relatives aux organismes concourant au financement des régimes obligatoires

Article 73

Pour l'année 2013, les dépenses de prise en charge mentionnées au 2° de l'article L. 135-2 du code de la sécurité sociale sont fixées à 3,4 milliards d'euros pour le régime général, 400 millions d'euros pour le régime des salariés agricoles et 100 millions d'euros pour le régime social des indépendants.

Article 74

Pour l'année 2013, les prévisions des charges des organismes concourant au financement des régimes obligatoires de sécurité sociale sont fixées à :

(en milliards d'euros)

	Prévisions de charges
Fonds de solidarité vieillesse	19,3

Section 6

Dispositions relatives à la gestion interne des régimes obligatoires de base et des organismes concourant à leur financement ainsi qu'au contrôle et à la lutte contre la fraude

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

Section 5

Dispositions relatives aux organismes concourant au financement des régimes obligatoires

Article 73

Sans modification

Article 74

Sans modification

Section 6

Dispositions relatives à la gestion interne des régimes obligatoires de base et des organismes concourant à leur financement ainsi qu'au contrôle et à la lutte contre la fraude

Propositions de la commission

Section 5

Dispositions relatives aux organismes concourant au financement des régimes obligatoires

Article 73

Sans modification

Article 74

Sans modification

Section 6

Dispositions relatives à la gestion interne des régimes obligatoires de base et des organismes concourant à leur financement ainsi qu'au contrôle et à la lutte contre la fraude

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

—
Article 75

I. – L'article L. 242-1-2 du code de la sécurité sociale est ainsi modifié :

1° À la première phrase du premier alinéa, la référence : « de l'article L. 324-10 » est remplacée par les références : « des articles L. 8221-3 et L. 8221-5 » et la référence : « à l'article L. 141-11 » est remplacée par la référence : « à l'article L. 3232-3 » ;

2° Le deuxième alinéa est supprimé ;

3° Au dernier alinéa, les mots : « ainsi que la procédure décrite au deuxième alinéa, en particulier la manière dont est assuré le respect du principe du contradictoire, » sont supprimés.

II. – Après l'article L. 243-7-4 du même code, sont insérés des articles L. 243-7-5 à L. 243-7-7 ainsi rédigés :

« Art. L. 243-7-5. – Les organismes de recouvrement mentionnés aux articles L. 213-1 et L. 752-4 peuvent procéder au redressement des cotisations et contributions dues sur la base des informations contenues dans les procès-verbaux de travail dissimulé qui leur sont transmis par les agents mentionnés à l'article L. 8271-1-2 du code du travail. Ces organismes, ainsi que ceux mentionnés à l'article L. 611-8 du présent code, mettent en recouvrement ces cotisations et contributions.

« Art. L. 243-7-6. – Le montant du redressement des cotisations et contributions sociales mis en recouvrement à l'issue d'un contrôle réalisé en application de l'article L. 243-7

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

—
Article 75

Sans modification

Propositions de la commission

—
Article 75

Sans modification

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

est majoré de 10 % en cas de constat d'absence de mise en conformité. Un tel constat est dressé lorsque l'employeur n'a pas pris en compte les observations notifiées lors d'un précédent contrôle, que ces observations aient donné lieu à redressement ou non.

« Les modalités d'application du présent article, en particulier la manière dont est assuré le respect du principe du contradictoire, sont déterminées par décret en Conseil d'État.

« Art. L. 243-7-7. – Le montant du redressement des cotisations et contributions sociales mis en recouvrement à l'issue d'un contrôle réalisé en application de l'article L. 243-7 ou dans le cadre de l'article L. 243-7-5 est majoré de 25 % en cas de constat de l'infraction définie aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du code du travail.

« Les modalités d'application du présent article, en particulier la manière dont est assuré le respect du principe du contradictoire, sont déterminées par décret en Conseil d'État. »

III. – Le code rural et de la pêche maritime est ainsi modifié :

1° L'article L. 725-3-2 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« L'article L. 243-7-5 du code de la sécurité sociale est applicable aux régimes de protection sociale agricole, sous réserve de remplacer les références aux articles L. 213-1, L. 611-8 et L. 752-4 du code de la sécurité sociale par la référence à l'article L. 723-3 du présent code. » ;

2° La section 2 du chapitre V du titre II du livre VII est

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

Propositions de la commission

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

complétée par un article L. 725-22-1 ainsi rédigé :

« Art. L. 725-22-1. – Les articles L. 243-7-6 et L. 243-7-7 du code de la sécurité sociale sont applicables aux régimes de protection sociale agricole, sous réserve de remplacer la référence à l'article L. 243-7 du code de la sécurité sociale par la référence à l'article L. 724-7 du présent code.

« Les modalités d'application du présent article sont déterminées par décret en Conseil d'État. » ;

3° Le troisième alinéa de l'article L. 741-10 est supprimé.

Article 75 bis

L'article L. 114-16-3 du code de la sécurité sociale est ainsi modifié :

1° Le 3° est ainsi rédigé :

« 3° Les agents de direction des organismes chargés de la gestion d'un régime obligatoire de sécurité sociale ; les agents chargés du contrôle mentionnés aux articles L. 114-10, L. 243-7 et L. 611-16 du présent code et aux articles L. 724-7 et L. 724-8 du code rural et de la pêche maritime ; »

2° Le 4° est complété par les mots : « ; les agents de la Caisse nationale du régime social des indépendants désignés par son directeur à cet effet ».

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

Article 75 bis

Sans modification

Propositions de la commission

Article 75 bis

Sans modification

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

—
Article 75 ter

Le dernier alinéa de l'article L. 114-16-3 du code de la sécurité sociale est supprimé.

Article 76

L'article L. 133-4-5 du code de la sécurité sociale est ainsi rédigé :

« Art. L. 133-4-5. – Lorsqu'il est constaté que le donneur d'ordre n'a pas rempli l'une des obligations définies à l'article L. 8222-1 du code du travail et que son cocontractant a, au cours de la même période, exercé un travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, l'organisme de recouvrement procède à l'annulation des réductions ou exonérations des cotisations ou contributions dont le donneur d'ordre a bénéficié au titre des rémunérations versées à ses salariés. Le donneur d'ordre ou le maître d'ouvrage encourt la même sanction, dans les mêmes conditions, lorsqu'il est constaté qu'il a manqué à l'obligation mentionnée à l'article L. 8222-5 du code du travail.

« L'annulation s'applique pour chacun des mois au cours desquels les conditions mentionnées au premier alinéa du présent article sont vérifiées. Elle est calculée selon les modalités prévues aux deux derniers alinéas de l'article L. 133-4-2, sans que son montant global puisse excéder 15 000 € pour une personne physique et 75 000 € pour une personne morale.

« Les modalités d'application du présent article, en

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

—
Article 75 ter

Sans modification

Article 76

Sans modification

Propositions de la commission

—
Article 75 ter

Sans modification

Article 76

Sans modification

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

—

particulier la manière dont est assuré le respect du principe du contradictoire, sont déterminées par décret en Conseil d'État. »

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

—

Propositions de la commission

—

RAPPORTS ANNEXÉS AU PROJET DE LOI

Texte des rapports annexés au projet de loi
en première lecture

Texte des rapports annexés au projet de loi
en nouvelle lecture

Propositions de la commission

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2013

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2013

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2013

ANNEXE A

ANNEXE A

ANNEXE A

RAPPORT RETRAÇANT LA SITUATION
PATRIMONIALE, AU 31 DÉCEMBRE 2011,
DES RÉGIMES OBLIGATOIRES DE BASE ET DES
ORGANISMES CONCOURANT À LEUR
FINANCEMENT, À L'AMORTISSEMENT DE LEUR
DETTE OU À LA MISE EN RÉSERVE DE RECETTES À
LEUR PROFIT ET DÉCRIVANT LES MESURES
PRÉVUES POUR LA COUVERTURE DES DÉFICITS
CONSTATÉS POUR L'EXERCICE 2011

RAPPORT RETRAÇANT LA SITUATION
PATRIMONIALE, AU 31 DÉCEMBRE 2011,
DES RÉGIMES OBLIGATOIRES DE BASE ET DES
ORGANISMES CONCOURANT À LEUR
FINANCEMENT, À L'AMORTISSEMENT DE LEUR
DETTE OU À LA MISE EN RÉSERVE DE RECETTES À
LEUR PROFIT ET DÉCRIVANT LES MESURES
PRÉVUES POUR LA COUVERTURE DES DÉFICITS
CONSTATÉS POUR L'EXERCICE 2011

RAPPORT RETRAÇANT LA SITUATION
PATRIMONIALE, AU 31 DÉCEMBRE 2011,
DES RÉGIMES OBLIGATOIRES DE BASE ET DES
ORGANISMES CONCOURANT À LEUR
FINANCEMENT, À L'AMORTISSEMENT DE LEUR
DETTE OU À LA MISE EN RÉSERVE DE RECETTES À
LEUR PROFIT ET DÉCRIVANT LES MESURES
PRÉVUES POUR LA COUVERTURE DES DÉFICITS
CONSTATÉS POUR L'EXERCICE 2011

**I. – Situation patrimoniale de la sécurité sociale au
31 décembre 2011**

Sans modification

Sans modification

(en milliards d'euros)

ACTIF	2011	2010
IMMOBILISATIONS	6,8	6,6
Immobilisations non financières	4,0	3,9
Prêts, dépôts de garantie et autres	1,9	1,9
Avances, prêts accordés à des organismes de la sphère sociale (Unions pour la gestion des	0,9	0,8

**Texte des rapports annexés au projet de loi
en première lecture**

établissements des caisses d'assurance maladie, unions immobilières des organismes de sécurité sociale)		
ACTIF FINANCIER	58,9	50,8
Valeurs mobilières et titres de placement	45,1	44,7
Autres régimes	6,9	9,2
CADES	5,3	1,5
FRR	32,9	33,9
Encours bancaire	13,7	5,9
Régime général	1,3	0,8
Autres régimes	1,2	0,7
FSV	0,3	0,0
CADES	8,4	1,2
FRR	2,3	3,2
Créances nettes au titre des instruments financiers	0,1	0,2
CADES	0,1	0,2
ACTIF CIRCULANT	65,4	60,0
Créances sur prestations	7,3	7,8
Créances de cotisations, contributions sociales et d'impôts de sécurité sociale	7,9	5,6
Produits à recevoir de cotisations, contributions sociales et d'impôts de sécurité sociale	35,5	32,3
Créances sur l'État et autres entités publiques	8,9	9,6
Produits à recevoir de l'État	0,4	0,5
Autres actifs (débiteurs divers, comptes d'attente et de régul.)	5,5	4,1
TOTAL DE L'ACTIF	131,0	117,4

(en milliards d'euros)

**Texte des rapports annexés au projet de loi
en nouvelle lecture**

Propositions de la commission

**Texte des rapports annexés au projet de loi
en première lecture**

PASSIF	2011	2010
CAPITAUX PROPRES	-100,6	-87,1
Dotations	32,9	32,8
Régime général	0,5	0,5
Autres régimes	3,8	3,7
CADES	0,2	0,2
FRR	28,3	28,3
Réserves	11,3	13,2
Régime général	2,6	2,6
Autres régimes	6,3	6,7
FRR	2,4	3,9
Report à nouveau	-134,6	-110,0
Régime général	4,9	-13,5
Autres régimes	-0,1	-1,3
FSV	0,0	-3,2
CADES	-139,4	-92,0
Résultat de l'exercice	-10,7	-23,9
Régime général	-17,4	-24,0
Autres régimes	-1,9	-1,6
FSV	-3,4	-4,1
CADES	11,7	5,1
FRR	0,3	0,6
Autres	0,6	0,7
FRR	0,6	0,7
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	17,9	17,0
PASSIF FINANCIER	170,1	146,8
Dettes représentées par un titre (obligations, billets de trésorerie, ECP)	162,6	118,8
Régime général	5,6	17,5
CADES	156,9	101,2
Dettes à l'égard d'établissements de crédits	3,7	24,7

**Texte des rapports annexés au projet de loi
en nouvelle lecture**

Propositions de la commission

**Texte des rapports annexés au projet de loi
en première lecture**

Régime général (y compris prêts Caisse des dépôts et consignations)	1,4	21,0
Autres régimes (y compris prêts Caisse des dépôts et consignations)	1,3	3,7
CADES	1,0	0,0
Dépôts	0,2	0,8
Régime général	0,2	0,8
Dettes nettes au titre des instruments financiers	0,1	0,1
FRR	0,1	0,1
Autres	3,5	2,4
Régime général	0,0	0,3
Autres régimes	0,1	0,1
CADES	3,4	2,0
PASSIF CIRCULANT	43,7	40,8
Dettes et charges à payer à l'égard des bénéficiaires	22,3	21,3
Dettes à l'égard des cotisants	1,2	1,4
Dettes et CAP à l'égard de l'État et autres entités publiques	9,7	8,6
Autres passifs (crédoeurs divers, comptes d'attente et de régularisation) dont soult des industries électriques et gazières	10,5	9,5
TOTAL DU PASSIF	131,0	117,4

Nota : Les données figurant dans la colonne « 2010 » ont fait l'objet, par rapport à ce qui figure en LFSS pour 2012, des retraitements méthodologiques décrits en annexe 9 au projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2013.

Sur le champ de l'ensemble des régimes de base, du Fonds de solidarité vieillesse (FSV), de la Caisse

**Texte des rapports annexés au projet de loi
en nouvelle lecture**

Propositions de la commission

**Texte des rapports annexés au projet de loi
en première lecture**

d'amortissement de la dette sociale (CADES) et du Fonds de réserve pour les retraites (FRR), le passif net (ou « dette ») de la sécurité sociale, mesuré par ses capitaux propres, s'élevait à 100,6 milliards d'euros au 31 décembre 2011, soit l'équivalent de 5 points de produit intérieur brut (PIB). Ce passif net a augmenté de 13,4 milliards d'euros par rapport à celui constaté au 31 décembre 2010 (87,1 milliards d'euros) en raison essentiellement des déficits des régimes et du FSV pour l'année 2011 (soit 22,7 milliards d'euros), minorés de l'amortissement de la dette portée par la CADES (11,7 milliards d'euros), dont une partie (2,1 milliards d'euros) correspond à la mobilisation des réserves du FRR.

Compte tenu des sommes placées ou détenues en trésorerie (58,8 milliards d'euros, dont environ 60 % par le FRR et 23 % par la CADES dans le cadre de sa stratégie d'endettement à fin 2011), du besoin en fonds de roulement (différence de 21,7 milliards d'euros entre les actifs et passifs circulants) ainsi que des immobilisations et provisions, l'endettement financier s'élevait à 170,1 milliards d'euros au 31 décembre 2011 (contre 146,8 milliards d'euros au 31 décembre 2010).

L'ensemble de ces éléments sont détaillés en annexe 9 au projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2013.

**II. – Couverture des déficits constatés sur
l'exercice 2011**

Les comptes du régime général ont été déficitaires de 17,4 milliards d'euros en 2011. La branche Maladie a ainsi enregistré un déficit de 8,6 milliards d'euros, la branche

**Texte des rapports annexés au projet de loi
en nouvelle lecture**

Propositions de la commission

**Texte des rapports annexés au projet de loi
en première lecture**

Vieillesse un déficit de 6,0 milliards d'euros, la branche Famille un déficit de 2,6 milliards d'euros et la branche Accidents du travail-maladies professionnelles (AT-MP) un déficit de 0,2 milliard d'euros. Par ailleurs, le FSV a enregistré un déficit de 3,4 milliards d'euros.

Dans le cadre fixé par la loi organique n° 2010-1380 du 13 novembre 2010 relative à la gestion de la dette sociale, la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 a organisé le transfert à la CADES, dès l'année 2011, des déficits 2011 des branches Maladie et Famille du régime général, et, au cours de l'année 2012, des déficits 2011 de la branche Vieillesse du régime général et du FSV. Conformément aux dispositions organiques, la CADES a été affectataire de ressources lui permettant de financer ces sommes.

La plupart des régimes de base autres que le régime général présentent par construction des résultats annuels équilibrés ou très proches de l'équilibre. Il en est ainsi des régimes intégrés financièrement au régime général (régimes agricoles hors branche Retraite du régime des exploitants, régimes maladie des militaires, des ministres des cultes et des marins), des régimes de retraite équilibrés par des subventions de l'État (SNCF, RATP, régimes des mines et des marins), des régimes d'employeurs (fonction publique de l'État) équilibrés par ces derniers et enfin du régime social des indépendants dont les déficits sont couverts par une affectation à due proportion du produit de la contribution sociale de solidarité à la charge des sociétés.

Cependant, deux régimes ne bénéficiant par de tels mécanismes d'équilibrage ont enregistré en 2011 des résultats

**Texte des rapports annexés au projet de loi
en nouvelle lecture**

Propositions de la commission

**Texte des rapports annexés au projet de loi
en première lecture**

déficitaires.

S'agissant, d'une part, de la branche Retraite du régime des exploitants agricoles, le déficit s'est élevé à 1,2 milliard d'euros (contre 1,3 milliard d'euros en 2010) et a fait l'objet d'un financement bancaire dans le respect du plafond fixé par la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 précitée. Il convient de rappeler que cette dernière avait par ailleurs transféré à la CADES les déficits cumulés de cette branche du régime des exploitants agricoles au titre des exercices 2009 et 2010.

S'agissant, d'autre part, de la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (CNRACL), devenue déficitaire en 2010, le déficit s'est élevé à 0,4 Md€ (après 0,5 Md€ en 2010).

**Texte des rapports annexés au projet de loi
en nouvelle lecture**

Propositions de la commission

**Texte des rapports annexés au projet de loi
en première lecture**

ANNEXE B

RAPPORT DÉCRIVANT LES PRÉVISIONS DE RECETTES ET LES OBJECTIFS DE DÉPENSES PAR BRANCHE DES RÉGIMES OBLIGATOIRES DE BASE ET DU RÉGIME GÉNÉRAL, LES PRÉVISIONS DE RECETTES ET DE DÉPENSES DES ORGANISMES CONCOURANT AU FINANCEMENT DE CES RÉGIMES, AINSI QUE L'OBJECTIF NATIONAL DE DÉPENSES D'ASSURANCE MALADIE POUR LES QUATRE ANNÉES À VENIR

La présente annexe décrit l'évolution des agrégats de dépenses, de recettes et de soldes du régime général, de l'ensemble des régimes obligatoires de base de sécurité sociale et du Fonds de solidarité vieillesse à l'horizon 2017. À cet horizon, l'objectif du Gouvernement est le retour à l'équilibre financier de l'ensemble des comptes publics, et plus particulièrement de ceux des administrations de sécurité sociale hors Caisse d'amortissement de la dette sociale et Fonds de réserve pour les retraites. Les projections financières qui suivent sont donc la traduction concrète, en termes de leviers d'action sur les régimes obligatoires de base de sécurité sociale et les fonds concourant à leur financement qui sont gouvernés par les lois de financement de la sécurité sociale, de la stratégie mise en œuvre par le Gouvernement afin d'assurer le maintien d'un haut niveau de protection sociale et de redresser les finances publiques.

Dans un environnement économique contraint à court terme, mais porteur d'opportunités à moyen terme (I), cette stratégie repose tout à la fois sur un engagement résolu dans la recherche d'une plus grande efficacité de la dépense sociale (II) et sur la mobilisation des recettes nécessaires pour

**Texte des rapports annexés au projet de loi
en nouvelle lecture**

ANNEXE B

RAPPORT DÉCRIVANT LES PRÉVISIONS DE RECETTES ET LES OBJECTIFS DE DÉPENSES PAR BRANCHE DES RÉGIMES OBLIGATOIRES DE BASE ET DU RÉGIME GÉNÉRAL, LES PRÉVISIONS DE RECETTES ET DE DÉPENSES DES ORGANISMES CONCOURANT AU FINANCEMENT DE CES RÉGIMES, AINSI QUE L'OBJECTIF NATIONAL DE DÉPENSES D'ASSURANCE MALADIE POUR LES QUATRE ANNÉES À VENIR

Alinéa sans modification

Alinéa sans modification

Propositions de la commission

ANNEXE B

RAPPORT DÉCRIVANT LES PRÉVISIONS DE RECETTES ET LES OBJECTIFS DE DÉPENSES PAR BRANCHE DES RÉGIMES OBLIGATOIRES DE BASE ET DU RÉGIME GÉNÉRAL, LES PRÉVISIONS DE RECETTES ET DE DÉPENSES DES ORGANISMES CONCOURANT AU FINANCEMENT DE CES RÉGIMES, AINSI QUE L'OBJECTIF NATIONAL DE DÉPENSES D'ASSURANCE MALADIE POUR LES QUATRE ANNÉES À VENIR

Sans modification

**Texte des rapports annexés au projet de loi
en première lecture**

couvrir cette dépense (III). En outre, le partage entre efforts en dépenses et en recettes et le choix même des mesures de dépenses et de recettes à mettre en œuvre doivent être déterminés en considération de l'exigence de justice dans la répartition de la contribution au rétablissement des comptes sociaux (IV).

**I. – Un environnement contraint à court terme,
mais porteur d'opportunités à moyen terme**

Les hypothèses macro-économiques retenues dans la construction des projections jointes à la présente annexe retiennent pour 2012 une prévision de croissance de 2,5 % en valeur de la masse salariale du secteur privé, principale assiette des ressources de la sécurité sociale. L'année 2013 serait légèrement moins favorable avec une progression de 2,3 % de la masse salariale privée. Cependant, sur les deux années cumulées, la croissance de la masse salariale serait un peu plus rapide que celle du produit intérieur brut (PIB) en valeur.

De 2014 à 2017, l'hypothèse retenue pour la progression de la masse salariale privée est de 4 % par an en valeur. Cette hypothèse est proche du rythme annuel moyen d'évolution de la masse salariale privée entre 1998 et 2007 (+4,1 %), alors que l'éventualité d'un rattrapage partiel des points de croissance perdus entre 2008 et 2012 par rapport à la tendance historique ne peut être écartée. Elle suppose néanmoins une croissance de la rémunération du travail salarié légèrement plus rapide que le PIB en valeur (4 % contre 3,75 %), prolongeant le constat observé depuis 2010 de la bonne tenue de l'emploi et des salaires.

**Texte des rapports annexés au projet de loi
en nouvelle lecture**

I. – Non modifié

Propositions de la commission

**Texte des rapports annexés au projet de loi
en première lecture**

Hypothèses retenues dans la projection quadriennale

(en pourcentage)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Produit intérieur brut en volume	0,3%	0,8%	2,0%	2,0%	2,0%	2,0%
Masse salariale privée	2,5%	2,3%	4,0%	4,0%	4,0%	4,0%
Inflation	2,0%	1,75%	1,75%	1,75%	1,75%	1,75%
Objectif national de dépenses d'assurance maladie en valeur	2,6%	2,7%	2,6%	2,5%	2,5%	2,5%

En ce qui concerne les dépenses et les recettes sociales, les projections présentées ci-dessous ne comportent aucune mesure nouvelle autre que celles associées au projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2013 et au projet de loi de finances pour 2013 – dont l'impact court sur l'ensemble de la période de projection – et que les actions, qui seront arrêtées sur une base annuelle et permettront de respecter des rythmes de progression de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie (ONDAM) de 2,6 % en 2014 et de 2,5 % par an de 2015 à 2017.

Elles montrent qu'avec une progression des recettes plus forte à partir de 2014 et un effort important d'économies en dépenses résultant d'un taux d'évolution de l'ONDAM fixé à un niveau exigeant, les comptes des régimes de sécurité sociale se redresseront lentement, la réduction du déficit agrégé de l'ensemble des régimes obligatoires de base de sécurité sociale et du Fonds de solidarité vieillesse étant de l'ordre d'un milliard d'euros par an en 2014 et 2015, et de 2 milliards d'euros par an en 2016 et 2017.

**Texte des rapports annexés au projet de loi
en nouvelle lecture**

Propositions de la commission

**Texte des rapports annexés au projet de loi
en première lecture**

Le déficit s'établirait à environ 10 milliards d'euros en 2017, ce qui est compatible avec l'équilibre d'ensemble des administrations de sécurité sociale, compte tenu, d'une part, des perspectives financières de l'assurance chômage, des régimes de retraite complémentaire et des hôpitaux publics et, d'autre part, de la reprise de dette de la Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés (CNAVTS) et du Fonds de solidarité vieillesse (FSV) telle qu'elle est déjà prévue en application de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2011. Cela montre cependant la nécessité d'actions continues de maîtrise de la dépense sociale afin d'obtenir qu'elle réponde au meilleur coût aux besoins de couverture sociale des Français, et d'optimisation du financement de la sécurité sociale en sorte de couvrir toujours mieux les prestations sociales..

**II. – La recherche permanente d'une plus grande
efficience de la dépense**

Le premier levier du redressement financier de la sécurité sociale est la modernisation de notre système de protection sociale, qui doit permettre de maîtriser la croissance des dépenses de la sécurité sociale tout en maintenant un haut niveau de protection sociale. La projection décrite dans la présente annexe retient l'hypothèse d'une progression annuelle moyenne entre 2012 et 2017 des charges nettes de l'ensemble des régimes obligatoires de base de sécurité sociale de 3,2 % en valeur, soit 1,4 % en volume. Ce résultat sera obtenu au moyen d'un engagement résolu dans la recherche de l'efficience de la fourniture de ces prestations et services, et tout particulièrement dans le domaine de l'assurance maladie.

**Texte des rapports annexés au projet de loi
en nouvelle lecture**

II. – Alinéa sans modification

Le ...

... services, tout particulièrement dans le domaine de l'assurance maladie.

Propositions de la commission

**Texte des rapports annexés au projet de loi
en première lecture**

Pour la branche maladie, c'est évidemment le respect de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie (ONDAM) qui sera le plus décisif pour respecter l'objectif de progression modérée des charges des régimes. La loi de programmation des finances publiques permet en son article 7 de fixer une trajectoire d'évolution de cet objectif et détermine :

– des objectifs nationaux de dépenses d'assurance maladie (ONDAM) pour chacune des années de la programmation, évalués en euros courants à périmètre constant ;

– le principe de la mise en réserve de dotations représentant l'équivalent d'au moins 0,3 % des dépenses entrant dans le champ de l'ONDAM au début de chaque exercice, afin de garantir le respect de cet objectif.

Pour 2012, le rapport à la Commission des comptes de la sécurité sociale prévoit un montant de la dépense d'assurance maladie dans le champ de l'ONDAM inférieur de 350 millions d'euros à l'objectif voté en loi de financement, et ce malgré le rattachement à l'exercice 2012 des rémunérations sur objectifs des médecins, non prévu lors de la construction initiale de l'ONDAM pour 2012. La totalité de cette moindre dépense de 350 millions d'euros par rapport à l'objectif voté porte sur les soins ambulatoires. Partant, l'ONDAM est proposé pour 2013 à 175,4 milliards d'euros, en hausse de 2,7 % par rapport à la prévision pour 2012, ce qui correspond à un montant d'économies d'environ 2,4 milliards d'euros par rapport à l'évolution tendancielle.

**Texte des rapports annexés au projet de loi
en nouvelle lecture**

Alinéa sans modification

Alinéa sans modification

Alinéa sans modification

Alinéa sans modification

Propositions de la commission

**Texte des rapports annexés au projet de loi
en première lecture**

Après 2013 et afin de garantir le retour rapide à l'équilibre des comptes sociaux, conformément aux objectifs de la loi de programmation des finances publiques, le Gouvernement a décidé de fixer l'évolution de l'ONDAM à 2,6 % pour 2014 puis 2,5 % pour chacune des années 2015 à 2017.

Au total sur la période, cette programmation représente un effort estimé en moyenne à 2,7 Md€ chaque année par rapport à la chronique tendancielle des dépenses.

Le respect de cette trajectoire nécessite la mise en œuvre d'actions volontaristes permettant d'améliorer la qualité des prises en charge tout en respectant la contrainte financière, dans le cadre d'une stratégie nationale de santé. Certaines de ces actions sont porteuses d'évolutions structurelles de l'offre de soins, qui produiront leurs pleins effets à moyen terme.

Au cœur de cet engagement figure l'amélioration des parcours de soins. Les soins de ville, l'hôpital, les établissements médico-sociaux et les acteurs sociaux ne peuvent plus fonctionner indépendamment les uns des autres. Cette stratégie nécessite, d'une part, de renforcer l'organisation des soins ambulatoires et, d'autre part, d'accompagner les évolutions du secteur hospitalier afin de permettre son recentrage sur les cas les plus aigus et les plus complexes.

La structuration d'équipes de soins de proximité, pluriprofessionnelles, constitue la première étape de mise en œuvre de ces parcours. Des équipes pluriprofessionnelles sont en effet à même de développer les nouvelles organisations et les nouveaux services (prévention, dépistage,

**Texte des rapports annexés au projet de loi
en nouvelle lecture**

Alinéa sans modification

Au ...

... rapport à l'évolution tendancielle des dépenses.

Alinéa sans modification

Alinéa sans modification

Alinéa sans modification

Propositions de la commission

**Texte des rapports annexés au projet de loi
en première lecture**

coordination des parcours, éducation thérapeutique...) répondant aux besoins des patients. Un effort important sera ainsi engagé dès 2013 pour développer ces modes d'organisation.

Plus globalement, il convient de revoir la régulation du système pour décloisonner les parcours de santé entre les soins de ville, les soins hospitaliers et le secteur médico-social. De nouveaux modèles de financement seront mis en place à partir de 2013, dans certains territoires dans un premier temps, afin d'établir un nouveau modèle qui permettra de prodiguer au patient le geste de qualité, au bon endroit, au meilleur coût.

Ces développements s'accompagneront de la recherche de gains d'efficacité des offreurs de soins, en particulier pour les établissements de santé et ceux parmi les professionnels de santé qui bénéficient de gains de productivité liés aux évolutions technologiques.

Dans le secteur hospitalier, des actions de rationalisation de la politique d'achat ainsi que de soutien à l'amélioration de la performance des établissements seront en outre menées, en mobilisant les agences régionales de santé.

Enfin, des actions de baisse de prix des produits de santé, mais aussi de promotion des médicaments génériques, seront conduites. Elles s'accompagneront d'actions visant à une meilleure justesse des prescriptions, en privilégiant les médicaments inscrits au répertoire, dans le cadre d'une promotion plus active des référentiels de bonne pratique et de bon usage.

**Texte des rapports annexés au projet de loi
en nouvelle lecture**

Alinéa sans modification

Alinéa sans modification

Alinéa sans modification

Alinéa sans modification

Propositions de la commission

**Texte des rapports annexés au projet de loi
en première lecture**

Pour la branche Maladie de la sécurité sociale, l'objectif est de parvenir à réduire à 5,1 milliards d'euros le déficit de la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés en 2013 et d'approcher l'équilibre financier en 2017 (-1,3 milliard d'euros).

Le Parlement pourra prendre une part active au contrôle du respect de l'ONDAM et de cette trajectoire financière. Il pourra notamment s'appuyer sur les avis du comité d'alerte sur l'évolution des dépenses de l'assurance maladie qui intervient avant le 15 avril et le 31 mai de chaque exercice afin de rendre deux avis sur la réalisation de l'ONDAM de l'exercice écoulé et d'en analyser l'impact sur le respect de l'ONDAM de l'exercice en cours, ainsi qu'avant la transmission du projet de loi de financement de la sécurité sociale (PLFSS) à l'Assemblée nationale afin de porter une appréciation sur la robustesse des hypothèses sous-jacentes à la construction de l'ONDAM de l'année suivante.

S'agissant des retraites, la loi n° 2012-958 du 16 août 2012 de finances rectificative pour 2012 et la présente loi apportent des ressources significatives pour assurer le retour à l'équilibre des régimes de retraite. La concertation avec les partenaires sociaux se tiendra au premier semestre 2013 afin de permettre, à la lumière des nouvelles projections démographiques et financières qui seront rendues publiques par le Conseil d'orientation des retraites en fin d'année, de rendre notre système de retraite à la fois plus juste, plus lisible et plus pérenne financièrement. Un des enjeux sera également de conforter l'emploi des travailleurs âgés. Le contrat de génération, qui vise à favoriser le maintien des seniors dans l'emploi tout en favorisant la formation des salariés les plus jeunes à leur arrivée dans les entreprises, y

**Texte des rapports annexés au projet de loi
en nouvelle lecture**

Pour ...

... en 2017 (-1,4 milliard d'euros).

Alinéa sans modification

Alinéa sans modification

Propositions de la commission

**Texte des rapports annexés au projet de loi
en première lecture**

contribuera.

Dans le domaine de la politique familiale, la grande conférence sociale qui s'est tenue les 9 et 10 juillet 2012 avec les partenaires sociaux a conclu à l'importance d'une meilleure adéquation des dispositifs aux besoins des familles. Dans cette perspective, les réflexions vont se poursuivre avec les acteurs de la politique familiale sur les adaptations à apporter aux différentes aides en faveur des familles, notamment dans le cadre du Haut Conseil de la famille. La concertation permettra de dégager des voies d'amélioration en termes d'efficience et d'équité, tout en préservant les résultats favorables réalisés par notre pays en matière de natalité et de participation des femmes à l'activité économique et en protégeant les intérêts des familles les plus fragiles.

III. – Couvrir les dépenses de sécurité sociale par des recettes dynamiques

L'existence de ressources dédiées est un des points centraux du modèle de sécurité sociale français. Assurer un financement qui évolue aussi vite que la richesse nationale constitue un impératif compte tenu de la nature des dépenses de la protection sociale.

Cela n'implique pas d'adopter des règles figées. En effet, la part des ressources de la sécurité sociale qui restent assises sur les salaires demeure élevée malgré la diversification du financement des régimes et les mesures qui ont visé à diminuer fortement les cotisations sur les bas salaires – deux mouvements qui sont très liés. Cette situation est aggravée en raison du niveau des cotisations et

**Texte des rapports annexés au projet de loi
en nouvelle lecture**

Alinéa sans modification

III. – Non modifié

Propositions de la commission

**Texte des rapports annexés au projet de loi
en première lecture**

contributions autres que celles qui relèvent de la sécurité sociale de base. Si ce mode de financement est légitime, son importance n'est pas sans poser des questions. C'est notamment le cas s'agissant de ses effets potentiels sur l'emploi ou la compétitivité, même si, sur chacun de ces deux aspects, de nombreux autres facteurs jouent également. C'est la raison pour laquelle le Gouvernement a souhaité, à la suite de la grande conférence sociale de juillet, que l'ensemble des acteurs impliqués puissent travailler et faire des propositions sur ce thème au sein du Haut Conseil du financement de la protection sociale, qui rassemble des représentants des partenaires sociaux, du Parlement, de l'État et des experts, que le Premier ministre a installé le 26 septembre. Le Gouvernement s'est donné pour objectif de conduire en 2013, sur la base de ces travaux, une réforme du financement de la protection sociale qui devra s'inscrire dans le cadre de la trajectoire de redressement des comptes sociaux décrite ici.

En tout état de cause, la préservation de la dynamique des ressources de la sécurité sociale nécessite de veiller à ce que leur assiette soit la plus large possible et ne subisse pas d'érosion. Il s'agit notamment de tenir compte de manière rapide des différentes évolutions des pratiques de rémunération et des autres facteurs qui peuvent avoir des effets sur les prélèvements sociaux. L'examen général des « niches sociales » est de ce point de vue un impératif. C'est sur ce volet que le Gouvernement a mené une action prioritaire par le biais des mesures de la loi n° 2012-958 du 16 août 2012 précitée et par celles qui sont présentées dans le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2013. Elles sont complétées par des dispositions propres à la fiscalité comportementale dont la nécessité est attestée par le recul enregistré sur certaines questions de santé publique.

**Texte des rapports annexés au projet de loi
en nouvelle lecture**

Propositions de la commission

**Texte des rapports annexés au projet de loi
en première lecture**

L'objectif est de fournir à la sécurité sociale dès cette année, par des mesures qui sont justifiées du point de vue de l'équité ou des incitations qu'elles entretiennent, la majeure partie des ressources qui lui manquent pour s'inscrire dans une trajectoire de redressement. Le choix du Gouvernement est ainsi de concentrer cet effort particulier dès à présent en retenant les mesures dont le rendement est le plus important. Il s'agit en particulier :

– de la hausse du forfait social, intervenue en août, qui vise à assurer une plus grande neutralité entre les différentes formes de rémunérations salariales ;

– de la hausse des prélèvements sur les revenus du patrimoine et les produits de placement adoptée également dans la loi n° 2012-958 du 16 août 2012 précitée et qui vise une plus grande neutralité d'assujettissement entre revenus du travail et revenus du capital ; cette mesure rejoint ce qui est proposé en matière d'impôts sur le revenu dans le projet de loi de finances pour 2013 ;

– des mesures présentées dans la présente loi s'agissant des prélèvements acquittés par les travailleurs indépendants.

L'exigence de pérennisation du financement de certains régimes spéciaux (Caisse nationale de retraites des agents des collectivités territoriales et Caisse nationale d'assurance vieillesse des professions libérales) conduira, en outre, à des augmentations de cotisations, qui sont intégrées à la trajectoire des régimes obligatoires de base présentée dans la présente annexe.

**Texte des rapports annexés au projet de loi
en nouvelle lecture**

Propositions de la commission

**Texte des rapports annexés au projet de loi
en première lecture**

**IV. – Garantir la justice dans la répartition de
l’effort de redressement des comptes de la sécurité sociale**

Le Gouvernement est également soucieux de la justice dans la répartition des efforts que le redressement des comptes requiert. Il ne s’agit pas seulement d’une exigence morale, mais d’une nécessité pour l’efficacité même des réformes à mettre en œuvre. Ainsi que l’a affirmé le Premier ministre dans sa déclaration de politique générale le 3 juillet 2012, « la justice n’est pas simplement une exigence morale, elle est un facteur de croissance et de progrès (...). Ce qui est juste est une motivation au travail ».

L’objectif de retour à l’équilibre des comptes sociaux n’est pas incompatible avec la préoccupation de justice. C’est dans cet esprit que le Gouvernement a souhaité, dès le début de l’été, prendre des mesures en direction des Français les plus modestes. Ainsi, le décret n° 2012-847 du 2 juillet 2012 relatif à l’âge d’ouverture du droit à pension de vieillesse élargit-il les possibilités de départ en retraite pour les personnes ayant débuté jeunes leur parcours professionnel, et ce afin de corriger l’injustice de la précédente réforme des retraites qui avait décidé un relèvement uniforme de l’âge de la retraite. La majoration de 25 % de l’allocation de rentrée scolaire, une prestation qui bénéficie à la moitié la plus modeste des familles, a concrétisé l’engagement des pouvoirs publics d’apporter à ces familles un supplément de pouvoir d’achat au moment où elles ont à faire face à des dépenses supplémentaires. Dans le domaine des politiques de santé, le développement d’une offre de soins de proximité, la lutte contre les dépassements d’honoraires ou la revalorisation du rôle de l’hôpital public participent de la même ambition de renforcer la protection des Français les plus fragiles au

**Texte des rapports annexés au projet de loi
en nouvelle lecture**

IV. – Alinéa sans modification

Alinéa sans modification

Alinéa sans modification

Propositions de la commission

**Texte des rapports annexés au projet de loi
en première lecture**

moment où des efforts importants sont demandés à tous.

La logique du redressement dans la justice transparait également dans le choix des mesures portant sur les recettes. En dehors de mesures transversales de rééquilibrage entre les grandes catégories de revenus décrites ci-dessus, la loi n° 2012-958 du 16 août 2012 précitée a marqué la volonté du Gouvernement de faire davantage contribuer au financement des politiques sanitaires et sociales certaines formes de hauts revenus : c'est le sens de l'alourdissement de la taxation des *stock-options*, des attributions gratuites d'actions et des retraites chapeaux. La présente loi poursuit dans cette voie, avec notamment une mesure d'assujettissement des *carried interests*. Il propose de corriger, en outre, un certain nombre de règles existantes qui viennent réduire les droits des assurés ; c'est le cas des élus locaux et de l'assiette forfaitaire des employés à domicile.

**Texte des rapports annexés au projet de loi
en nouvelle lecture**

La ...

propose ...

... domicile.

Propositions de la commission

... voie. Il

**Texte des rapports annexés au projet de loi
en première lecture**

Recettes, dépenses et solde du régime général
(en milliards d'euros)

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Maladie								
Recettes	141,8	148,0	155,0	159,9	165,1	170,9	176,8	182,7
Dépenses	153,4	156,6	160,5	165,0	169,6	174,3	179,1	184,0
Solde	-11,6	-8,6	-5,5	-5,1	-4,5	-3,4	-2,2	-1,4
AT/MP								
Recettes	10,5	11,3	11,8	12,2	12,6	13,1	13,7	14,2
Dépenses	11,2	11,6	11,9	11,9	12,3	12,6	12,8	13,1
Solde	-0,7	-0,2	-0,1	0,3	0,4	0,6	0,8	1,1
Famille								
Recettes	50,2	52,2	53,9	55,5	57,2	59,0	60,9	62,8
Dépenses	52,9	54,8	56,4	58,1	59,6	61,1	62,6	64,1
Solde	-2,7	-2,6	-2,5	-2,6	-2,4	-2,1	-1,7	-1,2
Vieillesse								
Recettes	93,4	100,5	105,2	111,3	115,5	119,8	124,3	128,4
Dépenses	102,3	106,5	110,4	115,3	119,7	124,4	129,1	133,3
Solde	-8,9	-6,0	-5,2	-4,0	-4,2	-4,6	-4,8	-4,9
Toutes branches consolidées								
Recettes	287,5	302,8	316,4	329,0	340,4	352,6	365,3	377,5
Dépenses	311,5	320,3	329,7	340,4	351,1	362,1	373,2	383,9
Solde	-23,9	-17,4	-13,3	-11,4	-10,7	-9,5	-7,9	-6,4

**Texte des rapports annexés au projet de loi
en nouvelle lecture**

Recettes, dépenses et solde du régime général
(en milliards d'euros)

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Maladie								
Recettes	141,8	148,0	155,0	159,8	165,0	170,8	176,8	182,6
Dépenses	153,4	156,6	160,5	165,0	169,6	174,3	179,1	184,0
Solde	-11,6	-8,6	-5,5	-5,1	-4,5	-3,4	-2,3	-1,4
AT/MP								
Recettes	10,5	11,3	11,8	12,2	12,6	13,1	13,7	14,2
Dépenses	11,2	11,6	11,9	11,9	12,3	12,6	12,8	13,1
Solde	-0,7	-0,2	-0,1	0,3	0,4	0,6	0,8	1,1
Famille								
Recettes	50,2	52,2	53,9	55,5	57,2	59,0	60,9	62,8
Dépenses	52,9	54,8	56,4	58,1	59,6	61,1	62,6	64,1
Solde	-2,7	-2,6	-2,5	-2,6	-2,4	-2,1	-1,7	-1,3
Vieillesse								
Recettes	93,4	100,5	105,2	111,3	115,5	119,8	124,3	128,4
Dépenses	102,3	106,5	110,4	115,3	119,7	124,4	129,2	133,3
Solde	-8,9	-6,0	-5,2	-4,0	-4,2	-4,7	-4,9	-5,0
Toutes branches consolidées								
Recettes	287,5	302,8	316,3	329,0	340,4	352,6	365,2	377,5
Dépenses	311,5	320,3	329,7	340,5	351,2	362,1	373,2	384,0
Solde	-23,9	-17,4	-13,3	-11,4	-10,8	-9,6	-8,0	-6,5

Propositions de la commission

**Texte des rapports annexés au projet de loi
en première lecture**

Recettes, dépenses et solde de l'ensemble des régimes
obligatoires de base

(en milliards d'euros)

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Maladie								
Recettes	164,9	171,8	179,4	185,0	191,0	197,4	204,0	210,5
Dépenses	176,3	180,3	184,9	190,1	195,3	200,6	206,0	211,6
Solde	-11,4	-8,5	-5,5	-5,1	-4,3	-3,2	-2,0	-1,1
AT/MP								
Recettes	11,9	12,8	13,3	13,7	14,1	14,7	15,2	15,8
Dépenses	12,6	13,0	13,3	13,3	13,6	14,0	14,3	14,5
Solde	-0,7	-0,1	-0,1	0,4	0,5	0,7	0,9	1,2
Famille								
Recettes	50,8	52,7	54,4	55,9	57,6	59,4	61,4	63,3
Dépenses	53,5	55,3	56,9	58,6	60,1	61,6	63,1	64,6
Solde	-2,7	-2,6	-2,5	-2,6	-2,4	-2,1	-1,8	-1,3
Vieillesse								
Recettes	183,3	194,6	202,9	213,2	220,8	228,0	235,5	243,8
Dépenses	194,1	202,4	210,0	218,6	226,4	234,5	242,8	251,8
Solde	-10,8	-7,9	-7,1	-5,4	-5,6	-6,5	-7,2	-7,9
Toutes branches consolidées								
Recettes	401,7	421,7	439,5	457,1	472,7	488,4	504,7	521,8
Dépenses	427,2	440,8	454,7	469,8	484,6	499,6	514,8	530,9
Solde	-25,5	-19,1	-15,2	-12,7	-11,9	-11,1	-10,1	-9,1

**Texte des rapports annexés au projet de loi
en nouvelle lecture**

Recettes, dépenses et solde de l'ensemble des régimes
obligatoires de base

(en milliards d'euros)

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Maladie								
Recettes	164,9	171,8	179,4	185,0	191,0	197,4	204,0	210,5
Dépenses	176,3	180,3	184,9	190,1	195,4	200,7	206,1	211,7
Solde	-11,4	-8,5	-5,5	-5,1	-4,4	-3,2	-2,1	-1,1
AT/MP								
Recettes	11,9	12,8	13,3	13,7	14,1	14,7	15,2	15,8
Dépenses	12,6	13,0	13,3	13,3	13,6	14,0	14,3	14,5
Solde	-0,7	-0,1	-0,1	0,4	0,5	0,7	0,9	1,2
Famille								
Recettes	50,8	52,7	54,3	55,9	57,6	59,4	61,4	63,3
Dépenses	53,5	55,3	56,9	58,6	60,1	61,6	63,1	64,6
Solde	-2,7	-2,6	-2,5	-2,6	-2,4	-2,1	-1,8	-1,3
Vieillesse								
Recettes	183,3	194,6	202,8	213,1	220,8	228,0	235,5	243,8
Dépenses	194,1	202,4	210,0	218,6	226,4	234,5	242,8	251,8
Solde	-10,8	-7,9	-7,1	-5,5	-5,6	-6,6	-7,3	-8,0
Toutes branches consolidées								
Recettes	401,7	421,7	439,4	457,0	472,7	488,4	504,7	521,8
Dépenses	427,2	440,8	454,7	469,9	484,6	499,6	514,8	531,0
Solde	-25,5	-19,1	-15,3	-12,8	-12,0	-11,2	-10,2	-9,2

Propositions de la commission

**Texte des rapports annexés au projet de loi
en première lecture**

Recettes, dépenses et solde du Fonds de solidarité vieillesse
(en milliards d'euros)

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Recettes	9,8	14,0	14,6	16,7	16,8	17,3	18,0	18,6
Dépenses	13,8	17,5	18,6	19,3	19,5	19,4	19,3	19,2
Solde	-4,1	-3,4	-4,1	-2,6	-2,7	-2,1	-1,3	-0,6

**Texte des rapports annexés au projet de loi
en nouvelle lecture**

Recettes, dépenses et solde du Fonds de solidarité vieillesse
(en milliards d'euros)

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Recettes	9,8	14,0	14,6	16,8	16,7	17,2	18,0	18,6
Dépenses	13,8	17,5	18,6	19,3	19,5	19,4	19,3	19,2
Solde	-4,1	-3,4	-4,1	-2,5	-2,7	-2,2	-1,3	-0,6

Propositions de la commission

Texte des rapports annexés au projet de loi
en première lecture

ANNEXE C

ÉTAT DES RECETTES, PAR CATÉGORIE ET PAR
BRANCHE, DES RÉGIMES OBLIGATOIRES DE BASE
ET DU RÉGIME GÉNÉRAL AINSI QUE DES RECETTES,
PAR CATÉGORIE, DES ORGANISMES CONCOURANT
AU FINANCEMENT DE CES RÉGIMES

I. – Recettes par catégorie et par branche des
régimes obligatoires de base de sécurité sociale

Exercice 2013 (prévisions en milliards d'euros)

	Maladie	Vieillesse	Famille	AT-MP	Régimes de base
Cotisations effectives	84,2	117,6	36,0	12,5	250,4
Cotisations prises en charge par l'État	1,4	1,4	0,6	0,0	3,4
Cotisations fictives d'employeur	0,6	38,1	0,1	0,3	39,2
CSG	64,7	0,0	9,9	0,0	74,7
Impôts, taxes et autres contributions sociales	28,7	18,5	8,4	0,1	55,7
Transferts	2,5	36,9	0,3	0,1	29,2
Produits financiers	0,0	0,1	0,0	0,0	0,1
Autres produits	2,7	0,6	0,6	0,5	4,4

Texte des rapports annexés au projet de loi
en nouvelle lecture

ANNEXE C

ÉTAT DES RECETTES, PAR CATÉGORIE ET PAR
BRANCHE, DES RÉGIMES OBLIGATOIRES DE BASE
ET DU RÉGIME GÉNÉRAL AINSI QUE DES RECETTES,
PAR CATÉGORIE, DES ORGANISMES CONCOURANT
AU FINANCEMENT DE CES RÉGIMES

I. – Alinéa sans modification

Exercice 2013 (prévisions en milliards d'euros)

	Maladie	Vieillesse	Famille	AT-MP	Régimes de base
Cotisations effectives	84,0	117,6	36,0	12,5	250,2
Cotisations prises en charge par l'État	1,4	1,4	0,6	0,0	3,4
Cotisations fictives d'employeur	0,6	38,1	0,1	0,3	39,2
CSG	64,7	0,0	9,9	0,0	74,7
Impôts, taxes et autres contributions sociales	28,9	18,4	8,4	0,1	55,9
Transferts	2,5	36,9	0,3	0,1	29,2
Produits financiers	0,0	0,1	0,0	0,0	0,1
Autres produits	2,7	0,6	0,6	0,5	4,4

Propositions de la commission

ANNEXE C

ÉTAT DES RECETTES, PAR CATÉGORIE ET PAR
BRANCHE, DES RÉGIMES OBLIGATOIRES DE BASE
ET DU RÉGIME GÉNÉRAL AINSI QUE DES RECETTES,
PAR CATÉGORIE, DES ORGANISMES CONCOURANT
AU FINANCEMENT DE CES RÉGIMES

Sans modification

**Texte des rapports annexés au projet de loi
en première lecture**

Recettes	185,0	213,2	55,9	13,7	457,1
-----------------	--------------	--------------	-------------	-------------	--------------

Les montants figurant en total par branche et par catégorie peuvent être différents de l'agrégation des montants détaillés du fait des opérations réciproques (notamment transferts).

II. – Recettes, par catégorie et par branche, du régime général de sécurité sociale

Exercice 2013 (prévisions en milliards d'euros)

	Maladie	Vieillesse	Famille	AT-MP	Régimes de base
Cotisations effectives	75,2	70,5	35,7	11,6	193,1
Cotisations prises en charge par l'État	1,1	1,0	0,6	0,0	2,6
Cotisations fictives d'employeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
CSG	56,4	0,0	9,9	0,0	66,3
Impôts, taxes et autres contributions sociales	22,0	12,2	8,4	0,1	42,7
Transferts	2,6	27,4	0,3	0,0	20,5
Produits financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres produits	2,6	0,2	0,5	0,4	3,7
Recettes	159,9	111,3	55,5	12,2	329,0

Les montants figurant en total par branche et par

**Texte des rapports annexés au projet de loi
en nouvelle lecture**

Recettes	185,0	213,1	55,9	13,7	457,0
-----------------	--------------	--------------	-------------	-------------	--------------

Alinéa sans modification

II. – Alinéa sans modification

Exercice 2013 (prévisions en milliards d'euros)

	Maladie	Vieillesse	Famille	AT-MP	Régimes de base
Cotisations effectives	75,0	70,5	35,7	11,6	192,8
Cotisations prises en charge par l'État	1,1	1,0	0,6	0,0	2,6
Cotisations fictives d'employeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
CSG	56,4	0,0	9,9	0,0	66,3
Impôts, taxes et autres contributions sociales	22,2	12,2	8,4	0,1	42,9
Transferts	2,6	27,4	0,3	0,0	20,6
Produits financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres produits	2,6	0,2	0,5	0,4	3,7
Recettes	159,8	111,3	55,5	12,2	329,0

Alinéa sans modification

Propositions de la commission

**Texte des rapports annexés au projet de loi
en première lecture**

catégorie peuvent être différents de l'agrégation des montants détaillés du fait des opérations réciproques (notamment transferts).

III. – Recettes par catégorie des organismes concourant au financement des régimes obligatoires de base de sécurité sociale

Exercice 2013 (prévisions en milliards d'euros)

	Fonds de solidarité vieillesse
Cotisations effectives	0,0
Cotisations prises en charge par l'État	0,0
Cotisations fictives d'employeur	0,0
Contribution sociale généralisée	10,6
Impôts, taxes et autres contributions sociales	6,1
Transferts	0,0
Produits financiers	0,0
Autres produits	0,0
Recettes	16,7

**Texte des rapports annexés au projet de loi
en nouvelle lecture**

III. – Alinéa sans modification

Exercice 2013 (prévisions en milliards d'euros)

	Fonds de solidarité vieillesse
Cotisations effectives	0,0
Cotisations prises en charge par l'État	0,0
Cotisations fictives d'employeur	0,0
Contribution sociale généralisée	10,7
Impôts, taxes et autres contributions sociales	6,1
Transferts	0,0
Produits financiers	0,0
Autres produits	0,0
Recettes	16,8

Propositions de la commission